

RAPPORT ANNUEL 2013

# CIBLER PERFORMER RÉUSSIR



## TABLE DES MATIÈRES

- 6 Message de Mario Plourde
- 10 Agir pour la mise en œuvre de notre plan stratégique
- 12 Pour comprendre notre société et nos résultats
- 14 Cascades, centrée sur l'humain
- 16 Analyse par la direction
- 18 Tableau de sensibilité
- 62 Rapport de la direction aux actionnaires de Cascades inc.
- 63 Rapport de l'auditeur indépendant aux actionnaires de Cascades inc.
- 64 Bilans consolidés
- 122 Information financière historique – 10 ans
- 124 Conseil d'administration

L'assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu le **jeudi 8 mai 2014 à 11 h, au Théâtre des Grands Chênes**, situé au 356, boulevard Marie-Victorin à Kingsey Falls (Québec).

La notice annuelle 2013 de Cascades inc. sera disponible à compter du 31 mars 2014 et il suffira d'en faire la demande au siège social de la Société.

Ce rapport est aussi disponible sur notre site web à l'adresse suivante : [www.cascades.com](http://www.cascades.com)

### AGENT DE TRANSFERT ET REGISTRAIRE

Services aux investisseurs  
Computershare inc.  
Téléphone: 1 800 564-6253

### SIÈGE SOCIAL

Cascades inc.  
404, boulevard Marie-Victorin  
Kingsey Falls (Québec)  
Canada JOA 1B0  
Téléphone: 1 819 363-5100  
Télécopieur: 1 819 363-5155

### RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec:

**Riko Gaudreault**  
Directeur, relations avec les investisseurs  
Cascades inc.

772, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal (Québec)  
Canada H3A 1G1

Téléphone: 1 514 282-2697  
Télécopieur: 1 514 282-2624  
[www.cascades.com/investisseurs](http://www.cascades.com/investisseurs)  
[investisseur@cascades.com](mailto:investisseur@cascades.com)

*The English version of this annual report is available upon request at the head office of the Corporation:*

Corporate Secretary  
Cascades Inc.  
404 Marie-Victorin Boulevard  
Kingsey Falls, Québec JOA 1B0 Canada

RENDEMENT TOTAL DE

**71 %**

SUR LES ACTIONS DE  
CASCADES EN 2013

### Prix de l'action de Cascades pour l'année 2013



**Actions ordinaires en circulation**  
au 31 décembre 2013  
**93,9 millions**

**Capitalisation boursière**  
au 31 décembre 2013  
**646 M\$**

**Volume total négocié**  
en 2013  
**34,3 millions d'actions**

**Haut intrajournalier**  
en 2013  
**6,92 \$**

**Bas intrajournalier**  
en 2013  
**4,07 \$**

**Dividende trimestriel en circulation par action payé**  
en 2013  
**0,04 \$**

**Rendement de dividende**  
au 31 décembre 2013  
**2,3 %**

**Cotes de crédit de la Société**  
au 31 décembre 2013

**Moody's : Ba2 (stable)**  
**S&P : B+ (stable)**

## SYMBOLE CAS – TSX

(à la Bourse de Toronto)

**S&P/TSX** TECHNOLOGIES PROPRES

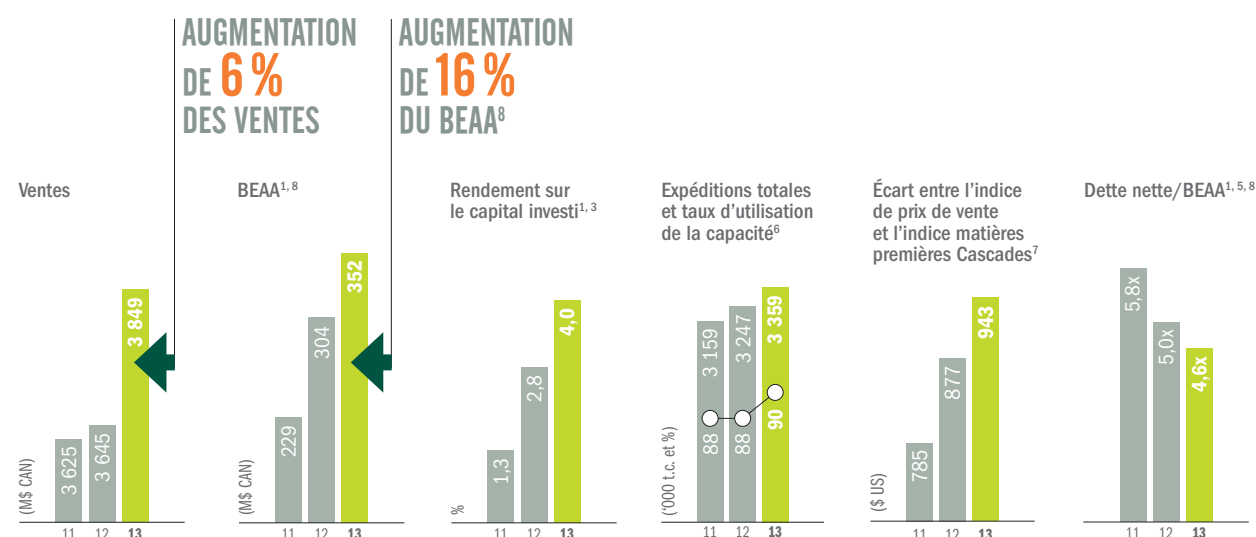
**S&P/TSX** PETITES CAPITALISATIONS

**BMO** PETITES CAPITALISATIONS

# FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(En millions de dollars canadiens, sauf si mentionné autrement)

	2013	2012	2011
<b>Ventes</b>	<b>3 849</b>	3 645	3 625
Bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA ou BAIIA) <sup>1</sup>	322	274	188
Bénéfice d'exploitation	140	75	8
Bénéfice net (perte nette)	11	(22)	99
par action ordinaire	0,11 \$	(0,23) \$	1,03 \$
Dividende par action	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$
<b>Excluant les éléments spécifiques<sup>1</sup></b>			
Bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA ou BAIIA) <sup>1</sup>	352	304	229
Bénéfice d'exploitation	170	118	49
Bénéfice net (perte nette)	29	5	(14)
par action	0,31 \$	0,05 \$	(0,14) \$
Rendement sur les actifs <sup>1,2</sup>	9,3 %	8,1 %	6,5 %
Rendement sur le capital investi <sup>1,3</sup>	4,0 %	2,8 %	1,3 %
<b>Situation financière (au 31 décembre)</b>			
Actif total	3 831	3 694	3 728
Capital investi <sup>4</sup>	3 193	3 224	3 107
Dette nette	1 612	1 535	1 485
Dette nette/BEAA <sup>5,8</sup>	4,6x	5,0x	5,8x
Avoir des actionnaires	1 081	978	1 029
par action	11,52 \$	10,42 \$	10,87 \$
Fonds de roulement sur les ventes	12,9 %	14,4 %	14,8 %
<b>Indicateurs clés</b>			
Expéditions totales (en '000 de t.c.)	3 359	3 243	3 159
Taux d'utilisation de la capacité <sup>6</sup>	90 %	88 %	88 %
Écart entre l'indice de prix de vente et l'indice matières premières Cascades <sup>7</sup>	943	877	785
\$ US/\$ CAN	0,97 \$	1,00 \$	1,01 \$



1 Voir la section « Déclarations prospectives et information sur les mesures non conformes aux IFRS » à la page 16.

2 Le rendement sur les actifs est une mesure non conforme aux IFRS et se définit comme : BEAA excluant les éléments spécifiques des douze derniers mois / actifs trimestriels moyens des douze derniers mois. Voir la section « Déclarations prospectives et information sur les mesures non conformes aux IFRS » à la page 16.

3 Le rendement sur le capital investi est une mesure non conforme aux IFRS et se définit comme : bénéfice d'exploitation excluant les éléments spécifiques après charge d'impôts théorique de 30 % (actif total - passif ne portant pas de charge d'intérêts).

4 Le capital investi correspond à l'actif total moins le passif ne portant pas de charge d'intérêts.

5 Ratio ajusté pour inclure les activités abandonnées et les résultats de Reno De Medici et Papersource sur une base *pro forma*.

6 Taux d'utilisation de la capacité = Expéditions / capacité pratique. Fabrication de papier seulement.

7 Pour la définition des indices de Cascades, voir notes 1 et 2 en page 17.

8 Excluant les éléments spécifiques.

# CASCADES EN UN COUP D'ŒIL

**3 849 M\$**  
DE VENTES

**352 M\$**  
DE BEAA<sup>3</sup>

## PRODUITS D'EMBALLAGE

### CARTONS-CAISSES

**33%** | **38%**  
DES VENTES<sup>1</sup> | DU BEAA<sup>2</sup>

**1<sup>er</sup>**

**PRODUCTEUR  
AU CANADA  
6<sup>e</sup>  
EN AMÉRIQUE  
DU NORD**

### CARTON PLAT EUROPE

**21%** | **13%**  
DES VENTES<sup>1</sup> | DU BEAA<sup>2</sup>

**2<sup>e</sup>**

**PRODUCTEUR  
EN EUROPE**

### PRODUITS SPÉCIALISÉS

**20%** | **15%**  
DES VENTES<sup>1</sup> | DU BEAA<sup>2</sup>

**1<sup>er</sup>**

**RÉCUPÉRATEUR  
DE PAPIER  
AU CANADA**

## PAPIERS TISSU

**26%** | **34%**  
DES VENTES<sup>1</sup> | DU BEAA<sup>2</sup>

**1<sup>er</sup>**

**PRODUCTEUR  
AU CANADA  
4<sup>e</sup>  
EN AMÉRIQUE  
DU NORD**

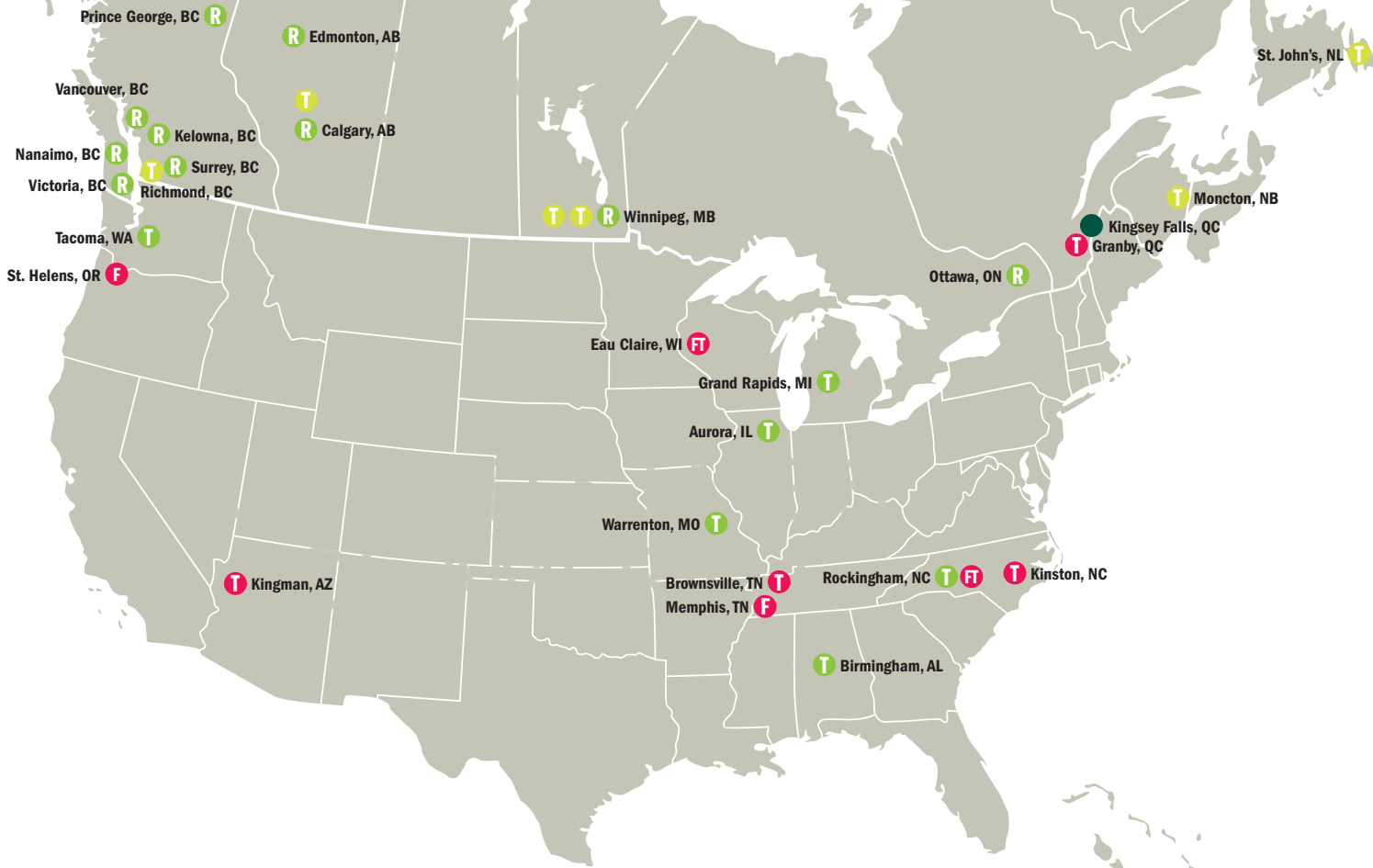


1 Avant éliminations intersectorielles.

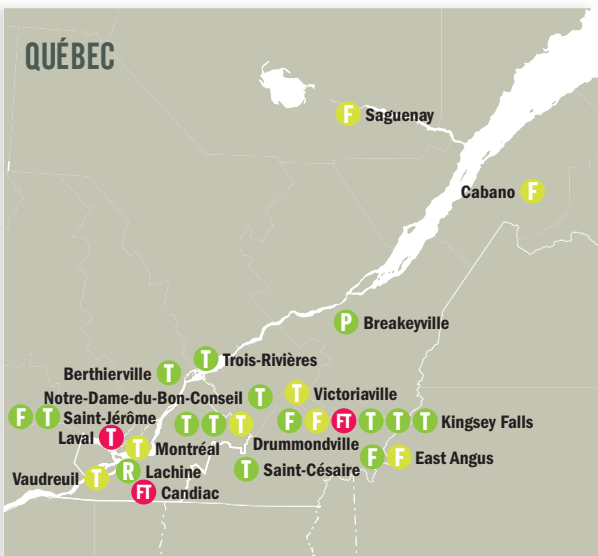
2 Excluant les éléments spécifiques et les activités corporatives.

3 Excluant les éléments spécifiques.

# AMÉRIQUE DU NORD



## QUÉBEC



## RÉGION DE TORONTO



# EUROPE

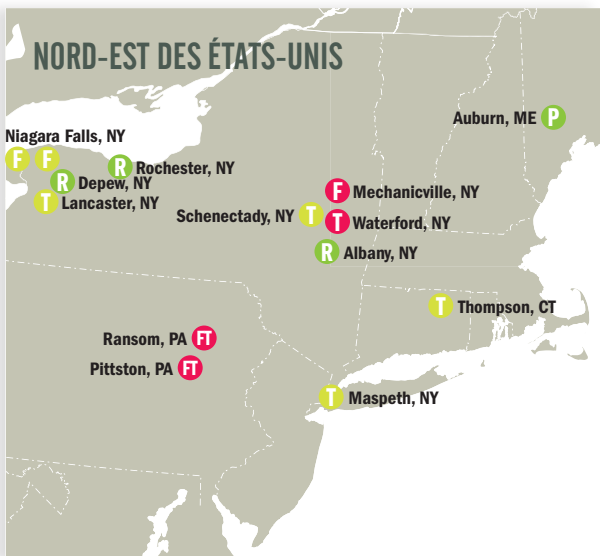


# CASCADES DANS LE MONDE

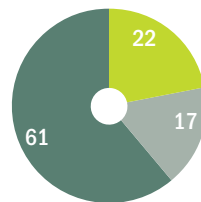
## LÉGENDE

- Siège social
- Groupe Cartons-caisses
- Groupe Carton plat Europe
- Groupe Produits spécialisés
- Groupe Papiers tissu
- F Usine de fabrication
- T Usine de transformation
- FT Usine de fabrication et de transformation
- P Usine de pâte désencrée
- R Usine de récupération

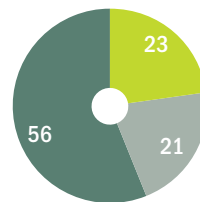
**3,8 MILLIARDS DE VENTES,**  
DONT 60% À L'EXTÉRIEUR DU CANADA



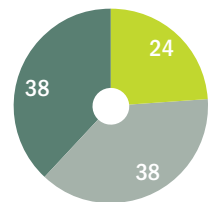
Immobilisations corporelles 2013 (%)



Ventes de (provenance) 2013 (%)



Ventes à (destination) 2013 (%)



- Canada
- États-Unis
- Europe et autres

# SOMMAIRE DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION (au 31 décembre 2013)

CRÉNEAU ET SECTEUR	RÉGION	TYPE D'ACTIVITÉ	PRINCIPAUX MARCHÉS ET PRODUITS	NOMBRE D'UNITÉS <sup>1</sup>	CAPACITÉ <sup>2</sup>
<b>PRODUITS D'EMBALLAGE</b>					
<b>CARTONS-CAISSES</b>	Amérique du Nord	Fabrication	Papier doublure et papier cannelure vierges et recyclés Papier doublure à doublure blanche Papier de gypse Carton plat recyclé couché (CRB)	8 <sup>4</sup>	1 765 <sup>4</sup>
		Transformation	Divers contenants d'emballage en carton ondulé Feuilles de carton ondulé Emballages spécialisés Boîtes pliantes générales Emballage pour la restauration rapide	25	13,4 Gpi ca (expéditions 2013, incluant ventes intercompagnies)
<b>CARTON PLAT EUROPE</b>	Europe	Fabrication	Carton plat vierge (carton duplex couché, GC) Carton plat recyclé couché (carton duplex gris doublé blanc, GD) Papier doublure recyclé	8 <sup>3</sup>	1 202 <sup>3</sup>
<b>PRODUITS SPÉCIALISÉS</b>	Amérique du Nord et Europe	Emballage industriel	Carton non couché Emballage pour papetières (presse-fonds et matériau d'enveloppement) Produits d'emballage en carton nid d'abeilles Cartons contrecollés	12 <sup>4</sup>	448 <sup>4</sup>
		Amérique du Nord	Papiers spécialisés	Papiers fins Papier kraft Endos de linoléum Pâte désencrée	6
	Amérique du Nord	Emballage produits de consommation	Pâte moulée – Plateaux à gobelets – Plateaux alvéolés Produits de plastique – Emballage pour l'industrie alimentaire (plateaux à viande, contenants translucides, assiettes et bols de styromousse) Meubles de jardin (planches, bancs et tables)	7	57 M kg <sup>4</sup>
		Récupération	Activités de collecte, tri et recyclage	20	1 522 (traitées en 2013)
<b>PAPIERS TISSU</b>					
	Amérique du Nord	Fabrication	Bobines mères	5	245
		Fabrication et transformation	Marchés du détail et de la consommation à l'extérieur du foyer – Essuie-tout, essuie-mains, papier hygiénique, papiers-mouchoirs, serviettes de papier Bobines mères	7	421
		Transformation	Marchés du détail et de la consommation à l'extérieur du foyer – Essuie-tout, essuie-mains, papier hygiénique, papiers-mouchoirs, serviettes de papier Chiffons industriels	7	s.o.
<b>TOTAL</b>				105	4 231 <sup>3</sup> (fabrication seulement)

1 Unités de production et de récupération seulement; sont exclus les bureaux de vente, les points de distribution et de transbordement et les sièges sociaux. Comprend l'usine de Greenpac d'une capacité de 540 000 tonnes courtes détenue à 60 %.

2 Milliers de tonnes courtes à moins d'une indication contraire. Capacité théorique.

3 Considérant les unités de Reno De Medici S.p.A. dans lesquelles nous détenons un intérêt de 58 %. Excluant l'usine de Magenta et les centres de transformation.

4 Incluant 100 % de la capacité de nos coentreprises et de nos sociétés apparentées.

# MESSAGE

**MARIO PLOURDE**, président et chef de la direction



Chers actionnaires et partenaires,

En consultant les résultats financiers de 2013, vous serez certainement, comme nous, heureux de constater que le plan stratégique sur lequel nous travaillons depuis la fin de l'année 2011 a continué à porter fruit. En effet, l'amélioration marquée de notre performance nous a permis d'afficher des résultats en hausse pour une deuxième année consécutive.

Rappelons que ce plan comporte quatre grandes priorités : modernisation, optimisation, innovation et restructuration. Il vise à consolider notre position et à assurer la croissance de nos deux secteurs clés : les produits d'emballage et les papiers tissu. En 2014, nous poursuivrons sur cette même trajectoire.

## **CIBLER L'EMBALLAGE ET LE PAPIER TISSU, LES DEUX SECTEURS LES PLUS PORTEURS DE NOTRE INDUSTRIE**

Dans le secteur des papiers tissu, l'année 2013 aura été marquée par un développement accru dans les marchés hors foyer et les marques privées aux États-Unis. Nous poursuivrons cette croissance en 2014 grâce à l'acquisition, en septembre dernier, d'une autre machine à papier sur le même site que notre machine à papiers tissu en Oregon. Cette machine sera convertie pour fabriquer annuellement 55 000 tonnes de papiers essuie-tout et contribuera à améliorer l'efficacité de l'ensemble de l'usine. Il s'agit d'un exemple concret de notre engagement dans



# CIBLER PERFORMER RÉUSSIR

le développement de notre groupe des papiers tissus dans le marché américain. De plus, des initiatives pour augmenter notre capacité de transformation aux États-Unis seront mises en œuvre pendant la prochaine année afin d'y étendre notre présence et de suivre nos clients dans les régions où la croissance s'avère plus forte.

Du côté de notre groupe des cartons-caisses, l'événement marquant de l'année 2013 a été sans aucun doute le démarrage de Greenpac, la plus grosse machine de son genre en Amérique du Nord. Ce projet, le plus ambitieux jamais réalisé par Cascades à ce jour, a pris son envol à la date prévue, soit le 15 juillet 2013, et le rodage suit son cours normal depuis. Jusqu'à maintenant, nous sommes satisfaits de la performance de la machine à papier et, maintenant que les risques liés à la construction sont derrière nous, une contribution positive au bénéfice est prévue en 2014. Nous travaillons aussi à l'amélioration de la productivité de nos activités de transformation de cartonnage ondulé, à la suite des changements effectués à notre plateforme ontarienne en 2012.

Par ailleurs, nous effectuons présentement une mise à niveau de nos systèmes d'information et une réingénierie de nos processus d'affaires. Cette transition nous permettra de réduire nos coûts en rendant notre organisation plus efficace et plus souple. Nous continuerons aussi à suivre rigoureusement la performance de nos unités opérationnelles afin qu'elles répondent à nos exigences en termes de rentabilité et d'efficacité.

## **L'amélioration marquée de notre performance nous a permis d'afficher des résultats en hausse pour une deuxième année consécutive.**

Nos réalisations en matière d'innovation et la gestion proactive de notre base opérationnelle nous permettront de profiter d'actifs compétitifs tout en offrant des produits à la hauteur des attentes de nos clients. Nous serons donc encore mieux positionnés pour bénéficier de conditions de marché plus favorables. En effet, la hausse des prix de plusieurs de nos produits et la stabilité relative du prix de la fibre recyclée nous ramènent à des niveaux de profitabilité plus satisfaisants. De plus, l'affaiblissement du dollar canadien nous annonce des jours meilleurs en nous permettant d'améliorer notre compétitivité par rapport à la concurrence étrangère. Finalement, une économie nord-américaine plus vigoureuse devrait nous permettre de jouir pleinement de notre plateforme modernisée.

## **AGIR POUR ACCROÎTRE NOTRE PROFITABILITÉ DANS LE RESPECT DE NOTRE CAPACITÉ FINANCIÈRE**

Il va sans dire que toutes nos initiatives sont mises en œuvre avec le souci de gérer prudemment notre situation financière. En effet, malgré l'impact négatif de la baisse du dollar canadien sur notre niveau de dette, nous avons réussi à améliorer nos ratios financiers à la fin de 2013, et ce, dans un contexte où nous investissons pour moderniser nos actifs. Nous sommes confiants de pouvoir assainir notre bilan à moyen terme, surtout grâce à une performance financière améliorée et à une gestion rigoureuse de nos flux de trésorerie.

Ma première année en poste à titre de président et chef de la direction m'a permis de rencontrer plusieurs membres de la communauté financière incluant des actionnaires, des gestionnaires de fonds, des prêteurs et d'autres intervenants. Ces échanges m'ont donné la chance de faire connaître ma vision mais aussi de mieux comprendre leur point de vue. Les développements positifs survenus au cours de la dernière année et les perspectives prometteuses pour 2014 semblent avoir été reconnus par la communauté financière et le cours de notre action a bondi de plus de 60% au cours de l'année. Même si cela est très encourageant, nous savons qu'il reste beaucoup à faire et nous devons continuer à poser les gestes qui nous permettront de créer davantage de valeur pour nos actionnaires et pour la collectivité.

## RÉUSSIR À NOTRE MANIÈRE EN RESPECTANT NOS EMPLOYÉS, NOS PARTENAIRES ET NOTRE ENVIRONNEMENT

Dans le déploiement de toutes ces initiatives, nous demeurons fidèles à notre culture. Après toutes ces années chez Cascades, je suis toujours aussi impressionné par le dévouement et par la compétence de nos Cascadeurs et je tiens à les remercier pour leur contribution.

## L'année 2014 sera marquée par le 50<sup>e</sup> anniversaire de Cascades. Il s'agit d'un grand moment de fierté pour nous tous.

Je tiens également à réitérer que leur santé et leur sécurité nous tiennent à cœur. C'est pourquoi nous déployons tous les efforts et mettons en place toutes les mesures nécessaires afin que leur vie au travail se déroule dans le meilleur environnement qui soit.

Le développement durable demeure aussi un élément essentiel de notre identité. Nous devons donc être fiers que nos efforts aient été reconnus en 2013 quand Alain Lemaire s'est vu décerner le titre de *Greenest CEO of Canada*. Cascades a aussi reçu le prix « Stratégie environnementale de l'année » lors de la remise des Pulp & Paper International Awards 2013, en plus de celui du « Produit novateur de l'année » pour sa gamme de produits Moka<sup>MD</sup>. Nos efforts en ce sens ne sont pas terminés et nous sommes actuellement à mettre en œuvre notre nouveau plan de développement durable 2013-2015.

La prochaine année s'annonce prometteuse et nous sommes confiants de pouvoir améliorer nos résultats pour une troisième année consécutive. L'année 2014 sera aussi marquée par le 50<sup>e</sup> anniversaire de Cascades et plusieurs activités souligneront cet important jalon de notre histoire. Il s'agit d'un grand moment de fierté pour nous tous et vous entendrez certainement parler davantage de Cascades durant l'année.

Je vous remercie de faire partie de notre histoire et je vous invite à vous joindre à notre équipe pour façonner un avenir qui s'annonce plein de promesses.



**Mario Plourde**  
Président et chef de la direction



NOTRE PLAN STRATÉGIQUE  
REPOSE SUR  
QUATRE PRIORITÉS :

**MODERNISATION  
OPTIMISATION  
INNOVATION  
RESTRUCTURATION**

# AGIR POUR LA MISE EN ŒUVRE DE NOTRE PLAN STRATÉGIQUE

## 2011

### Février 2011

Nomination de Mario Plourde comme chef de l'exploitation

### Mars 2011

Vente de l'usine de papier doublure d'Avot-Vallée (France)

### Mai 2011

Vente de Dopaco inc.

Fermeture de l'usine de transformation de cartonnage ondulé de Leominster (Massachusetts)

### Juin 2011

Vente des usines de carton plat de Versailles (Connecticut) et de Hebron (Kentucky)

### Octobre 2011

Fermeture de l'usine de boîtes en cartonnage ondulé de Le Gardeur (Québec)

### Novembre 2011

Acquisition des actions restantes (50 %) de Papersource Converting Mill Corp. à Granby (Québec)

### Décembre 2011

Fermeture de l'usine de cartons-caisses de Burnaby (Colombie-Britannique)

### 2011

Début de la construction de l'usine Greenpac Mill LLC

Installation de la technologie ATMOS à l'usine de papiers tissu de Candiac (Québec)

## 2012

### Février 2012

Fermeture de l'usine de carton nid d'abeilles de Toronto (Ontario)

### Avril 2012

Achat des usines de transformation de cartonnage ondulé de Bird Packaging Limited à Guelph, Kitchener et Windsor (Ontario)

Investissements dans les usines de Belleville, de Vaughan, de St. Marys et d'Etobicoke jumelés à la fermeture des trois usines de transformation de cartonnage ondulé en Ontario

### Août 2012

Fermeture d'une usine de transformation de papiers tissu à Scarborough (Ontario)

### Septembre 2012

Investissements dans les usines de carton plat de Montréal (Québec), de Mississauga (Ontario), de Cobourg (Ontario) et de Winnipeg (Manitoba)

Annonce de la fermeture de l'usine de cartons-caisses de Lachute (Québec)

### 2012

Investissements à notre usine de cartons-caisses de Cabano (Québec) afin d'augmenter la capacité de production

Investissements dans nos activités d'emballages industriels en France pour augmenter la capacité

Investissements à notre usine de La Rochette (France) et à celle de Reno De Medici à Villa Santa Lucia (Italie) afin d'améliorer la productivité

Installation d'une nouvelle chaîne de transformation à notre usine de papiers tissu de Granby (Québec) et d'une nouvelle chaîne de production de papier hygiénique à notre usine en Pennsylvanie



# 2013

**2013**

**Mai 2013**

Nomination de Mario Plourde à titre de président et chef de la direction

**Juin 2013**

Participation augmentée à 58 % dans Reno De Medici

**Juillet 2013**

Démarrage de Greenpac Mill LLC

**Septembre 2013**

Annonce d'un investissement pour une deuxième machine à papier en Oregon (côte Ouest)

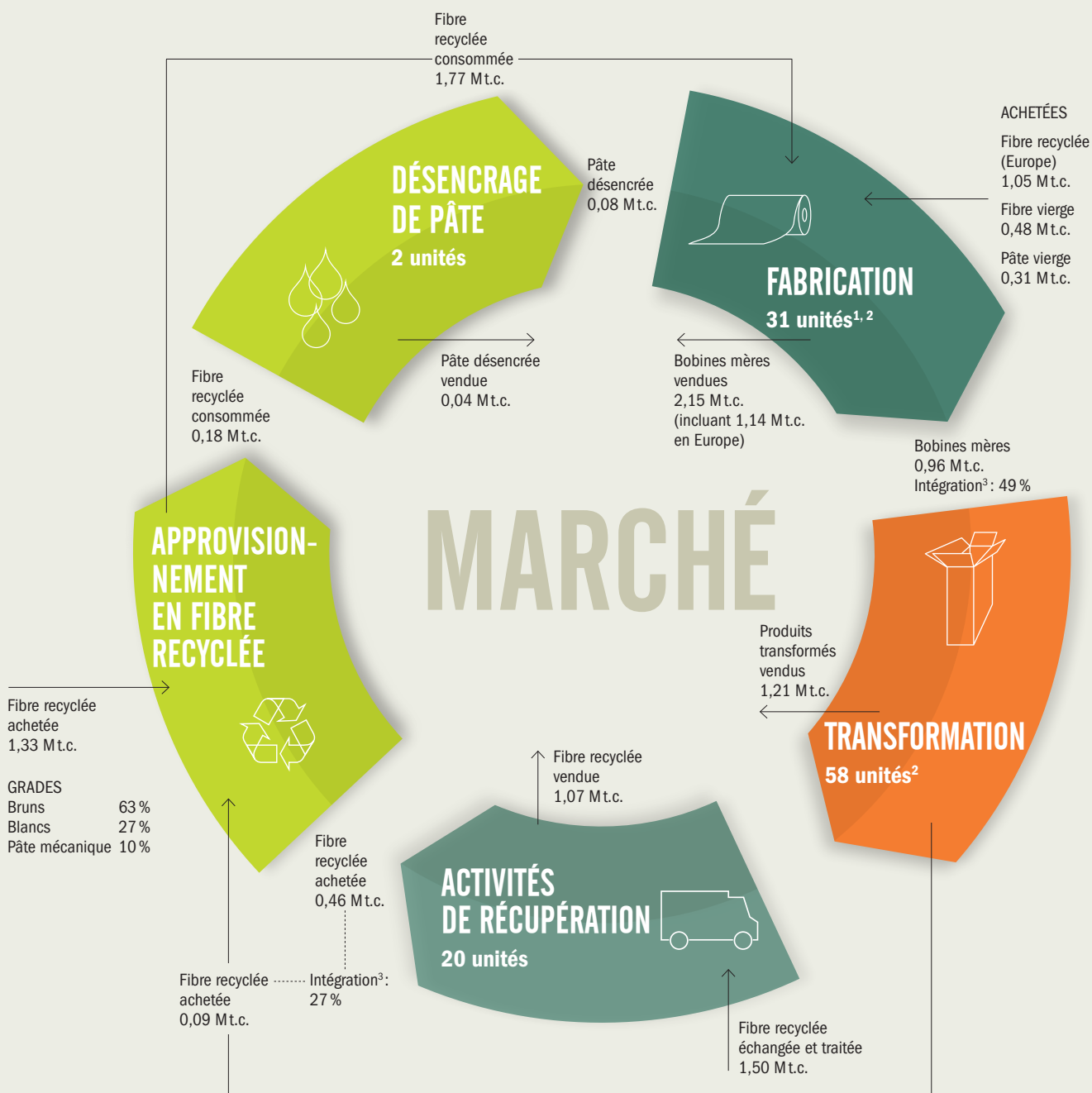
**Novembre 2013**

Annonce de la création d'une coentreprise avec Maritime Paper Products Limited (Maritimes)

# POUR COMPRENDRE NOTRE SOCIÉTÉ ET NOS RÉSULTATS

## RECYCLER, DANS NOTRE NATURE DEPUIS 50 ANS

Donner une seconde vie aux vieux papiers : une idée simple qui a inspiré la création de Cascades il y a maintenant 50 ans. La Société est maintenant la plus grande récupératrice au Canada, ce qui constitue un atout stratégique important alors que des entreprises étrangères sont prêtes à acheter les vieux papiers nord-américains. Notre modèle d'affaires a nettement évolué au fil des ans, mais le dénominateur commun qui définit nos produits demeure qu'ils sont faits de matériaux recyclés. Notre stratégie d'intégration, vers l'amont comme vers l'aval, se résume par ce que nous appelons un « **système en circuit fermé**<sup>1</sup> ».



1 Données de 2013, incluant 100 % de Reno De Medici. Excluant l'usine de Greenpac, sa production et sa consommation.

2 Incluant les actifs intégrés de fabrication et de transformation de papiers tissu.

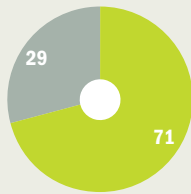
3 Amérique du Nord seulement.

# ILLUSTRATION DE LA VENTILATION DE NOS VENTES

En 2006, nous avons choisi de nous concentrer sur les deux secteurs les plus porteurs de l'industrie des papiers : les produits d'emballage et les papiers tissu. Ce modèle d'affaires bien diversifié nous a permis d'affronter les creux de marché et de hisser Cascades parmi les plus importantes transformatrices nord-américaines de contenants de carton ondulé, de boîtes pliantes, de papiers tissu et de plusieurs produits spécialisés.

## CARTONS-CAISSES

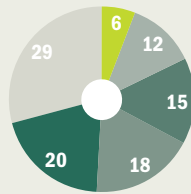
Par pays (%)



- Canada
- États-Unis

## CARTON PLAT EUROPE

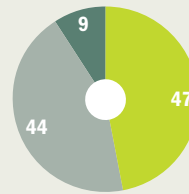
Par pays (%)



- Outre-mer
- Allemagne, Autriche et Suisse
- Europe de l'Est
- Reste de l'Europe de l'Ouest
- France
- Italie

## PRODUITS SPÉCIALISÉS

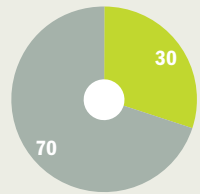
Par pays (%)



- Canada
- États-Unis
- Autres

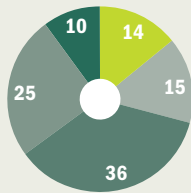
## PAPIERS TISSU

Par pays (%)



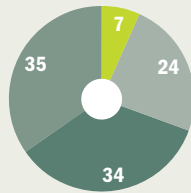
- Canada
- États-Unis
- Détail 53%
- Hors foyer 47%
- Détail 52%
- Hors foyer 48%

Par produit – fabrication (%)



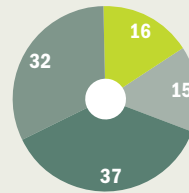
- Carton doublure
- Carton cannelure recyclé
- Carton cannelure vierge
- Substitut de carton plat blanchi vierge
- Carton plat couché recyclé

Par produit (%)



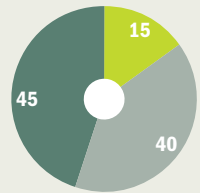
- Carton plat couché recyclé – autres
- Carton plat couché vierge
- Carton plat couché recyclé – doublure
- Carton plat couché recyclé – GT/GD

Par secteur (%)



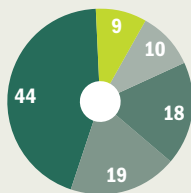
- Emballage industriel
- Produits de consommation
- Papiers spécialisés
- Récupération et recyclage

Par marché (%)



- Bobines mères
- Hors foyer
- Marque privée 44%
- Marque de commerce 56%
- Détail
- Marque privée 86%
- Marque de commerce 14%

Par industrie – boîtes ondulées (%)



- Agriculture et viandes
- Chimiques et plastiques
- Autres industries
- Papiers et bois
- Alimentation et boissons

# CASCADES, CENTRÉE SUR L'HUMAIN

## Cascades et ses employés: un engagement sans limite

Notre promesse: leur offrir une carrière à la mesure de leur talent.

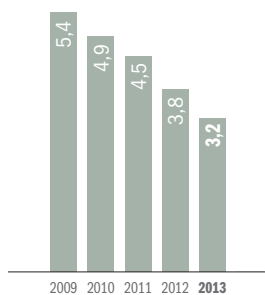
Leur motivation: nous amener toujours plus loin. Une formule gagnante depuis maintenant 50 ans!



### Santé et sécurité au travail: une question de savoir-être

Nos statistiques en témoignent: la santé et la sécurité de nos employés sont indissociables de ces valeurs de respect et de développement durable qui sont au cœur de notre philosophie de gestion.

Taux de fréquence OSHA<sup>1</sup>



<sup>1</sup> À partir du T1 2013, incluant Papersource et Bird Packaging. Excluant Reno De Medici.

### L'or vert

Cascades et ses  
**12 000 EMPLOYÉS**

sont fiers de contribuer activement à l'essor de la collectivité et au succès de ses plus beaux espoirs. Plus qu'un rôle nécessaire, il s'agit d'une source d'inspiration pour nous.

En 2013, près de  
**3 MILLIONS** de dollars ont été versés à plusieurs centaines d'organismes situés à proximité de nos installations.





« Je suis toujours aussi impressionné par le dévouement et par la compétence de nos Cascadeurs et je tiens à réitérer que leur santé et leur sécurité nous tiennent à cœur. C'est pourquoi nous déployons tous les efforts et mettons en place toutes les mesures nécessaires afin que leur vie au travail se déroule dans le meilleur environnement qui soit. »

Mario Plourde  
Président et chef de la direction

# ANALYSE PAR LA DIRECTION

## REVUE FINANCIÈRE - 2013

L'année 2013 a été marquée par des conditions de marché favorables, car nous avons bénéficié de prix de vente plus élevés au sein de nos activités de cartons-caisses, de prix stables au niveau des fibres recyclées ainsi que de taux de change avantageux avec le dollar canadien. Nous avons également été en mesure d'augmenter nos expéditions totales de 4 %. D'un autre côté, les conditions de marché demeurent difficiles en Europe et l'efficacité opérationnelle au sein de certaines de nos usines de fabrication en Amérique du Nord n'a pas été à la hauteur de nos standards. Nous avons également encouru des charges additionnelles relativement à la mise à jour de notre système d'information financière et à la réingénierie de nos processus d'affaires. En somme, notre bénéfice d'exploitation s'est amélioré pour une deuxième année consécutive car notre BEAA, excluant les éléments spécifiques, a augmenté de 16 % comparativement à l'année 2012.

Pour l'année, la Société a enregistré un bénéfice net de 11 M\$, ou 0,11 \$ par action, par rapport à une perte nette de 22 M\$, ou 0,23 \$ par action en 2012. Exclusion faite des éléments spécifiques, qui sont abordés en détail aux pages 28 à 31, le bénéfice net s'est établi à 29 M\$ ou 0,31 \$ par action durant l'année comparativement à un bénéfice net de 5 M\$ ou 0,05 \$ par action en 2012. Les ventes ont augmenté de 204 M\$ durant la période, ou 6 %, pour atteindre 3 849 M\$ en 2013 comparativement à 3 645 M\$ en 2012. La Société a enregistré un bénéfice d'exploitation de 140 M\$ en 2013, comparativement à 75 M\$ en 2012. Excluant les éléments spécifiques, le bénéfice d'exploitation s'est établi à 170 M\$ en 2013, comparativement à 118 M\$ en 2012, soit une hausse de 52 M\$ (voir la rubrique « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants).

### DÉCLARATIONS PROSPECTIVES ET INFORMATION SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le rapport financier annuel et l'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière de Cascades inc. - ci-après appelée « Cascades » ou « la Société » - doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires s'y rapportant pour les exercices annuels terminés les 31 décembre 2013 et 2012. Les renseignements contenus comprennent les faits importants en date du 12 mars 2014, date à laquelle le conseil d'administration de la Société a approuvé l'analyse. Pour de plus amples renseignements, les lecteurs sont priés de consulter la Notice annuelle de la Société, publiée séparément. Des renseignements supplémentaires sur la Société peuvent être consultés sur le site Web SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Ladite analyse a pour but de fournir aux lecteurs l'information que la direction estime essentielle à l'interprétation des résultats actuels de Cascades et à l'évaluation des perspectives de la Société. Par conséquent, certaines des déclarations contenues dans cette analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière, y compris celles qui ont trait aux résultats et au rendement pour les périodes futures, constituent, au sens des lois sur les valeurs mobilières, des énoncés prospectifs fondés sur les prévisions actuelles. L'exactitude de ces déclarations dépend d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart notable entre les résultats réels et ceux prévus, ce qui inclut - sans pour autant s'y limiter - la conjoncture économique en général, les baisses de la demande pour les produits de la Société, le coût et la disponibilité des matières premières, les fluctuations de la valeur relative de certaines devises, les variations des prix de vente, ainsi que tout changement défavorable dans la conjoncture générale du marché et de l'industrie. L'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière inclut également des indicateurs et des indices de prix, de même que des analyses de sensibilité et de variance. Ces renseignements reposent sur les meilleures estimations dont dispose la Société.

L'information financière présentée ci-après, ainsi que les montants figurant dans les tableaux, est exprimée en dollars canadiens, sauf indication contraire, et a été préparée conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS). Sauf indication contraire, et à moins que le contexte ne l'exige, les termes « nous », « notre » et « nos » font référence à Cascades inc., de même qu'à toutes ses filiales et coentreprises. L'information financière comprise dans cette analyse renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures de rendement conformes aux IFRS (« mesures non conformes aux IFRS »). Par exemple, la Société utilise le bénéfice d'exploitation avant amortissement ou le bénéfice d'exploitation avant amortissement excluant les éléments spécifiques (« BEAA » ou « BEAA excluant les éléments spécifiques »), car cette mesure permet à la direction d'évaluer le rendement opérationnel et financier des différents secteurs d'activité de la Société. De plus, nous croyons que le BEAA est une mesure couramment utilisée par les investisseurs pour déterminer la performance opérationnelle d'une Société et sa capacité de rencontrer les obligations financières requises par le service de sa dette. Le BEAA est un outil analytique comportant certaines limites, et ne devrait pas être considéré isolément ou comme un substitut afin d'analyser nos résultats financiers tels qu'ils sont présentés conformément aux IFRS. Ces limitations sont décrites ci-dessous :

- le BEAA exclut certains paiements d'impôt qui peuvent représenter une baisse de nos liquidités disponibles;
- le BEAA ne comprend pas les investissements en capital ni nos obligations contractuelles;
- le BEAA ne comprend pas les changements ou besoins requis par les éléments du fonds de roulement;
- le BEAA ne comprend pas la dépense d'intérêts ni les besoins requis pour le paiement de notre dette;
- même si l'amortissement est une dépense hors liquidités, les actifs qui sont amortis devront être remplacés dans le futur et le BEAA ne comprend pas les besoins de liquidités requis pour ces remplacements;
- les éléments spécifiques exclus du BEAA, du bénéfice d'exploitation, des frais de financement, du bénéfice net (perte nette) ainsi que de la marge brute d'autofinancement des opérations comprennent principalement les baisses (renversements) de valeur d'actifs, les frais de fermeture d'usines ou de machines, l'amortissement accéléré à la suite d'une restructuration, les frais de restructuration de dettes, les gains ou pertes sur disposition ou acquisition d'unités d'exploitation, les gains ou pertes sur la part des résultats des entreprises associées et coentreprises, les gains ou pertes non matérialisés sur instruments financiers pour lesquels la comptabilité de couverture ne peut s'appliquer, les gains ou pertes sur des swaps de taux d'intérêt, les gains ou pertes de change sur la dette à long terme et les instruments financiers et tout autre élément significatif de nature inhabituelle ou non-récurrente. Bien que nous considérons ces éléments moins pertinents pour analyser notre performance, il est possible que ceux-ci se reproduisent et pourraient réduire les liquidités disponibles.

Résultant de ces limitations, le BEAA ne doit aucunement servir à remplacer le bénéfice net ou les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation en vertu des IFRS. En outre, ces mesures ne sont pas nécessairement une indication que les flux de trésorerie seront suffisants pour subvenir à nos obligations financières. De plus, notre définition du BEAA peut être différente de celle utilisée par d'autres sociétés. Ces changements ou reformulations pourraient être significatifs. Les renseignements supplémentaires de la section consacrée aux mesures non conformes aux IFRS fournissent un rapprochement entre le BEAA et le bénéfice net (perte nette) ainsi que les flux de trésorerie générés (ou utilisés) par les activités d'exploitation. Nous croyons que ces mesures sont celles qui se rapprochent le plus des mesures de performance et de liquidités selon les IFRS.

## FACTEURS CLÉS

À titre de Société de produits d'emballage et de papiers tissu, nos résultats financiers sont fortement influencés par les facteurs suivants :

### VENTES +

- Prix de vente
- Demande pour les produits d'emballage et les papiers tissu, surtout à base de fibres recyclées
- Taux de change
- Croissance démographique
- Production industrielle
- Gamme et substitution de produits, innovation

### COÛTS -

- Prix de l'énergie, surtout de l'électricité et du gaz naturel
- Prix et disponibilité des fibres (recyclées, vierges, copeaux de bois) et recettes de production
- Taux de change
- Main-d'oeuvre
- Transport
- Prix des produits chimiques
- Taux d'utilisation de la capacité et arrêts planifiés de production

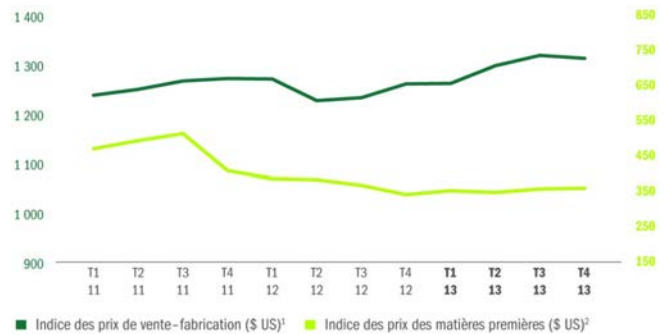
### TAUX DE CHANGE

Les variations relatives entre les devises ont une incidence sur les résultats de Cascades, particulièrement au niveau du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien. Pour l'année 2013, la valeur moyenne du dollar canadien a baissé de 3 % face au dollar américain par rapport à 2012. Rappelons que chaque changement de 0,01 \$ du dollar canadien par rapport au dollar américain a un impact de 5 millions de dollars sur le BEAA annuel. Comparativement à l'euro, la valeur moyenne de la devise canadienne s'est dépréciée de 6 % par rapport à 2012.



### PRIX DE VENTE DE FABRICATION ET DES MATIÈRES PREMIÈRES

Au chapitre des prix de vente de nos unités de fabrication, la moyenne de l'indice Cascades des prix de vente nord-américains en dollars américains a augmenté de 4 % en 2013 par rapport à 2012. Cette hausse est essentiellement liée au prix moyen de fabrication plus élevé pour les cartons-caisses qui a augmenté de 10 % au cours de l'année 2013 comparativement à 2012. Des prix moyens en baisse pour les papiers spécialisés et le carton plat en Amérique du Nord ont contrebalancé cette hausse et les prix moyens de nos papiers tissu sont restés stables. À la fin de l'année 2013, le coût des matières premières était 5 % plus élevé qu'à la même période l'année dernière. Cependant, la moyenne de notre indice de matières premières a été 4 % plus basse en 2013 qu'en 2012.



### COÛTS DE L'ÉNERGIE

En ce qui a trait aux coûts de l'énergie, le prix du gaz naturel a connu une importante augmentation de 31 % pour l'année 2013 par rapport à l'année précédente. Du côté du pétrole, le prix moyen a augmenté de 2 % en 2013 par rapport à 2012.



1 L'indice Cascades des prix de vente nord-américains représente une approximation des prix de vente de fabrication (excluant la transformation) de Cascades en Amérique du Nord. Il est pondéré en fonction des expéditions et se fonde sur le prix des publications. Il tient compte de quelques-uns des principaux produits de Cascades, dont les prix sont publiés dans la revue PPI Pulp & Paper Week, ainsi que de l'indice papiers tissu de Cascades. Cet indice devrait être uniquement utilisé à titre d'indicateur d'une tendance dans la mesure où il peut être différent de nos prix de vente réels et de notre combinaison de produits. Seuls les prix des papiers tissu tiennent compte du prix des produits transformés. En effet, l'indicateur des prix des papiers tissu, qui est inclus dans l'indice Cascades des prix de vente nord-américains, est l'indice Cascades des prix de vente des papiers tissu, lequel représente une combinaison de produits primaires et transformés.

2 L'indice Cascades des prix nord-américains des matières premières se fonde sur le prix des publications et sur le coût moyen pondéré pour certaines de nos matières premières de fabrication en Amérique du Nord : les fibres recyclées, la pâte vierge et les copeaux. Cet indice est pondéré en fonction du volume des achats (en tonnes courtes). Il devrait être utilisé à titre indicateur d'une tendance, car il peut être différent de nos coûts d'achat de fabrication réels et de nos volumes d'achats.

## TABLEAU DE SENSIBILITÉ <sup>1</sup>

Le tableau de sensibilité illustre de manière quantitative l'incidence sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) annuel de Cascades des variations possibles des prix de vente de ses principaux produits, des coûts de certaines matières premières et de l'énergie, ainsi que du taux de change \$ US/\$ CAN, en supposant que, pour chaque variation, toutes les autres variables demeurent constantes. Cette sensibilité est fondée sur les expéditions externes de fabrication, de transformation et sur les chiffres de consommation de Cascades en 2013. Cependant, il est important de noter que ce tableau ne tient pas compte des instruments de couverture des risques utilisés par la Société. En fait, les politiques de gestion et les portefeuilles de couverture de Cascades (voir la section « Facteurs de risque ») doivent également être pris en considération pour une analyse complète de la sensibilité aux facteurs illustrés.

En ce qui concerne le taux de change \$ US/\$ CAN, nous ne considérons pas la sensibilité indirecte de Cascades. Cette sensibilité est liée au fait que certains des prix de vente et des coûts des matières premières de Cascades au Canada se fondent sur des prix et des coûts de référence en dollars américains qui sont convertis en dollars canadiens. Autrement dit, la fluctuation du taux de change peut avoir une influence indirecte sur les ventes et les achats des usines canadiennes au Canada. Cependant, puisque celle-ci est difficilement mesurable de manière précise, nous ne l'incluons pas dans le tableau qui suit. Le taux de change € EURO/\$ CAN a également une incidence sur nos résultats, car nous détenons des unités opérationnelles en Europe dont les résultats sont convertis en dollars canadiens.

	EXPÉDITIONS/CONSOMMATION (*000 DE TONNES COURTES ET *000 MMBTU POUR LE GAZ NATUREL)	VARIATION	IMPACT BEAA (EN MILLIONS DE \$ CAN)
<b>PRIX DE VENTE (FABRICATION ET TRANSFORMATION) <sup>2</sup></b>			
Amérique du Nord			
Cartons-caisses	1 268	25 \$ US/t.c.	33
Produits spécialisés (Emballage industriel et papiers spécialisés seulement)	371	25 \$ US/t.c.	10
Papiers tissu	583	25 \$ US/t.c.	15
	2 222		
Europe			
Carton plat	1 137	25 €/t.c.	39
	3 359		97
<b>COÛTS DES INTRANTS <sup>2</sup></b>			
<b>Papiers recyclés</b>			
Amérique du Nord			
Grades bruns (OCC et autres)	1 142	15 \$ US/t.c.	(18)
Grades à base de pâte mécanique (ONP et autres)	113	15 \$ US/t.c.	(2)
Grades blancs (SOP et autres)	695	15 \$ US/t.c.	(11)
	1 950		(31)
Europe			
Grades bruns (OCC et autres)	760	15 €/t.c.	(16)
Grades à base de pâte mécanique (ONP et autres)	181	15 €/t.c.	(4)
Grades blancs (SOP et autres)	109	15 €/t.c.	(2)
	1 050		(22)
	3 000		(53)
<b>Pâte commerciale</b>			
Amérique du Nord			
	212	30 \$ US/t.c.	(7)
Europe			
	94	30 €/t.c.	(4)
	306		(11)
<b>Gaz naturel</b>			
Amérique du Nord			
	8 987	1,00 \$ US/mmBtu	(9)
Europe			
	4 473	1,00 €/mmBtu	(6)
	13 460		(15)
<b>Taux de change <sup>3</sup></b>			
Ventes moins achats aux É-U. par les activités canadiennes			
		Variation de 0,01 \$ \$ US vs \$ CAN	(4)
Conversion des filiales américaines			
		Variation de 0,01 \$ \$ US vs \$ CAN	(1)
			(5)

<sup>1</sup> Sensibilité calculée à partir des volumes utilisés ou des consommations de 2013 et utilisant un taux de change de 0,97 \$ US/\$ CAN et 0,73 €/€ CAN. Sont exclus les programmes de couverture et l'incidence de dépenses connexes comme les escomptes, les commissions sur les ventes et le partage aux profits.

<sup>2</sup> Fondés sur les expéditions externes de fabrication et de transformation de 2013, de même que sur la consommation de fibres et de pâte de 2013. Incluant les achats provenant de notre filiale Cascades Recovery.

<sup>3</sup> Par exemple, de 0,97 \$ US/\$ CAN à 0,98 \$ US/\$ CAN.

## FAITS SAILLANTS

En 2014, en 2013 et en 2012, la Société a réalisé plusieurs transactions (acquisition et fermetures d'unités opérationnelles) et a annoncé des mesures de restructurations et des investissements afin d'optimiser sa base d'actifs et de réduire sa structure de coûts. Les transactions suivantes, annoncées au cours de ces trois années, doivent être prises en considération afin de bien comprendre les analyses globales ou sectorielles des résultats de la Société.

### ACQUISITION, FERMETURES ET RESTRUCTURATIONS

#### 2014

##### GRUPE CARTON PLAT EUROPE

- En février, la Société a annoncé que sa filiale Cascades Djupafors, située à Ronneby en Suède, a entamé un processus de consultation avec les syndicats en vue d'une fermeture potentielle de l'usine.

#### 2013

##### GRUPE CARTONS-CAISSES

- Le 27 novembre, la Société a annoncé la création d'une nouvelle coentreprise de transformation de cartonnage ondulé dans la région des Maritimes relativement à nos usines de Terre-Neuve et de Moncton avec Maritime Paper Products Limited. La transaction a été conclue le 1<sup>er</sup> février 2014.

#### 2012

##### GRUPE CARTONS-CAISSES

- Le 1<sup>er</sup> avril, la Société a effectué l'achat des usines de transformation et d'entreposage de cartonnage ondulé de Bird Packaging Limited situées à Guelph, à Kitchener et à Windsor, en Ontario.
- Le 25 avril, la Société a annoncé la fermeture définitive, dans le cadre d'une restructuration incluant des investissements s'élevant à 30 M\$, des usines de North York, de Peterborough et de Mississauga, en Ontario, toutes spécialisées dans la transformation de cartonnage ondulé.
- Le 5 septembre, la Société a annoncé la fermeture permanente, dans le cadre d'une restructuration incluant des investissements de 22 M\$, de son usine de boîtes pliantes de Lachute, au Québec. L'usine a été fermée définitivement au début du deuxième trimestre de 2013.

##### GRUPE PRODUITS SPÉCIALISÉS

- Le 22 février, la Société a annoncé la fermeture permanente de son usine de produits d'emballage en carton nid d'abeille, située à Toronto, en Ontario.

##### GRUPE PAPIERS TISSU

- Le 13 août, la Société a annoncé la fermeture permanente de l'une de ses usines de transformation de Scarborough (rue McNicoll), en Ontario.

## FAITS ET DÉVELOPPEMENTS MARQUANTS

i. Au cours du troisième trimestre de 2013, nous avons annoncé notre plan en vue d'une augmentation de la capacité de production de papiers tissu à notre usine de St-Helens, en Oregon. Le projet, dont le coût total est estimé à 35 M\$, consiste en la conversion et au démarrage d'une deuxième machine à papier. La modification d'une machine déjà existante nous permettra d'augmenter notre capacité de production de 55 000 tonnes sur ce marché à un coût en capital inférieur, et ce, plus rapidement que si nous avons procédé à la construction d'une nouvelle machine.

## ii. Hausses de prix

a) Au cours du quatrième trimestre de 2012, le Groupe Cartons-caisses a débuté la mise en place de hausses de prix de vente de 50 \$ US pour son secteur du cartons-caisses pour ses produits de fabrication et de transformation. Ces hausses ont été appliquées graduellement à la fin de l'année 2012 et en 2013. Les résultats financiers de 2013 ont bénéficié du plein impact de ces hausses de prix.

b) En avril 2013, le Groupe Cartons-caisses a annoncé des hausses de prix de 50 \$ US la tonne pour ses produits de fabrication et de l'ordre de 10 % sur ses produits de transformation. Ces hausses de prix ont été appliquées progressivement au sein de notre secteur de cartonnage ondulé à compter du mois de mai 2013 et ont été complétées à la fin du troisième trimestre.

c) Durant le troisième trimestre de 2013, nos activités de carton plat nord-américaines ont annoncé des hausses de prix sur le carton plat couché recyclé (CRB) et le substitut carton plat blanchi vierge (SBS) de 40 \$ US et de 15 \$ US respectivement. Toutes ces hausses de prix sont mises en vigueur graduellement et l'incidence positive sur les résultats continuera de se faire sentir au cours des prochains trimestres.

d) En mai 2013, nos activités européennes de carton recyclé, Reno de Medici (RdM), ont annoncé des hausses de prix de 50 € la tonne métrique. En raison d'un important carnet de commandes et des conditions de marché difficiles, l'incidence positive de ces hausses de prix s'est fait ressentir seulement à compter de la fin du troisième trimestre et est demeurée stable au quatrième trimestre, en incluant le changement dans le mixte géographique des ventes.

iii. Depuis 2010, la Société a investi 129 M\$ US (130 M\$), dont 30 M\$ US (32 M\$) en 2013 (incluant un prêt relais de 15 M\$ US (15 M\$)) dans Greenpac Mill LLC (Greenpac) pour la construction d'un moulin de cartons-caisses recyclé dans l'État de New York, aux États-Unis, et ce, en partenariat avec des tierces parties. Ce moulin a été construit sur un terrain adjacent à l'usine existante de cartons-caisses à Niagara Falls, dans l'État de New York. Considéré comme étant le plus avancé de ce type en Amérique du Nord, le moulin de Greenpac fabrique un papier doublure à poids de base léger, fait à 100 % de fibres recyclées, sur une machine d'une largeur de 328 pouces (8,33 mètres) ayant une capacité de production annuelle de 540 000 tonnes courtes. Le moulin a débuté la production, comme prévu, le 15 juillet dernier, et ce, avec succès. Notre objectif d'atteindre la pleine capacité de fabrication au cours des douze premiers mois demeure étant donné que la production progresse selon le plan prévu depuis le lancement. Nous sommes très satisfaits de l'efficacité de la machine et de la qualité du carton. La production moyenne journalière au cours des six premiers mois a été de 639 tonnes courtes (799 tonnes courtes par jour au quatrième trimestre) avec des sommets surpassant 1 300 tonnes comparativement à une capacité normale de production de 1 500 tonnes par jour. De plus, un bénéfice d'exploitation avant amortissement positif a été atteint au quatrième trimestre. La participation de la Société dans Greenpac s'établit à 59,7 % et, à l'exception du prêt relais, cet investissement est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. La Société a enregistré sa portion de 59,7 % des résultats nets de Greenpac incluant les frais de démarrage, l'amortissement et les frais financiers. Le résultat pour l'année a été une perte nette de 9 M\$ incluant les éléments spécifiques. Greenpac est une entité transparente au niveau fiscal et aucune charge d'impôt n'est incluse au niveau de notre quote-part des résultats pour cet investissement.

L'estimation initiale du coût de construction du moulin était de 430 M\$. La Société a conclu des ententes pour garantir certaines obligations en ce qui concerne la construction de l'usine. La Société a garanti les dépassements de coûts relatifs aux coûts de construction en dépassement par rapport aux coûts budgétés et cette garantie devrait demeurer en place jusqu'à ce que la phase d'accélération de la production soit complétée. Le coût final du projet sera déterminé à la fin de la phase d'accélération de la production, mais nous estimons que les coûts seront de l'ordre de 10 % plus élevés approximativement que le coût initial du projet. Le financement de ces coûts additionnels a été fourni par les autres partenaires. En décembre 2013, la Société a émis une lettre de crédit au montant de 21 M\$ US en lien avec le compte du service de la dette du projet. Cette lettre de crédit sera graduellement réduite et devrait être éliminée d'ici la fin de 2014. Une poursuite a été déposée au mois d'août 2013 contre les anciens propriétaires du terrain sur lequel l'usine de Greenpac a été construite pour les dommages compensatoires en lien avec les coûts supplémentaires engagés pour restaurer les sols contaminés.

iv. En 2010, la Société a conclu une entente avec Industria E Innovazione (« Industria ») en vertu de laquelle Cascades détenait l'option d'acheter 9,07 % des actions de RdM (100 % des actions détenues par Industria) pour 0,43 € par action entre le 1<sup>er</sup> mars 2011 et le 31 décembre 2012. Industria avait aussi l'option d'exiger de Cascades qu'elle achète ses actions pour 0,41 € par action entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 31 mars 2014. Puisque l'option détenue par Industria est devenue effective au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et que la Société avait prévu qu'elle serait exercée à la suite du premier trimestre de 2013, un passif au montant de 14 M€ (18 M\$) a été comptabilisé par la Société au 31 mars 2013. En conséquence, la part des actionnaires sans contrôle a été ajustée de l'ordre de 9,07 %, effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2013, à 42,39 %. Industria a levé l'option au deuxième trimestre de 2013 ce qui a occasionné des débours de 14 M€ (19 M\$) à la Société. Au 31 décembre 2013, notre pourcentage de détention des actions de RdM s'élève ainsi à 57,61 %.

v. Le 9 mai 2013, la Société a annoncé la nomination de M. Mario Plourde à titre de président et chef de la direction de la Société à la suite d'une période de transition de deux ans au poste de chef de l'exploitation.

## IFRS APPLIQUÉES EN 2013

### IAS 19 - AVANTAGES DU PERSONNEL

L'IAS 19, Avantages du personnel, a été modifiée, apportant des changements importants à la comptabilisation et à l'évaluation de la charge des régimes à prestations définies, des indemnités de fin de contrat de travail et à l'amélioration de l'information à fournir pour tous les avantages du personnel. À cet égard, la Société a modifié rétroactivement ses états financiers consolidés de 2012 (pour plus de détails, veuillez vous reporter à la note 3 des états financiers consolidés). Ces changements ne sont pas monétaires et n'affectent aucunement les ratios financiers de la Société à respecter aux fins des ententes de crédit.

Le tableau suivant résume les changements apportés aux résultats par trimestre de 2012 :

(en millions de dollars canadiens, sauf si mentionné autrement)	T1 2012	T2 2012	T3 2012	T4 2012	2012
Hausse des intérêts sur avantages du personnel	4	3	4	4	15
Recouvrement d'impôts relié	(1)	(1)	(1)	(1)	(4)
<b>Incidence sur les résultats</b>	<b>(3)</b>	<b>(2)</b>	<b>(3)</b>	<b>(3)</b>	<b>(11)</b>
Bénéfice net (perte nette) pour la période attribuable aux actionnaires tel que divulgué en 2012	6	7	5	(29)	(11)
Bénéfice net (perte nette) par action tel que divulgué en 2012 (de base et dilué(e), en dollars)	0,06 \$	0,08 \$	0,05 \$	(0,30) \$	(0,11) \$
<b>Bénéfice net (perte nette) retraité(e) attribuable aux actionnaires pour la période</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>(32)</b>	<b>(22)</b>
<b>Bénéfice net (perte nette) retraité(e) par action (de base et dilué(e), en dollars)</b>	<b>0,03 \$</b>	<b>0,05 \$</b>	<b>0,02 \$</b>	<b>(0,33) \$</b>	<b>(0,23) \$</b>

## INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

Afin d'atteindre nos objectifs à long terme et de surveiller parallèlement notre plan d'action, nous utilisons certains indicateurs de rendement clés, incluant ceux-ci :

	2011					2012					2013
	TOTAL	T1	T2	T3	T4	TOTAL	T1	T2	T3	T4	TOTAL
<b>OPÉRATIONNELS</b>											
<b>Expéditions totales (en '000 t.c.) <sup>1</sup></b>											
Produits d'emballage											
Cartons-caisses	1 372	302	297	298	293	1 190	296	324	334	314	1 268
Carton Plat Europe <sup>2</sup>	897	277	285	261	281	1 104	299	301	260	277	1 137
Produits spécialisés <sup>3</sup>	377	98	97	99	91	385	94	94	93	90	371
	2 646	677	679	658	665	2 679	689	719	687	681	2 776
Papiers tissu <sup>2</sup>	513	130	146	147	141	564	143	149	153	138	583
<b>Total</b>	<b>3 159</b>	<b>807</b>	<b>825</b>	<b>805</b>	<b>806</b>	<b>3 243</b>	<b>832</b>	<b>868</b>	<b>840</b>	<b>819</b>	<b>3 359</b>
<b>Taux d'intégration <sup>4</sup></b>											
Cartons-caisses seul. (Amérique du Nord)	62 %	64 %	66 %	67 %	64 %	65 %	62 %	57 %	55 %	51 %	56 %
Papiers tissu	60 %	72 %	68 %	68 %	69 %	69 %	69 %	70 %	71 %	72 %	70 %
<b>Taux d'utilisation de la capacité de fabrication <sup>5</sup></b>											
Produits d'emballage											
Cartons-caisses	91 %	88 %	85 %	86 %	86 %	86 %	87 %	90 %	88 %	84 %	87 %
Carton plat Europe	88 %	92 %	95 %	86 %	93 %	92 %	99 %	99 %	86 %	91 %	94 %
Produits spécialisés (papier seulement)	77 %	78 %	77 %	79 %	72 %	77 %	76 %	76 %	74 %	72 %	75 %
Papiers tissu	90 %	94 %	98 %	97 %	94 %	96 %	98 %	98 %	100 %	93 %	97 %
<b>Total</b>	<b>88 %</b>	<b>89 %</b>	<b>90 %</b>	<b>87 %</b>	<b>88 %</b>	<b>88 %</b>	<b>91 %</b>	<b>93 %</b>	<b>88 %</b>	<b>87 %</b>	<b>90 %</b>
<b>Cons. d'énergie <sup>6</sup> - GJ/tonne métrique</b>	<b>11,38</b>	<b>11,86</b>	<b>11,18</b>	<b>10,89</b>	<b>11,71</b>	<b>11,41</b>	<b>12,01</b>	<b>10,98</b>	<b>10,40</b>	<b>11,54</b>	<b>11,23</b>
<b>Accidents de travail <sup>7</sup> (taux de fréquence de l'OSHA)</b>	<b>4,50</b>	<b>3,20</b>	<b>3,80</b>	<b>4,60</b>	<b>3,50</b>	<b>3,78</b>	<b>3,10</b>	<b>3,30</b>	<b>3,10</b>	<b>3,20</b>	<b>3,20</b>
<b>FINANCIERS</b>											
<b>Rendement sur les actifs <sup>8</sup></b>											
Produits d'emballage											
Cartons-caisses	6 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	8 %	9 %	10 %	11 %	11 %
Carton plat Europe	7 %	7 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	7 %	7 %
Produits spécialisés	7 %	7 %	8 %	8 %	9 %	9 %	9 %	10 %	10 %	12 %	12 %
Papiers tissu	11 %	11 %	15 %	17 %	19 %	19 %	18 %	18 %	18 %	18 %	18 %
Rendement consolidé sur les actifs	6,5 %	7,1 %	7,6 %	7,5 %	8,1 %	8,1 %	8,0 %	8,0 %	8,5 %	9,3 %	9,3 %
<b>Rendement sur le capital utilisé <sup>9</sup></b>	<b>1,3 %</b>	<b>1,9 %</b>	<b>2,3 %</b>	<b>2,3 %</b>	<b>2,8 %</b>	<b>2,8 %</b>	<b>2,8 %</b>	<b>2,9 %</b>	<b>3,2 %</b>	<b>4,0 %</b>	<b>4,0 %</b>
<b>Fonds de roulement <sup>10</sup></b>											
En millions de \$, en fin de période	510	536	549	524	455	455	488	544	485	455	455
En % des ventes <sup>11</sup>	14,8 %	14,8 %	15,0 %	14,8 %	14,4 %	14,4 %	14,0 %	13,5 %	13,1 %	12,9 %	12,9 %

<sup>1</sup> Les expéditions n'incluent pas l'élimination des expéditions entre apparentés et entre les différents secteurs d'activité.

<sup>2</sup> À partir du deuxième trimestre de 2011, les expéditions tiennent compte de la consolidation intégrale de RdM. À partir du quatrième trimestre de 2011, les expéditions tiennent compte de l'acquisition de Papersource.

<sup>3</sup> Expéditions d'emballage industriel et de papiers spécialisés.

<sup>4</sup> Défini comme : Le pourcentage des expéditions de fabrication transférées à nos opérations de transformation. Les taux du carton-caisse excluent les expéditions de fabrication de nos opérations de carton plat de l'Amérique du Nord.

<sup>5</sup> Défini comme : Fabrication interne et les expéditions externes / capacité pratique.

<sup>6</sup> Consommation d'énergie moyenne pour les usines de fabrication seulement. Excluant RdM.

<sup>7</sup> À partir du T1 2013, le taux inclut Papersource et Bird Packaging. Excluant RdM.

<sup>8</sup> Le rendement sur les actifs est une mesure non-conforme aux IFRS et se définit comme : BEAA excluant les éléments spécifiques des douze derniers mois (« DDM »)/Actifs moyens totaux DDM. Les acquisitions et dispositions significatives d'entreprises des douze derniers mois sont, respectivement, incluses ou exclues sur une base pro-forma.

<sup>9</sup> Le rendement sur le capital utilisé est une mesure non-conforme aux IFRS et se définit comme le montant après impôts (30%) du bénéfice d'exploitation excluant les éléments spécifiques / la moyenne des DDM du capital utilisé. Le capital utilisé se définit comme les actifs totaux moins les comptes créditeurs et les charges à payer. Les acquisitions et dispositions significatives d'entreprises des douze derniers mois sont, respectivement, incluses ou exclues sur une base pro-forma.

<sup>10</sup> Fonds de roulement = comptes débiteurs (excluant la portion court terme des autres actifs) + stocks - comptes créditeurs et charges à payer. Les acquisitions et dispositions significatives d'entreprises des douze derniers mois sont, respectivement, incluses ou exclues sur une base pro-forma.

<sup>11</sup> En pourcentage des ventes = fonds de roulement moyen DDM/ventes DDM. Les acquisitions et dispositions significatives d'entreprises des douze derniers mois sont, respectivement, incluses ou exclues sur une base pro-forma.



## INFORMATION FINANCIÈRE HISTORIQUE

(en millions de dollars canadiens, sauf si mentionné autrement)	2011	2012 RETRAITÉ <sup>1</sup>					2013				
	TOTAL	T1	T2	T3	T4	TOTAL	T1	T2	T3	T4	TOTAL
<b>Ventes</b>											
Produits d'emballage											
Cartons-caisses	1 293	284	300	299	306	1 189	298	335	353	328	1 314
Carton plat Europe	745	204	208	181	198	791	212	215	194	216	837
Produits spécialisés	851	202	209	197	183	791	189	196	197	192	774
Ventes intersecteurs	(104)	(18)	(19)	(17)	(14)	(68)	(14)	(17)	(15)	(15)	(61)
	2 785	672	698	660	673	2 703	685	729	729	721	2 864
Papiers tissu	871	229	255	253	242	979	241	264	279	249	1 033
Ventes intersecteurs et activités corporatives	(31)	(10)	(9)	(7)	(11)	(37)	(12)	(11)	(13)	(12)	(48)
<b>Total</b>	<b>3 625</b>	<b>891</b>	<b>944</b>	<b>906</b>	<b>904</b>	<b>3 645</b>	<b>914</b>	<b>982</b>	<b>995</b>	<b>958</b>	<b>3 849</b>
<b>Bénéfice (perte) d'exploitation</b>											
Produits d'emballage											
Cartons-caisses	(25)	8	(1)	7	(29)	(15)	11	21	33	28	93
Carton plat Europe	10	4	—	(1)	(2)	1	2	1	—	(10)	(7)
Produits spécialisés	(12)	5	8	8	2	23	5	9	(12)	4	6
	(27)	17	7	14	(29)	9	18	31	21	22	92
Papiers tissu	52	21	26	24	21	92	18	23	29	36	106
Activités corporatives	(17)	(9)	(4)	(2)	(11)	(26)	(16)	(16)	(13)	(13)	(58)
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>36</b>	<b>(19)</b>	<b>75</b>	<b>20</b>	<b>38</b>	<b>37</b>	<b>45</b>	<b>140</b>
<b>BEAA excluant les éléments spécifiques <sup>2</sup></b>											
Produits d'emballage											
Cartons-caisses	85	21	23	26	25	95	25	33	42	46	146
Carton plat Europe	42	13	11	7	11	42	11	10	9	21	51
Produits spécialisés	34	11	15	15	8	49	11	16	15	16	58
	161	45	49	48	44	186	47	59	66	83	255
Papiers tissu	72	33	39	35	31	138	29	33	39	32	133
Activités corporatives	(4)	(6)	(4)	(5)	(5)	(20)	(8)	(9)	(9)	(10)	(36)
<b>Total</b>	<b>229</b>	<b>72</b>	<b>84</b>	<b>78</b>	<b>70</b>	<b>304</b>	<b>68</b>	<b>83</b>	<b>96</b>	<b>105</b>	<b>352</b>
<b>Bénéfice net (perte nette) <sup>1</sup></b>	<b>99</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>(32)</b>	<b>(22)</b>	<b>(8)</b>	<b>2</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>11</b>
Excluant les éléments spécifiques <sup>2</sup>	(14)	1	5	4	(5)	5	(4)	8	7	18	29
<b>Bénéfice net (perte nette) par action (en dollars) <sup>1</sup></b>											
De base	1,03 \$	0,03 \$	0,05 \$	0,02 \$	(0,33) \$	(0,23) \$	(0,09) \$	0,03 \$	0,12 \$	0,05 \$	0,11 \$
De base, excluant les éléments spécifiques <sup>2</sup>	(0,14) \$	0,01 \$	0,05 \$	0,05 \$	(0,06) \$	0,05 \$	(0,04) \$	0,09 \$	0,07 \$	0,19 \$	0,31 \$
<b>Flux de trésorerie générés des activités d'exploitation <sup>2</sup></b>	<b>126</b>	<b>48</b>	<b>37</b>	<b>42</b>	<b>34</b>	<b>161</b>	<b>46</b>	<b>41</b>	<b>78</b>	<b>61</b>	<b>226</b>
<b>Dette nette <sup>3</sup></b>	<b>1 485</b>	<b>1 524</b>	<b>1 585</b>	<b>1 542</b>	<b>1 535</b>	<b>1 535</b>	<b>1 581</b>	<b>1 675</b>	<b>1 601</b>	<b>1 612</b>	<b>1 612</b>
<b>Indice prix de vente Cascades nord-américain en \$US (2005 = 1 000) <sup>4</sup></b>	<b>1 256</b>	<b>1 271</b>	<b>1 227</b>	<b>1 233</b>	<b>1 261</b>	<b>1 248</b>	<b>1 262</b>	<b>1 298</b>	<b>1 319</b>	<b>1 313</b>	<b>1 298</b>
<b>Indice matières premières Cascades nord-américain en \$US (2005 = 300) <sup>4</sup></b>	<b>472</b>	<b>386</b>	<b>382</b>	<b>367</b>	<b>340</b>	<b>369</b>	<b>353</b>	<b>348</b>	<b>358</b>	<b>360</b>	<b>355</b>
<b>\$ US/\$ CAN</b>	<b>1,01 \$</b>	<b>1,00 \$</b>	<b>0,99 \$</b>	<b>1,01 \$</b>	<b>1,01 \$</b>	<b>1,00 \$</b>	<b>0,99 \$</b>	<b>0,98 \$</b>	<b>0,96 \$</b>	<b>0,95 \$</b>	<b>0,97 \$</b>
<b>€ EURO/\$ CAN</b>	<b>0,73 \$</b>	<b>0,76 \$</b>	<b>0,77 \$</b>	<b>0,80 \$</b>	<b>0,78 \$</b>	<b>0,78 \$</b>	<b>0,75 \$</b>	<b>0,75 \$</b>	<b>0,73 \$</b>	<b>0,70 \$</b>	<b>0,73 \$</b>
<b>Gaz naturel Henry Hub - \$US/mmBtu</b>	<b>4,04 \$</b>	<b>2,74 \$</b>	<b>2,22 \$</b>	<b>2,81 \$</b>	<b>3,40 \$</b>	<b>2,79 \$</b>	<b>3,34 \$</b>	<b>4,09 \$</b>	<b>3,58 \$</b>	<b>3,60 \$</b>	<b>3,65 \$</b>

Sources : Bloomberg et Cascades.

<sup>1</sup> Les chiffres de 2012 ont été retraités afin de tenir compte des incidences de l'IAS 19 - Avantages du personnel (veuillez vous reporter à la page 21 pour plus de détails).

<sup>2</sup> Voir la rubrique « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS ».

<sup>3</sup> Est définie comme étant la dette totale moins la trésorerie et équivalents de trésorerie.

<sup>4</sup> Voir les notes 1 et 2 à la page 17.

## INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le tableau suivant rapproche le bénéfice net (perte nette) selon les IFRS avec le bénéfice d'exploitation, le bénéfice d'exploitation excluant les éléments spécifiques ainsi que le bénéfice d'exploitation avant amortissement excluant les éléments spécifiques :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
<b>Bénéfice net (perte nette) pour la période attribuable aux actionnaires</b>	<b>11</b>	(22)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires sans contrôle	3	(7)
Perte nette (bénéfice net) généré par les activités abandonnées	(2)	5
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	12	(6)
Part des résultats des entreprises associées et coentreprises	3	(2)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers dérivés	(2)	(8)
Frais de financement et intérêts sur avantages du personnel	115	115
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>140</b>	75
Éléments spécifiques :		
Perte (gain) sur acquisitions, cessions et autres	3	(1)
Baisse de valeur	27	29
Frais de restructuration	6	7
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés	(6)	(5)
Amortissement accéléré à la suite de mesures de restructuration	—	13
	<b>30</b>	43
<b>Bénéfice d'exploitation excluant les éléments spécifiques</b>	<b>170</b>	118
Amortissement, excluant les éléments spécifiques	182	186
<b>Bénéfice d'exploitation avant amortissement - excluant les éléments spécifiques</b>	<b>352</b>	304

Le tableau suivant rapproche le bénéfice net (perte nette) et le bénéfice net (perte nette) par action avec le bénéfice net excluant les éléments spécifiques et le bénéfice net excluant les éléments spécifiques par action :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	BÉNÉFICE NET		BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) PAR ACTION <sup>1</sup>	
	2013	2012	2013	2012
<b>Selon les IFRS</b>	<b>11</b>	(22)	<b>0,11 \$</b>	(0,23) \$
Éléments spécifiques :				
Perte (gain) sur acquisitions, cessions et autres	3	(1)	0,03 \$	(0,01) \$
Baisse de valeur	27	29	0,25 \$	0,22 \$
Frais de restructuration	6	7	0,04 \$	0,05 \$
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés	(6)	(5)	(0,04) \$	(0,04) \$
Amortissement accéléré à la suite de mesures de restructuration	—	13	—	0,10 \$
Gain non réalisé sur swaps de taux d'intérêts	(1)	—	(0,01) \$	—
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers dérivés	(2)	(8)	(0,02) \$	(0,07) \$
Part des résultats des entreprises associées et coentreprise	(4)	(2)	(0,03) \$	(0,02) \$
Inclus dans les activités abandonnées, net des impôts afférents	(2)	5	(0,02) \$	0,05 \$
Effet d'impôt sur les éléments spécifiques, autres ajustements relatifs à l'impôt et attribuable aux actionnaires sans contrôle <sup>1</sup>	(3)	(11)	—	—
	<b>18</b>	27	<b>0,20 \$</b>	0,28 \$
<b>Excluant les éléments spécifiques</b>	<b>29</b>	5	<b>0,31 \$</b>	0,05 \$

<sup>1</sup> Les éléments spécifiques par action ordinaire sont calculés sur une base après impôt et excluant la portion attribuable aux actionnaires sans contrôle

Le tableau suivant rapproche les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avec le bénéfice d'exploitation et le bénéfice d'exploitation avant amortissement :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
<b>Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation</b>	<b>232</b>	203
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	(6)	(42)
Amortissement	(182)	(199)
Impôts payés (reçus)	(5)	17
Frais de financement nets payés	100	99
Gain (perte) sur acquisitions, cessions et autres	(3)	1
Baisse de valeur et autres frais de restructuration	(30)	(30)
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés	6	5
Avantages du personnel et autres	28	21
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>140</b>	75
Amortissement	182	199
<b>Bénéfice d'exploitation avant amortissement</b>	<b>322</b>	274

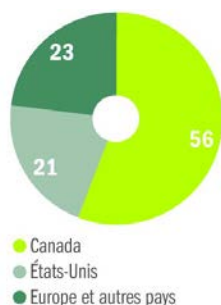
# RÉSULTATS FINANCIERS POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2013 ET 2012

## VENTES

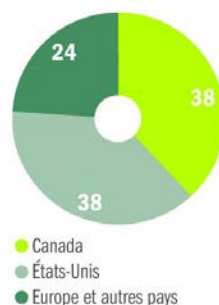
Les ventes ont augmenté de 204 M\$, ou 6 %, s'établissant à 3 849 M\$ en 2013, comparativement à 3 645 M\$ en 2012 en raison d'une hausse des expéditions de l'ordre de 4 %, de la dépréciation de la devise canadienne de 6 % et 3 % par rapport respectivement à l'euro et au dollar américain. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par l'incidence négative des prix de vente moyens et de l'assortiment des produits vendus par la plupart de nos secteurs d'activités.

La répartition des ventes par secteur géographique se détaille comme suit :

Ventes en provenance de (en %)



Ventes à destination de (en %) :



## BÉNÉFICE D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

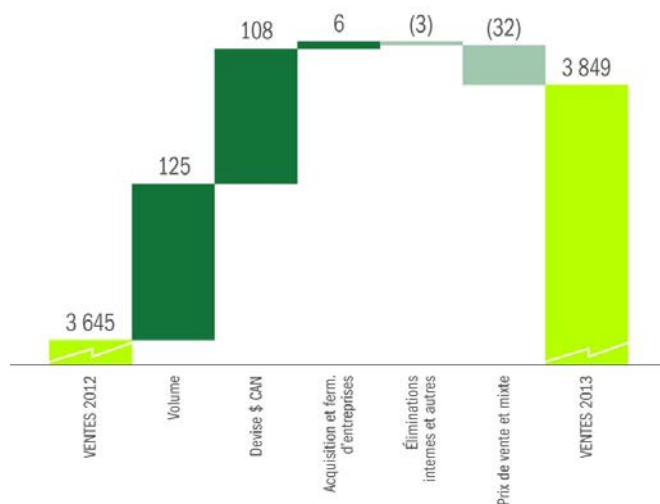
La Société a dégagé un bénéfice d'exploitation de 140 M\$ en 2013 comparativement à 75 M\$ en 2012, soit une hausse de 65 M\$. Le volume supérieur, les coûts énergétiques en baisse, la dépréciation de la devise canadienne et l'incidence positive des entreprises acquises et fermées sont les facteurs expliquant cette hausse. Ces derniers ont cependant été contrebalancés partiellement par l'incidence négative des prix de vente moyens et de l'assortiment des produits vendus au sein de la plupart de nos secteurs, des coûts supérieurs de matières premières en raison d'achats à l'externe plus important et par d'autres coûts de production tels que la sous-traitance et des inefficacités de production. Nous avons également encouru des charges additionnelles relativement à la mise à jour de notre système d'information financière et à la réingénierie de nos processus d'affaires. En excluant les éléments spécifiques, le bénéfice d'exploitation s'élève à 170 M\$ en 2013, comparativement à 118 M\$ en 2012 (voir les rubriques « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » ainsi que « Éléments spécifiques inclus dans le bénéfice d'exploitation, dans les frais de financement, dans les activités abandonnées et dans le bénéfice net » pour le rapprochement de ces montants).

Notre bénéfice d'exploitation avant amortissement de 2013 a également été affecté par les éléments suivants :

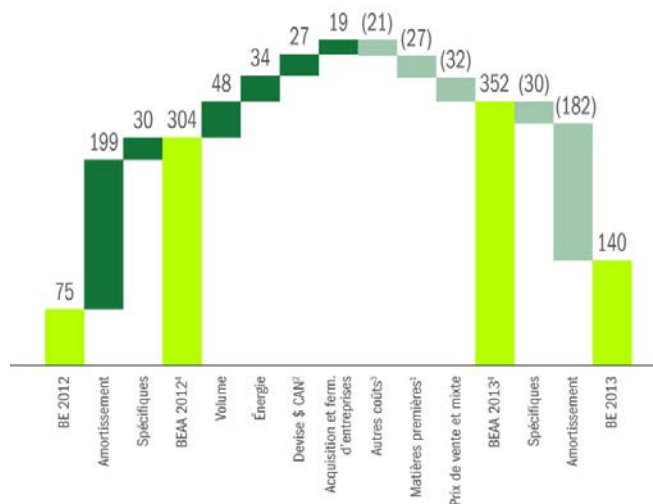
- Une perte approximative de 4 M\$ au cours du troisième trimestre à la suite d'inondations qui ont mené à des coûts d'entretien et réparations additionnels ainsi qu'à des arrêts non planifiés de la production causant ainsi des pertes de production de 5 800 tonnes à notre moulin de cartons-caisses de Niagara Falls, aux États-Unis, et de 4 000 tonnes à notre usine de papiers fins située à St-Jérôme, au Québec.
- Un gain de 5 M\$ en raison d'une baisse de notre obligation liée aux avantages postérieures à l'emploi à la suite d'un changement au niveau de notre programme d'avantages sociaux.
- Un gain de 6 M\$ provenant de certificats d'économies d'énergie ("white certificates") émis à la fin de 2013 par les autorités italiennes à nos unités d'exploitation de carton plat recyclé du même pays à la suite de programmes d'améliorations au niveau de l'efficacité énergétique pour les années 2010, 2011 et 2012.

Les principales variations des ventes et du bénéfice d'exploitation en 2013 comparativement à 2012 sont illustrées ci-dessous :

### Ventes (M\$)



### Bénéfice d'exploitation (BE) (M\$)



**1 Matières premières :** Les effets de ces coûts estimatifs sont basés sur des coûts de production par unité qui subissent les impacts du rendement des fibres, de l'évolution de la gamme de produits et des prix d'achat et de transfert. En plus de l'achat de pâte commerciale et de fibres recyclées, ces coûts comprennent les achats de cartons et de bobines mères provenant de l'externe pour les secteurs de la transformation et d'autres achats de matières premières, notamment le plastique et les copeaux.

**2 Devise \$ CAN :** L'impact estimatif du taux de change est basé sur les ventes nationales et à l'exportation de la Société, moins les achats qui subissent l'incidence de l'évolution des taux de change, principalement la variation du \$ US/\$ CAN. Cela inclut également l'impact du taux de change sur les éléments du fonds de roulement de la Société.

**3 Autres coûts :** Les autres coûts incluent l'incidence des coûts fixes et variables basés sur les coûts de production par unité, qui sont affectés par les arrêts de production, l'efficacité et les changements dans l'assortiment des produits.

**4 BEAA :** Excluant les éléments spécifiques.

L'analyse des variations du bénéfice d'exploitation par secteur d'activité est présentée dans chaque revue par secteur d'activité (voir pages 32 à 39).

## ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES INCLUS DANS LE BÉNÉFICE D'EXPLOITATION, DANS LES FRAIS DE FINANCEMENT, DANS LES ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET DANS LE BÉNÉFICE NET

En 2013 et en 2012, la Société a généré certains éléments spécifiques qui ont eu une incidence positive ou négative sur ses résultats d'exploitation. La Société croit qu'il est utile pour le lecteur d'être au courant de ces éléments et qu'ils donnent une mesure du rendement permettant de comparer ses résultats d'une période à l'autre, abstraction faite de ces éléments spécifiques.

Le rapprochement des éléments spécifiques inclus dans le bénéfice d'exploitation par secteur d'activité est présenté dans les tableaux ci-dessous :

	2013					
(en millions de dollars canadiens)	Cartons-caisses	Carton plat Europe	Produits Spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
<b>Bénéfice (perte) d'exploitation</b>	93	(7)	6	106	(58)	140
Amortissement	60	37	26	44	15	182
<b>Bénéfice d'exploitation (perte) avant amortissement</b>	153	30	32	150	(43)	322
Éléments spécifiques :						
Perte (gain) sur acquisitions, cessions et autres	(2)	—	—	—	5	3
Baisse (reprise) de valeur	1	17	26	(17)	—	27
Frais de restructuration	2	4	—	—	—	6
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	(8)	—	—	—	2	(6)
	(7)	21	26	(17)	7	30
<b>Bénéfice d'exploitation (perte) avant amortissement - excluant les éléments spécifiques</b>	146	51	58	133	(36)	352
<b>Bénéfice d'exploitation (perte) - excluant les éléments spécifiques</b>	86	14	32	89	(51)	170

	2012					
(en millions de dollars canadiens)	Cartons-caisses	Carton plat Europe	Produits Spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
<b>Bénéfice (perte) d'exploitation</b>	(15)	1	23	92	(26)	75
Amortissement	79	37	26	46	11	199
<b>Bénéfice d'exploitation (perte) avant amortissement</b>	64	38	49	138	(15)	274
Éléments spécifiques :						
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(1)	—	—	—	—	(1)
Baisse de valeur	25	3	—	—	1	29
Frais de restructuration	6	1	—	—	—	7
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	1	—	—	—	(6)	(5)
	31	4	—	—	(5)	30
<b>Bénéfice d'exploitation (perte) avant amortissement - excluant les éléments spécifiques</b>	95	42	49	138	(20)	304
Amortissement accéléré à la suite de mesures de restructuration	12	—	—	1	—	13
<b>Bénéfice d'exploitation (perte) - excluant les éléments spécifiques</b>	28	5	23	93	(31)	118

### PERTE (GAIN) SUR ACQUISITIONS, CESSIONS ET AUTRES

En 2013 et en 2012, la Société a enregistré le gain et la charge qui suivent :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Contrats de travail	5	—
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	(2)	(1)
	3	(1)

## 2013

Dans le cadre du processus de transition en lien avec la nomination du nouveau président et chef de la direction, la Société s'est engagée dans des contrats de travail avec le nouveau président et chef de la direction et chacun des présidents des Groupes Cartons-caisses, Produits spécialisés et Papiers Tissé. La juste valeur de cette obligation pour avantages postérieurs à l'emploi a été évaluée à 5 M\$ au 31 mars et une charge équivalente a été comptabilisée.

Au deuxième trimestre, le Groupe Cartons-caisses a vendu un terrain situé tout près de son usine de New York, aux États-Unis, et a ainsi enregistré un gain sur cession de 2 M\$.

## 2012

Le Groupe Cartons-caisses a vendu un terrain vacant situé à côté de l'usine de carton ondulé de Vaudreuil, au Québec, et a enregistré un gain de 1 M\$ sur la cession.

### BAISSE (REPRISE) DE VALEUR ET FRAIS DE RESTRUCTURATION

En 2013 et en 2012, la Société a enregistré les baisses de valeur (reprise) et les frais de restructuration suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2013		2012	
	Baisse (reprise) de valeur	Frais de restructuration	Baisse de valeur	Frais de restructuration
Groupe Cartons-caisses	1	2	25	6
Groupe Carton plat Europe	17	4	3	1
Groupe Produits spécialisés	26	—	—	—
Groupe Papiers tissu	(17)	—	—	—
Activités Corporatives	—	—	1	—
	27	6	29	7

## 2013

Le Groupe Cartons-caisses a enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ sur les effets à recevoir relatifs aux dispositions d'entreprises de 2011.

Le Groupe Cartons-caisses a également enregistré une provision de 1 M\$ relativement à un contrat de location déficitaire ainsi que des provisions pour des indemnités de départ totalisant 1 M\$ relativement à la consolidation des activités de transformation en Ontario annoncée en 2012.

Le Groupe Carton plat Europe a revu la valeur recouvrable de ses usines de fabrication de carton plat recyclé de Magenta et de Marzabotto (toutes deux en Italie) et à Iberica, en Espagne, et des baisses de valeur de 7 M\$ sur les immobilisations ont été enregistrées. Le lent redressement de la conjoncture économique européenne depuis la crise financière de 2009 a eu une incidence négative sur la rentabilité de ces usines et a conduit à la consolidation de nos activités de carton plat recyclé en Europe.

Le Groupe Carton plat Europe a également enregistré une baisse de valeur de 10 M\$ sur les immobilisations de son usine de carton plat vierge de Djupafors, en Suède. Cette baisse de valeur a été enregistrée en raison des conditions de marché difficiles qui ont conduit à une rentabilité insuffisante.

Le Groupe Carton plat Europe a enregistré des provisions pour indemnités de départ pour un total de 4 M\$ relativement à la consolidation des activités de carton plat recyclé en Italie et en Espagne ainsi que celle à son usine de carton plat vierge située à Djupafors, en Suède.

Le Groupe Produits spécialisés a revu la valeur recouvrable de son usine de papier kraft de East-Angus, au Québec, et des baisses de valeur de 16 M\$ sur les immobilisations corporelles et de 4 M\$ sur les pièces de rechange ont été enregistrées. La force du dollar canadien au cours des dernières années conjuguée à une demande plus faible ont réduit la rentabilité.

Le Groupe Produits spécialisés a également revu la valeur recouvrable des UGT dans le secteur des produits d'emballage en carton nid d'abeille et des baisses de valeur de 2 M\$ sur la liste de clients et de 4 M\$ sur l'écart d'acquisition ont été enregistrées. Des expéditions faibles dans ce secteur ne génèrent pas suffisamment de rentabilité pour soutenir la valeur nette comptable des actifs incorporels à durée de vie limitée et illimitée.

Le Groupe Papiers tissu a enregistré une reprise de valeur de 17 M\$ dans son usine de fabrication de Memphis, Tennessee. Nous avons initialement enregistré une baisse de valeur de 22 M\$ à la date de transition aux IFRS le 1<sup>er</sup> janvier 2010 en raison de difficultés opérationnelles. Depuis, la Société a mis en oeuvre un programme de bonnes pratiques de groupe pour maximiser l'efficacité de l'ensemble de ses installations. Ces actions ont contribué à résoudre les difficultés de fonctionnement de l'usine de Memphis.

## 2012

Le Groupe Cartons-caisses a évalué la valeur recouvrable de son usine de Mississauga à la suite de conditions de marché difficiles et des baisses de valeur de 21 M\$ sur les immobilisations et de 2 M\$ sur les actifs incorporels ont été enregistrées. Le Groupe a également comptabilisé des baisses de valeur supplémentaires totalisant 2 M\$ relativement à son moulin de Burnaby et à son usine de transformation de Le Gardeur fermées en 2011.

Le 25 avril, la Société a annoncé la fermeture des divisions de North York et de Peterborough de même que la fermeture de son usine de Mississauga. Ces usines font partie du Groupe Cartons-caisses. Ces fermetures ont entraîné la reconnaissance d'un contrat déficitaire et d'une provision pour indemnités de départ d'un montant total de 7 M\$.

Le 5 septembre 2012, la Société a annoncé la fermeture de sa division de Lachute du Groupe Cartons-caisses. Cela s'est traduit par la comptabilisation de provisions de départ totalisant 2 M\$ de dollars et un gain de compression du régime de pension d'une valeur de 2 M\$.

Durant l'année, le Groupe Cartons-caisses a enregistré un renversement de 1 M\$ de sa provision environnementale en lien avec la fermeture de son usine de Burnaby, fermée en 2011.

Le Groupe Carton plat Europe a évalué la valeur recouvrable de son usine de fabrication de Magenta à la suite des conditions de marché difficiles et des baisses de valeur de 2 M\$ sur les immobilisations et de 1 M\$ sur les pièces de rechange ont été enregistrées. Le groupe a également comptabilisé des indemnités de départ pour un montant de 1 M\$.

La Société a aussi enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ au niveau des activités corporatives en raison de la réévaluation de billets à recevoir relatifs aux dispositions d'entreprises de 2011.

## INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

En 2013, la Société a enregistré un gain non réalisé de 6 M\$, comparativement à un gain non réalisé de 5 M\$ en 2012 sur des instruments financiers de couverture de devises ainsi que sur des commodités comme l'électricité, le gaz naturel et le papier recyclé.

## SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊT

En 2013, la Société a enregistré un gain non réalisé de 1 M\$ relativement à des instruments financiers reliés à des swaps de taux d'intérêt (nul en 2012).

## PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LA DETTE À LONG TERME ET SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

En 2013, la Société a enregistré un gain de 2 M\$ (gain de 8 M\$ en 2012) sur sa dette libellée en dollars américains et les instruments financiers reliés. Ce montant inclut une perte de 7 M\$ (gain de 4 M\$ en 2012) sur notre dette à long terme en dollars américains, déduction faite des activités de couverture des investissements nets et des contrats de change désignés comme instruments de couverture. Cela inclut également un gain de 9 M\$ (gain de 4 M\$ en 2012) sur des contrats de change non désignés à titre de comptabilité de couverture.

## PART DES RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES

En 2013, la part des résultats des entreprises associées et coentreprises renferme un gain non réalisé de 5 M\$ relativement à des instruments financiers sur des contrats de produits de base. La part des résultats renferme également une baisse de valeur de 1 M\$ sur un placement détenu par nos activités de carton plat recyclé en Europe.

## ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 11 mars 2011, la Société a annoncé avoir conclu une entente relativement à la vente de Dopaco inc. et Dopaco Canada inc. (collectivement « Dopaco »), sa division de produits pour l'industrie de la restauration rapide qui faisait partie du Groupe Cartons-caisses, à Reynolds Group Holdings Limitée.



## 2013

En 2013, la Société a renversé une provision de l'ordre de 2 M\$ pour laquelle la Société avait conservé la responsabilité puisque celle-ci ne s'est pas matérialisée.

## 2012

La Société a également conservé la responsabilité de certains litiges non résolus, notamment une réclamation pour dommages en lien avec la contamination d'un site que Dopaco utilisait par le passé. En 2012, la Société a enregistré une provision de 2 M\$ (net des impôts afférents de 1 M\$) relativement à ce litige. À la suite du règlement de ce litige, la Société a déboursé 2 M\$. En 2012, la Société a également comptabilisé un ajustement d'impôt sur le revenu de 3 M\$ par rapport à la finalisation de l'impôt sur le gain à la suite de la vente de Dopaco.

### **AMORTISSEMENT ACCÉLÉRÉ À LA SUITE DE MESURES DE RESTRUCTURATION**

Le 25 avril 2012, la Société a annoncé la fermeture, dans le Groupe Cartons-caisses, des usines de North York, Peterborough et Mississauga. Ces fermetures ont entraîné la reconnaissance d'amortissement accéléré pour 3 M\$ en raison de la réévaluation de la durée de vie utile et de la valeur résiduelle de certains équipements.

Ce même groupe a également revu la durée de vie utile de son concentrateur de liqueur de l'usine de Trenton et a enregistré un amortissement accéléré de 9 M\$.

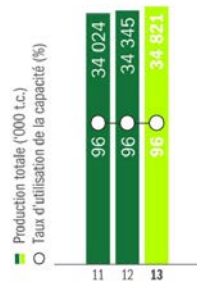
Le 13 août 2012, la Société a annoncé la fermeture de son usine du Groupe Papiers tissu située à Scarborough et a revu la durée de vie utile et la valeur résiduelle des immobilisations résultant à de l'amortissement accéléré pour 1 M\$.

## PRODUITS D'EMBALLAGE - CARTONS-CAISSES

### Notre industrie

#### Production de l'industrie américaine de cartons-caisses et taux d'utilisation de la capacité<sup>1</sup>

En 2013, le marché est demeuré équilibré. La production totale a augmenté légèrement pour combler la demande et le taux d'utilisation de la capacité est donc demeuré stable.



#### Stocks américains de cartons-caisses aux usines de fabrication et de transformation<sup>2</sup>

La hausse du niveau des stocks en 2013 s'explique par l'ajout de capacité de production en Amérique du Nord dans un contexte de croissance limitée de la demande de cartons-caisses aux États-Unis.



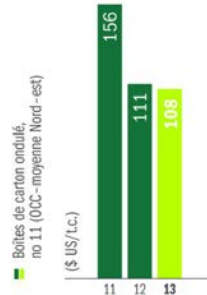
#### Expéditions de l'industrie canadienne des boîtes de carton ondulé<sup>3</sup>

Les expéditions ont légèrement reculé au Canada en 2013 comparativement à 2012 en raison d'un environnement économique moins porteur.



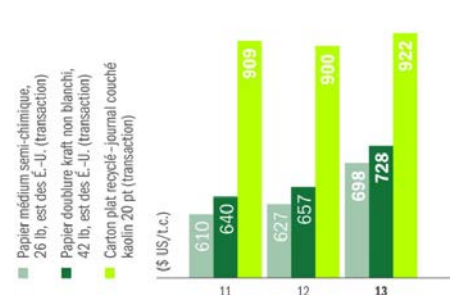
#### Prix de référence - Fibre recyclée<sup>1</sup>

Le prix de référence nord-est américain des boîtes de carton ondulé no 11 a légèrement reculé en 2013 en raison de la faiblesse de la demande asiatique et d'une offre suffisante en Amérique du Nord causée par le programme chinois "Green Fence".



#### Prix de référence - Cartons-caisses<sup>1</sup>

Les prix de référence du cartons-caisses ont profité d'une deuxième hausse de 50 \$/tonne en avril 2013. De même, les prix de référence du carton plat ont augmenté de plus de 20 \$ en 2013 en raison d'une demande accrue.



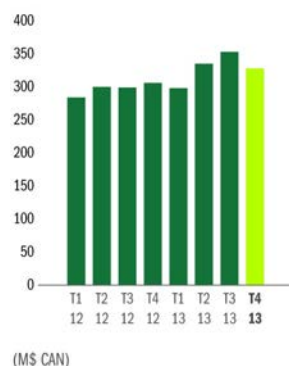
1 Source: RISI

2 Source: Fiber box Association

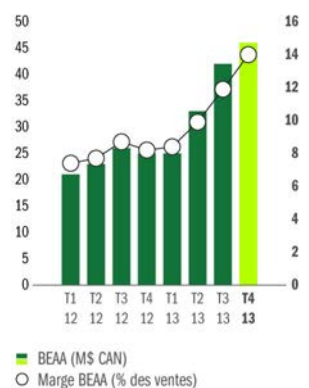
3 Source: Paper Packaging Canada

### Notre performance

#### Ventes



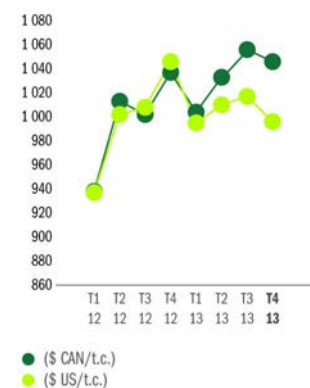
#### BEAA et marge BEAA (excluant les éléments spécifiques)



#### Expéditions et taux d'utilisation de la capacité de fabrication



#### Prix de vente moyen



2012	2013	Variation en %
<b>Expéditions <sup>1</sup> ('000 t.c.)</b> 1 190	1 268	7 %
<b>Prix de vente moyen <sup>2</sup></b> (\$ CAN/unité) 997	1 035	4 %
(\$ US/unité) 998	1 005	1 %
<b>Ventes (M\$)</b> 1 189	1 314	11 %
<b>Bénéfice (perte) d'exploitation (M\$)</b> (tel que divulgué) (15)	93	720 %
(excluant les éléments spécifiques) 28	86	207 %
<b>BEAA (M\$)</b> (tel que divulgué) 64	153	139 %
% des ventes 5%	12%	
(excluant les éléments spécifiques) 95	146	54 %
% des ventes 8%	11%	

Les **expéditions** ont augmenté de 7 %, ou 78 000 t.c. à 1 268 000 t.c. pour l'année 2013 comparativement à 1 190 000 t.c. en 2012. Les expéditions externes des moulins ont augmenté de 80 000 t.c. en raison d'une baisse des ventes internes à la suite du démarrage du moulin Greenpac qui répond désormais à une partie des besoins des usines de transformation en papier double. Les achats en provenance de Greenpac sont présentés comme des achats externes car Greenpac est comptabilisé en utilisant la méthode de la mise en équivalence. N'eut été d'une inondation s'étant produite au moulin de Niagara Falls, les expéditions externes des moulins auraient été plus élevées de 5 800 t.c. Au niveau des activités de transformation, les expéditions ont augmenté de 1,2 % (base comparable) tandis que le volume du marché canadien des produits de cartonnage ondulé a diminué de 0,6 %.

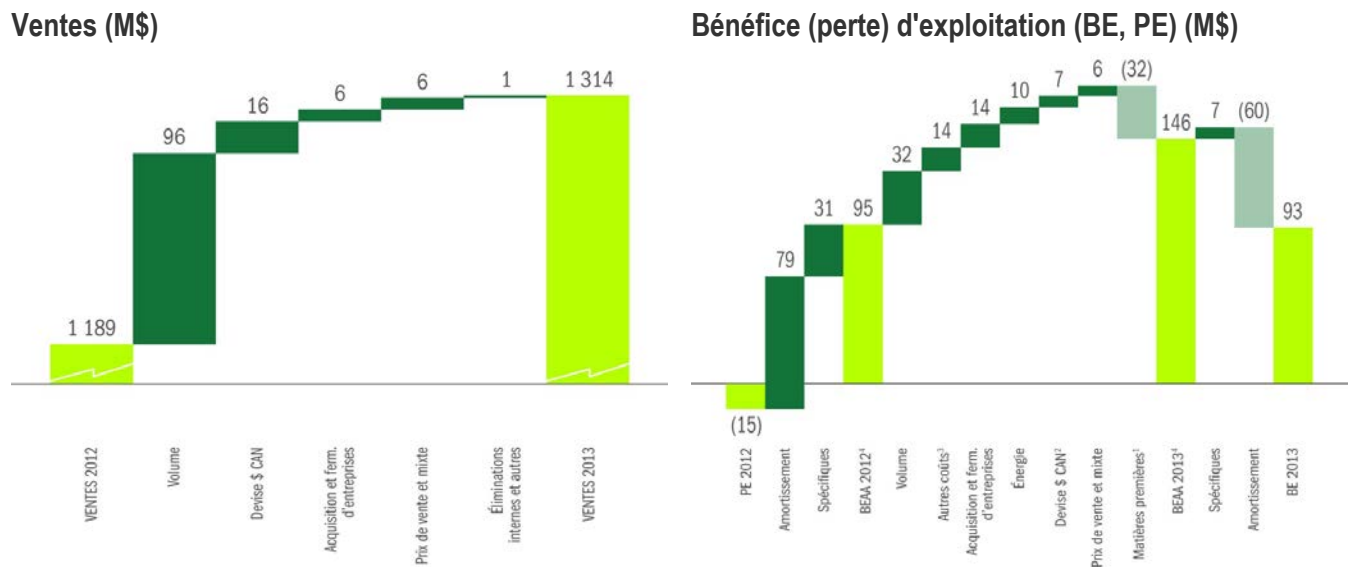
Le **prix de vente moyen** est en hausse de 38 \$, ou 4 %, à 1 035 \$ par t.c. en 2013 comparativement à 997 \$ en 2012. Tant nos moulins et que nos unités de cartonnage ondulé ont bénéficié des dernières hausses de prix dans le secteur des cartons-caisses et de la dépréciation du dollar canadien. Le prix de vente moyen des moulins de cartons-caisses a augmenté de 65 \$ par t.c. tandis que celui des usines de cartonnage ondulé a quant à lui augmenté de 80 \$ par t.c., bien que l'incidence positive de ces hausses de prix ait été partiellement contrebalancée par un changement au niveau de la composition de l'assortiment des produits. En fait, avec un volume en hausse de 18 %, les moulins ont ainsi augmenté de 4 % leur part des expéditions totales du groupe et ces produits sont vendus à un prix inférieur à celui des produits transformés.

À la suite de ces éléments, les **ventes** du Groupe Cartons-caisses de 2013 sont en hausse de 11 %, ou 125 M\$, à 1 314 M\$ en 2013 comparativement à 1 189 M\$ en 2012. À l'exception du changement au niveau de la composition de l'assortiment des produits expliqué précédemment qui a apporté une incidence négative sur les ventes de l'ordre de 47 M\$, tous les autres facteurs affectant les ventes sont positifs. La hausse du volume a ainsi contribué pour 96 M\$ à la hausse tandis que la dépréciation de 3 % du dollar canadien comparativement au dollar américain a ainsi procuré une hausse de 16 M\$ supplémentaire. De plus, la hausse du prix de vente et l'acquisition de Bird Packaging en avril 2012 ont ainsi procuré des ventes supplémentaires respectives de 53 M\$ (en excluant l'incidence de la composition de l'assortiment des produits) et de 6 M\$.

En excluant les éléments spécifiques, le **bénéfice d'exploitation** s'est élevé à 86 M\$ en 2013 comparativement à 28 M\$ en 2012, soit une hausse de 58 M\$. Les coûts variables de production ont diminué de 36 M\$ en raison de la hausse du poids relatif des expéditions des moulins, des coûts énergétiques en baisse au niveau des moulins et des coûts des produits chimiques en baisse dans le secteur de la transformation à la suite d'une baisse de vente de produits contenant de la cire. Le volume supérieur a contribué positivement pour 32 M\$ en bénéfice d'exploitation supplémentaire tandis que la décision de la direction de fermer trois usines de transformation en Ontario de même que le moulin de Burnaby ainsi que l'acquisition de Bird Packaging en 2012, a procuré 14 M\$ en bénéfice d'exploitation supplémentaire. En 2013, la décision du groupe de mettre fin à la couverture en soins médicaux des futurs retraités a permis de renverser 5 M\$ à l'obligation aux livres pour avantages postérieurs à l'emploi. D'un autre côté, le groupe a acheté plus de rouleaux de papier à l'externe, principalement en provenance de son entreprise associée Greenpac, afin de subvenir aux besoins des usines de cartonnage ondulé résultant ainsi en une incidence négative de l'ordre de 32 M\$ en matières premières. Finalement, les baisses de valeur ainsi que l'amortissement accéléré enregistré à la fin de 2012 ont entraîné une baisse de 19 M\$ de la charge d'amortissement.

1 Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs d'activité.  
2 Ils sont basés sur une moyenne pondérée des expéditions de cartons-caisses et de carton plat.

Les principales variations des ventes et du bénéfice (perte) d'exploitation du Groupe Cartons-caisses sont présentées ci-dessous :



Pour les notes 1 à 4, voir les définitions à la page 27.

La Société a également été confrontée à certains éléments spécifiques en 2013 et en 2012 qui ont influé de façon positive ou négative sur les résultats. Veuillez vous reporter aux pages 28 à 31 pour plus de détails.

## PRODUITS D'EMBALLAGE - CARTON PLAT EUROPE

### Notre industrie

#### Commandes de carton plat couché de l'industrie européenne <sup>1</sup>

L'année 2013 a été meilleure en Europe pour l'industrie du carton plat couché. Les commandes dans le marché du WLC et du FBB ont augmenté de 3 % dans chacun de ces marchés.

#### Commandes de carton plat couché recyclé en Europe <sup>1</sup> (Carton gris doublé blanc recyclé (WLC) - moyenne mobile cinq dernières semaines)

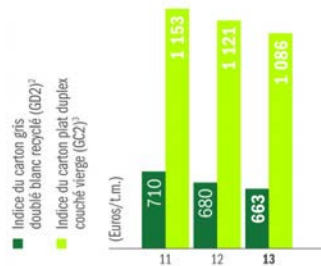


#### Commandes de carton plat couché vierge en Europe <sup>1</sup> (Carton plat duplex (FBB) - moyenne mobile cinq dernières semaines)



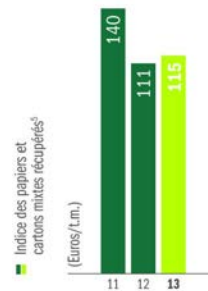
#### Prix de référence - Carton plat Europe <sup>4</sup>

En raison de l'environnement économique difficile en Europe, les prix de référence du carton gris doublé blanc recyclé et du duplex couché vierge sont en baisse depuis 2011. La hausse de prix annoncée durant l'année n'a été que partiellement couronnée de succès.



#### Prix de référence - Fibre recyclée en Europe <sup>4,5</sup>

En 2013, notre indice du prix des fibres recyclées en Europe est demeuré relativement stable en raison d'une baisse de la demande asiatique.



<sup>1</sup> Source : CEPI Cartonboard

<sup>2</sup> L'indice Cascades des prix de vente du carton gris doublé blanc recyclé représente une approximation des prix de vente des grades de produits recyclés de Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique. Pour chaque pays, nous utilisons la moyenne des prix PPI Europe et EUWID du carton gris doublé blanc recyclé.

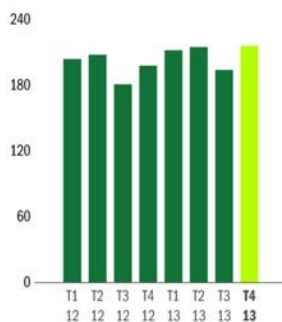
<sup>3</sup> L'indice Cascades des prix de vente du carton plat duplex couché vierge représente une approximation des prix de vente des grades de produits vierges de Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique. Pour chaque pays, nous utilisons la moyenne des prix PPI Europe et EUWID du carton plat duplex couché vierge.

<sup>4</sup> Source : RISI

<sup>5</sup> L'indice des prix des papiers et cartons mixtes de récupération représente une approximation des prix payés pour les papiers recyclés par Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique. Pour chaque pays, nous utilisons la moyenne des prix PPI Europe et EUWID des papiers et cartons mixtes de récupération. Cet indice devrait être uniquement utilisé à titre d'indicateur d'une tendance, car il peut être différent de nos coûts d'achat réels et de nos volumes d'achats.

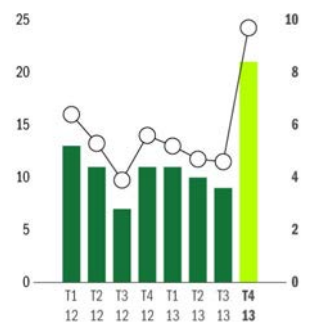
## Notre performance

#### Ventes



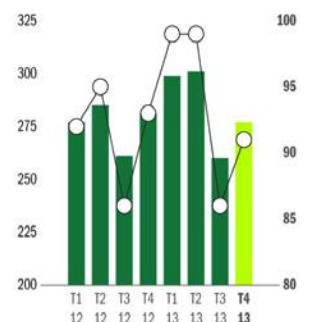
(MS CAN)

#### BEAA et marge BEAA (excluant les éléments spécifiques)



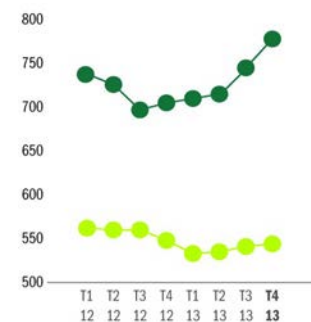
■ BEAA (MS CAN)  
○ Marge BEAA (% des ventes)

#### Expéditions et taux d'utilisation de la capacité de fabrication



■ Expéditions ('000 t.c.)  
○ Taux d'utilisation de la capacité de fabrication (%)

#### Prix de vente moyen



● (\$ CAN/Lc.)  
● (€ Euro/Lc.)

2012	2013	Variation en %
Expéditions <sup>1</sup> ('000 t.c.) 1 104	1 137	3 %
Prix de vente moyen <sup>2</sup> (\$ CAN/unité) 717	736	3 %
(€ Euro/unité) 558	538	-4 %
Ventes (M\$) 791	837	6 %
Bénéfice (perte) d'exploitation (M\$) (tel que divulgué) 1	(7)	-800 %
(excluant les éléments spécifiques) 5	14	180 %
BEAA (M\$) (tel que divulgué) 38	30	-21 %
% des ventes 5%	4%	
(excluant les éléments spécifiques) 42	51	21 %
% des ventes 5%	6%	

Les **expéditions** ont augmenté de 33 000 t.c., ou 3 %, à 1 137 000 t.c. pour l'année 2013 comparativement à 1 104 000 t.c. en 2012. La grande partie de cette hausse est attribuable à la demande européenne de carton gris doublé blanc recyclé, fabriqué à partir de fibres recyclées.

Le **prix de vente moyen** est en hausse de 19 \$, ou 3 %, à 736 \$ par t.c. en 2013 comparativement à 717 \$ en 2012 en raison de la dépréciation du dollar canadien. Le prix de vente moyen en euro a baissé en raison de la situation économique et des conditions de marché difficiles en Europe, ce qui a occasionné une baisse du prix de vente moyen de 20 €, ou 4 % à 538 € en 2013 comparativement à 558 € en 2012. Les prix de vente moyens de nos activités de fibres recyclées et de fibres vierges ont baissé respectivement de 15 € et de 40 € en 2013 comparativement à 2012. La situation économique ainsi que les conditions de marché difficiles au cours de la première moitié de l'année ont eu un impact négatif sur le prix de vente moyen. Une annonce de hausse de prix de 50 € au mois de mai dernier a été partiellement mise en application au cours de la seconde moitié de l'année. D'un autre côté, un changement au niveau du mixte géographique des ventes est venu affecter le prix de vente moyen à la baisse. Nos activités européennes devraient continuer de bénéficier des annonces récentes de hausses de prix de vente (voir la section des "Faits et développements marquants" en page 20 pour obtenir plus de détails sur les hausses de prix).

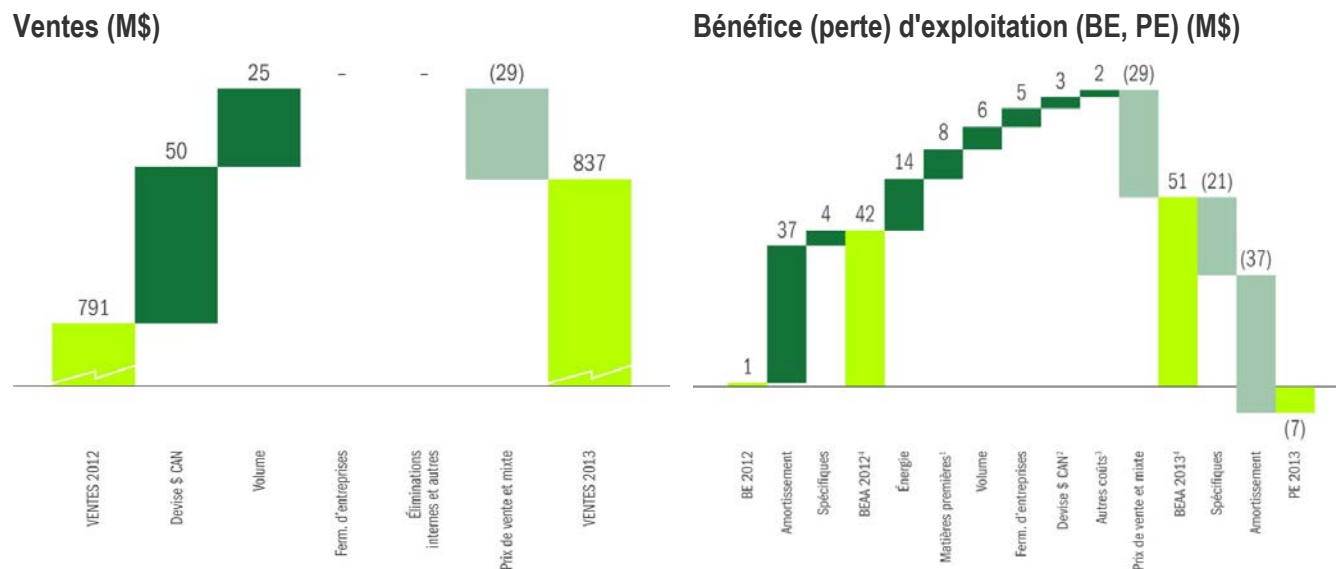
À la suite de ces éléments, les **ventes** du Groupe Carton plat Europe sont en hausse de 6 %, ou 46 M\$, à 837 M\$ en 2013 comparativement à 791 M\$ en 2012. La dépréciation de 6 % de la devise canadienne comparativement à l'euro ainsi que la hausse du volume représentent respectivement des incidences positives de 50 M\$ et de 25 M\$ sur les ventes. D'un autre côté, comme expliqué plus haut, le prix de vente moyen à la baisse est venu contrebalancer partiellement cette hausse pour un montant de 29 M\$.

En excluant les éléments spécifiques, le **bénéfice d'exploitation** s'élève à 14 M\$ en 2013 comparativement à 5 M\$ en 2012, soit une hausse de 9 M\$. Les coûts énergétiques inférieurs combinés avec un gain sur des certificats d'efficacité énergétique émis par les autorités italiennes pour la promotion et la reconnaissance des économies d'énergie réalisées avec certains projets approuvés, représentent 14 M\$ de cette hausse. De plus, le prix inférieur des matières premières, ainsi que la hausse du volume, représentent respectivement des hausses de 8 M\$ et de 6 M\$. Tel qu'expliqué plus haut, la baisse du prix de vente moyen a partiellement contrebalancé cette hausse et représente une incidence négative de 29 M\$. En 2013, le Groupe Carton plat Europe a enregistré certains éléments spécifiques et les plus importants sont une baisse de valeur de 17 M\$ ainsi que des frais de restructuration de 4 M\$.

<sup>1</sup> Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs d'activité.

<sup>2</sup> Le prix de vente moyen est basé sur une moyenne pondérée des expéditions de carton plat recyclé et vierge.

Les principales variations des ventes et du bénéfice (perte) d'exploitation du Groupe Carton plat Europe sont présentées ci-dessous :



Pour les notes 1 à 4, voir les définitions à la page 27.

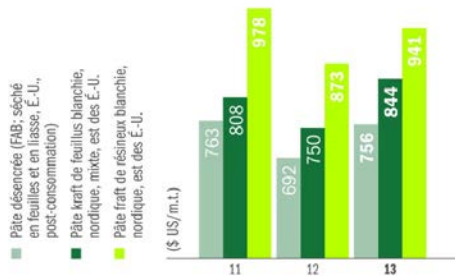
La Société a également été confrontée à certains éléments spécifiques en 2013 et en 2012 qui ont influé de façon positive ou négative sur les résultats. Veuillez vous reporter aux pages 28 à 31 pour plus de détails.

## PRODUITS D'EMBALLAGE - PRODUITS SPÉCIALISÉS

### Notre industrie

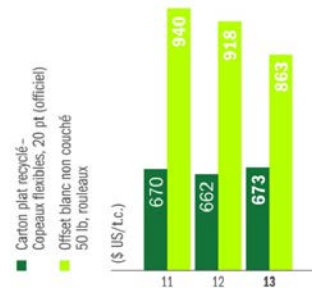
#### Prix de référence - Pâte commerciale <sup>1</sup>

Les prix de tous les grades de pâte ont augmenté en 2013. Les activités de pâte désencrée de notre Groupe Produits spécialisés a bénéficié de cet environnement mais comme nous sommes relativement intégrés, l'impact a été mitigé.



#### Prix de référence - Papiers spécialisés <sup>1</sup>

Le carton plat recyclé a augmenté de 2 % en 2013 par rapport à 2012. Quant au prix du papier blanc non couché, il est demeuré sous pression en 2013 en raison de capacité de production excédentaire.



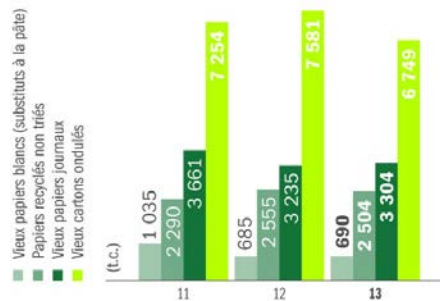
#### Exportations américaines de fibres recyclées vers la Chine <sup>1</sup>

Les résultats de notre groupe de produits spécialisés sont impactés par le marché de la fibre recyclée et la demande asiatique influence grandement les prix et les expéditions. En 2013, les importations chinoises en provenance des États-Unis ont diminué de 6 %. Les grades de papiers recyclés non triés et les vieux cartons ondulés ont accaparé la majeure partie de la baisse connaissant des diminutions de 2 % et 11 %, respectivement, versus 2012. Les exportations de vieux papiers journaux ont augmenté de 2 % après avoir diminué de 12 % l'année précédente. Du côté des vieux papiers blancs recyclés, les exportations ont augmenté de 1 % après avoir baissé de 34 % en 2012 par rapport à 2011.

#### Exportations totales de papiers recyclés vers la Chine - tous les grades

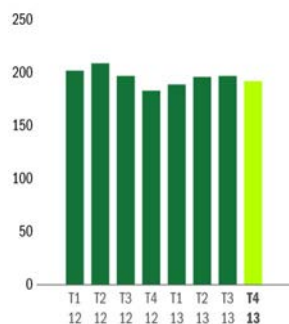


#### Principaux grades exportés des États-Unis



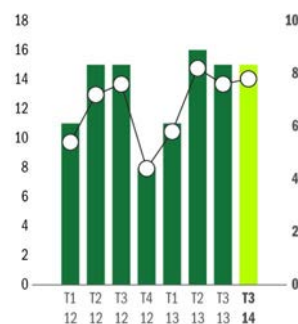
## Notre performance

#### Ventes



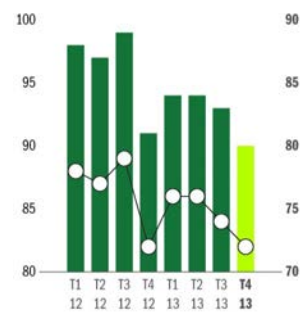
(M\$ CAN)

#### BEAA et marge BEAA (excluant les éléments spécifiques)



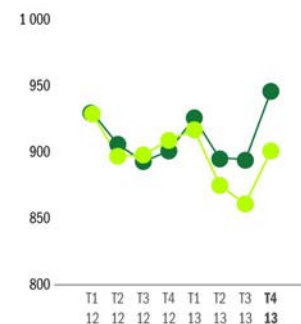
■ BEAA (M\$ CAN)  
○ Marge BEAA (% des ventes)

#### Expéditions d'emballage industriel et de papiers spécialisés et taux d'utilisation de la capacité de fabrication



■ Expédition d'emballage industriel et de papiers spécialisés ('000 s.t.)  
○ Taux d'utilisation de la capacité de fabrication (%)

#### Prix de vente moyen de fabrication d'emballage industriel et de papiers spécialisés



● (\$ CAN/t.c.)  
● (\$ US/t.c.)

2012	2013	Variation en %
<b>Expéditions <sup>1</sup> ('000 t.c.)</b> 385	371	-4 %
<b>Prix de vente moyen <sup>2</sup></b> (\$ CAN/unité) 908	915	1 %
(\$ US/unité) 908	888	-2 %
<b>Ventes (M\$)</b> 791	774	-2 %
<b>Bénéfice d'exploitation (M\$)</b> (tel que divulgué) 23	6	-74 %
(excluant les éléments spécifiques) 23	32	39 %
<b>BEAA (M\$)</b> (tel que divulgué) 49	32	-35 %
% des ventes 6%	4%	
(excluant les éléments spécifiques) 49	58	18 %
% des ventes 6%	7%	

Les **expéditions** ont diminué de 14 000 t.c., ou 4%, à 371 000 t.c. pour l'année 2013 comparativement à 385 000 t.c. en 2012. Des expéditions inférieures au sein des deux secteurs représentés, soit l'emballage industriel et les papiers spécialisés, expliquent cette baisse. Le secteur des papiers spécialisés a été affecté en 2013 par une inondation à son usine de papiers fins de St-Jérôme, occasionnant ainsi une perte de 4 000 t.c.

Le **prix de vente moyen** des secteurs des papiers spécialisés et de l'emballage industriel a augmenté de 7 \$, ou 1 %, à 915 \$ par t.c. en 2013 comparativement à 908 \$ par t.c. en 2012 en raison de la dépréciation du dollar canadien. Le prix de vente moyen en \$ US a baissé légèrement en raison d'un assortiment de produits désavantageux.

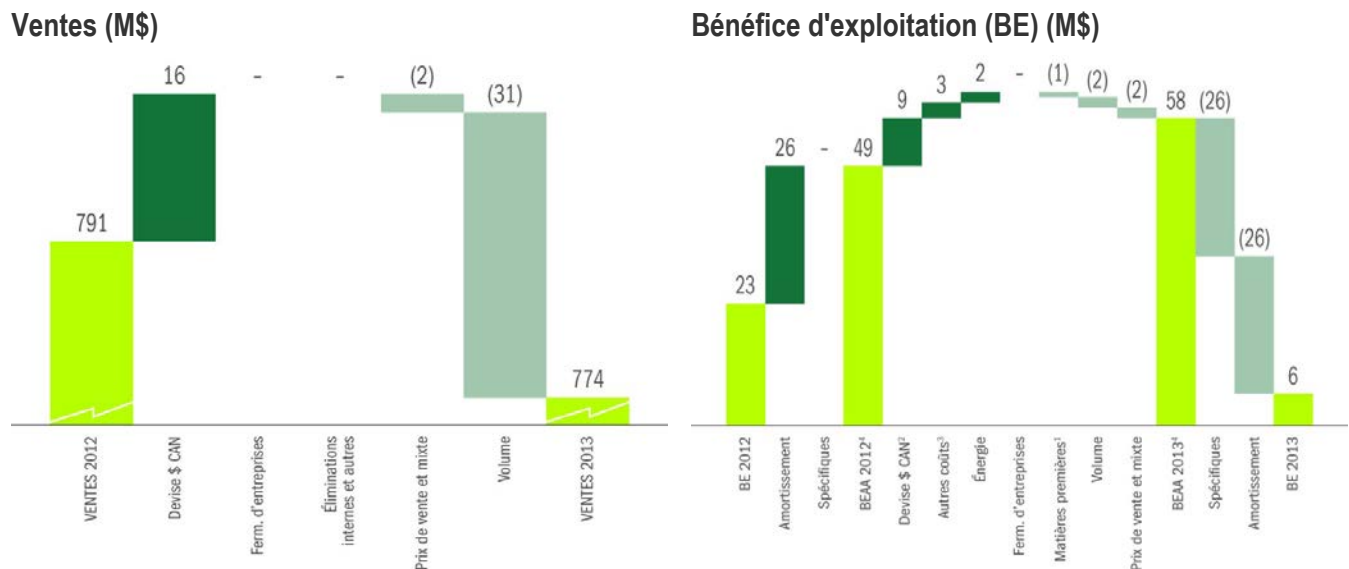
À la suite de ces éléments, les **ventes** du Groupe Produits spécialisés ont baissé de 17 M\$ en 2013, s'établissant à 774 M\$ comparativement à 791 M\$ en 2012. Cette baisse s'explique principalement par la baisse du prix des fibres sur le marché qui a ainsi engendré une incidence négative sur les ventes de nos activités de recyclage et de récupération. La baisse du volume ainsi que la baisse du prix de vente moyen représentent, respectivement, 31 M\$ et 2 M\$ de la baisse des ventes. La dépréciation de 3 % du dollar canadien comparativement au dollar américain est venue partiellement contrebalancer cette baisse pour un montant de 16 M\$.

En excluant les éléments spécifiques, le **bénéfice d'exploitation** s'élève à 32 M\$ en 2013 comparativement à 23 M\$ en 2012. Les taux de change favorables et les coûts énergétiques en baisse représentent, respectivement, des hausses de 9 M\$ et 2 M\$. D'un autre côté, la baisse du volume ainsi que du prix de vente moyen sont venus partiellement contrebalancer cette hausse de 2 M\$ chacune. Le secteur des papiers spécialisés a été affecté en 2013 par une inondation à son usine de papiers fins de St-Jérôme, occasionnant une perte d'exploitation de 1 M\$. En 2013, le Groupe Produits spécialisés a enregistré une baisse de valeur de 26 M\$ sur les actifs de son usine de papier kraft ainsi que sur ses activités d'emballage de carton nid d'abeille.

<sup>1</sup> Inclut les expéditions d'emballage industriel et de papiers spécialisés et exclut les éliminations des expéditions entre les différents secteurs d'activité.

<sup>2</sup> Le prix de vente moyen inclut les usines d'emballage industriel et de fabrication de papiers spécialisés seulement.

Les principales variations des ventes et du bénéfice d'exploitation du Groupe Produits spécialisés sont présentées ci-dessous :



Pour les notes 1 à 4, voir les définitions à la page 27.

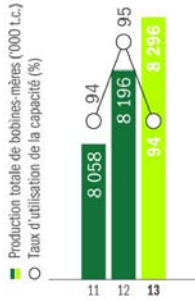
La Société a également été confrontée à certains éléments spécifiques en 2013 et en 2012 qui ont influé de façon positive ou négative sur les résultats. Veuillez vous reporter aux pages 28 à 31 pour plus de détails.

## PAPIERS TISSU

### Notre industrie

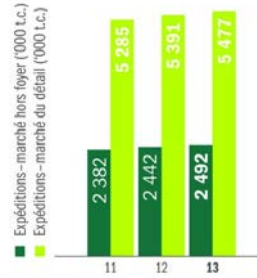
#### Production de l'industrie américaine de papiers tissu (bobines mères) et taux d'utilisation de la capacité <sup>1</sup>

La réduction du taux d'utilisation de la capacité s'explique par l'augmentation graduelle de la capacité de production pour rencontrer la croissance de la demande.



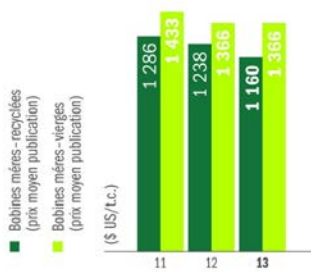
#### Expéditions de produits transformés de l'industrie américaine de papiers tissu <sup>1</sup>

Tant le marché du détail que le marché hors-foyer ont continué de progresser en 2013 de 2 %.



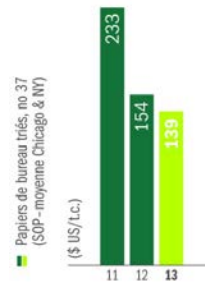
#### Prix de référence - Bobines mères <sup>1</sup>

Le prix de référence des bobines mères recyclées a continué de baisser en 2013 en raison de la capacité de production additionnelle et de coûts favorables au niveau de la fibre recyclée. Du côté du prix de référence des bobines mères vierges, il est demeuré stable, l'augmentation du coût de la fibre vierge ayant contrebalancé l'impact de l'augmentation de capacité de production.



#### Prix de référence - Fibre recyclée <sup>1</sup>

Pour une deuxième année consécutive, la moyenne du prix de référence des papiers de bureau triés no 37 a diminué, cédant 10 % par rapport au prix moyen de 2012.



<sup>1</sup> Source : RISI

<sup>2</sup> L'indice Cascades des prix de vente des papiers tissu représente une combinaison de produits primaires et transformés, et est fondé sur la gamme de produits de 2006.

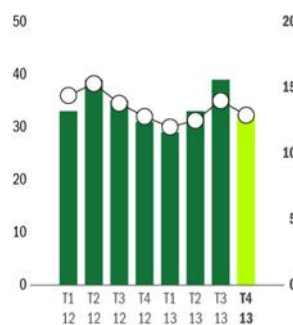
## Notre performance

#### Ventes



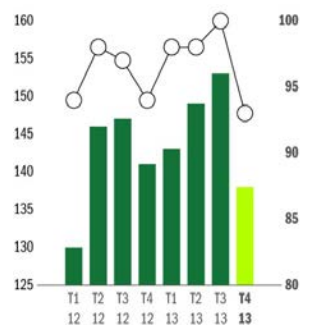
(M\$ CAN)

#### BEAA et marge BEAA (excluant les éléments spécifiques)



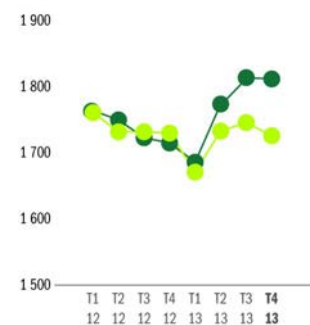
■ BEAA (M\$ CAN)  
○ Marge BEAA (% des ventes)

#### Expéditions et taux d'utilisation de la capacité de fabrication



■ Expéditions ('000 t.c.)  
○ Taux d'utilisation de la capacité de fabrication (%)

#### Prix de vente moyen <sup>2</sup>



● (\$ CAN/t.c.)  
● (\$ US/t.c.)



2012	2013	Variation en %
<b>Expéditions <sup>1</sup> ('000 t.c.)</b> <b>564</b>	<b>583</b>	<b>3 %</b>
<b>Prix de vente moyen</b> (\$ CAN/unité) <b>1 737</b>	<b>1 772</b>	<b>2 %</b>
(\$ US/unité) <b>1 738</b>	<b>1 720</b>	<b>-1 %</b>
<b>Ventes (M\$)</b> <b>979</b>	<b>1 033</b>	<b>6 %</b>
<b>Bénéfice d'exploitation (M\$)</b> (tel que divulgué) <b>92</b>	<b>106</b>	<b>15 %</b>
(excluant les éléments spécifiques) <b>93</b>	<b>89</b>	<b>-4 %</b>
<b>BEAA (M\$)</b> (tel que divulgué) <b>138</b>	<b>150</b>	<b>9 %</b>
% des ventes 14%	15%	
(excluant les éléments spécifiques) <b>138</b>	<b>133</b>	<b>-4 %</b>
% des ventes 14%	13%	

Les **expéditions** sont en hausse de 19 000 t.c., ou 3 %, à 583 000 t.c. en 2013 comparativement à 564 000 t.c. en 2012. Les expéditions externes des moulins ont diminué de 4 000 t.c., ou de 2 %, à 163 000 t.c. en 2013 comparativement à 167 000 t.c. en 2012. Les expéditions de produits transformés ont augmenté de 23 000 t.c., ou de 6 %, à 420 000 t.c. en 2013 comparativement à 397 000 t.c. en 2012. Cette hausse est principalement reliée à une croissance solide au sein du marché de détail

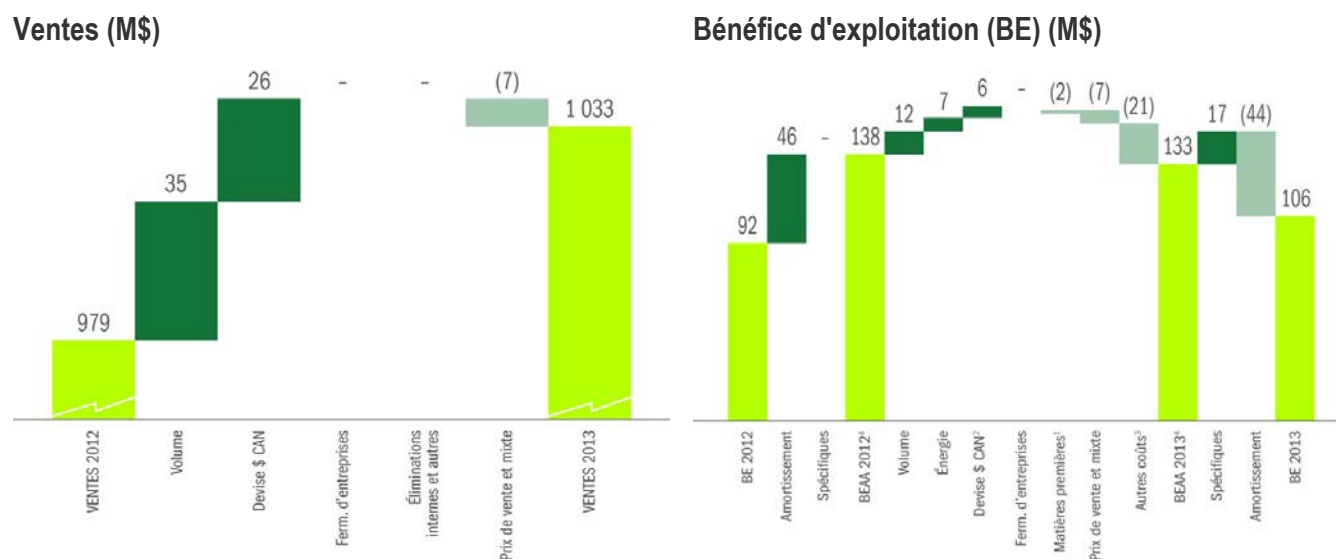
Le **prix de vente moyen** est en hausse de 35 \$, ou 2 %, à 1 772 \$ par t.c. en 2013 comparativement à 1 737 \$ par t.c. en 2012. Une incidence favorable du taux de change, un meilleur taux d'intégration ainsi qu'une plus grande part de produits à la consommation vendus ont largement surpassé l'incidence négative d'une baisse de prix des bobines mères ainsi que des baisses de prix au niveau des produits transformés, surtout aux États-Unis. Ces baisses de prix aux États-Unis proviennent de l'environnement de marché compétitif actuel et ont mené à une baisse du prix de vente moyen de 1 % en dollars américains en 2013 comparativement à 2012.

À la suite de ces éléments, les **ventes** du Groupe Papiers tissu ont augmenté de 6 %, ou de 54 M\$, à 1 033 M\$ en 2013 comparativement à 979 M\$ en 2012. Un volume supérieur ainsi que la dépréciation de 3 % de la devise canadienne comparativement au dollar américain ont occasionné des incidences positives de 35 M\$ et 26 M\$, respectivement, sur les ventes. Comme expliqué plus haut, l'incidence négative de la baisse du prix de vente moyen en 2013 comparativement à 2012 a occasionné une baisse de 7 M\$ des ventes.

En excluant les éléments spécifiques, le **bénéfice d'exploitation** s'élève à 89 M\$ en 2013 comparativement à 93 M\$ en 2012, soit une baisse de 4 M\$, ou 4 %. La hausse des expéditions a engendré une incidence positive de 12 M\$, mais d'un autre côté, des coûts de production supérieurs, des frais de transport accrus ainsi que l'augmentation de la sous-traitance aux États-Unis ont engendré une incidence négative de 24 M\$. Ces frais de sous-traitance, incontournables afin d'acquiescer du volume de ventes additionnel, vont diminuer au premier trimestre de 2014 car la Société investit actuellement dans le projet de démarrer une nouvelle ligne de production afin d'augmenter sa capacité de transformation aux États-Unis. Les coûts énergétiques inférieurs ainsi que le taux de change favorable ont engendré des incidences positives de 7 M\$ et de 6 M\$ respectivement. L'effet négatif de la baisse du prix de vente moyen, comme expliqué plus haut, a engendré une incidence négative de 7 M\$ sur le bénéfice d'exploitation. Une hausse de l'utilisation de pâtes vierges a mené à une incidence négative de matières premières de l'ordre de 2 M\$. En 2013, le Groupe Papiers tissu a enregistré une reprise de valeur de 17 M\$ à son usine de fabrication de Memphis, au Tennessee.

<sup>1</sup> Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs d'activité.

Les principales variations des ventes et du bénéfice d'exploitation du Groupe Papiers tissu sont présentées ci-dessous :



Pour les notes 1 à 4, voir les définitions à la page 27.

La Société a également été confrontée à certains éléments spécifiques en 2013 et en 2012 qui ont influé de façon positive ou négative sur les résultats. Veuillez vous reporter aux pages 28 à 31 pour plus de détails.

## ACTIVITÉS CORPORATIVES

La perte d'exploitation de 2013 inclut une perte non réalisée de 2 M\$ sur des instruments financiers dérivés comparativement à un gain non réalisé de 6 M\$ en 2012. Au cours du premier trimestre, la Société a enregistré une charge de 5 M\$ en raison de la mise en place de contrats de travail avec le nouveau président et chef de la direction et chacun des présidents des Groupes Cartons-caisses, Produits spécialisés et Papiers tissu. Aussi, les activités corporatives incluent des dépenses additionnelles relativement au projet du Progiciel de gestion intégrée, car la plupart des coûts associés à l'implantation ne sont désormais plus capitalisés. De plus, la perte d'exploitation de 2013 renferme un montant de 2 M\$ en frais directs encourus par la Société à la suite des inondations survenues à notre moulin de cartons-caisses de Niagara Falls et à celui de papiers fins de St-Jérôme. En 2012, la perte d'exploitation renferme une baisse de valeur de 1 M\$ en raison de l'évaluation des billets à recevoir en provenance des dispositions d'entreprises de 2011.

## ANALYSE DES AUTRES ÉLÉMENTS

### AMORTISSEMENT

La charge d'amortissement a diminué de 17 M\$ pour se chiffrer à 182 M\$ en 2013 comparativement à 199 M\$ en 2012. Les baisses de valeur et l'amortissement accéléré enregistrés durant l'année 2012 au sein des Groupes Cartons-caisses et Papiers tissu ont créé une diminution de la charge d'amortissement, mais ces baisses ont été partiellement compensées par des investissements réalisés au cours des douze derniers mois. La dépréciation du dollar canadien par rapport à l'euro et au dollar américain a haussé la charge d'amortissement en provenance de nos opérations européennes et américaines.

### FRAIS DE FINANCEMENT ET INTÉRÊTS SUR AVANTAGES DU PERSONNEL

Les frais de financement et intérêts sur avantages du personnel sont demeurés stables à 115 M\$ en 2013 comparativement à 2012. La Société a amendé son crédit bancaire rotatif au cours de la seconde moitié de 2012 permettant ainsi une baisse des frais de financement au quatrième trimestre ainsi que pour les périodes futures. Ces éléments ont cependant été contrebalancés par les investissements réalisés au cours des douze derniers mois et par la hausse de la dette totale de la Société.

Au cours du deuxième trimestre de 2013, l'agence de notation Standard & Poor's a revu à la baisse la cote de crédit à long terme de la Société, la faisant ainsi passer de "BB-" à "B+" en raison d'un désendettement plus lent et avec une perspective stable. Cela a occasionné une hausse du taux d'intérêt sur notre crédit bancaire rotatif de 37,5 points de base durant la période. En conséquence, le taux d'intérêt de la Société sur son crédit bancaire rotatif sera plus élevé au cours des périodes futures.

Les frais de financement par rapport aux intérêts sur avantages du personnel sont demeurés stables à 12 M\$ en 2013 comparativement à 13 M\$ en 2012. Grâce aux bons rendements des placements en 2013 et à un changement au niveau des hypothèses de calcul, la dépense d'intérêts sur avantages du personnel devrait diminuer de 4 M\$ en 2014. Cette charge ne nécessite pas de débours de la part de la Société.

En 2013, la Société a enregistré un gain non réalisé de 1 M\$ relativement à des instruments financiers sur des swaps de taux d'intérêt (nul en 2012).

### CHARGE D'IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

En 2013, la Société a enregistré une charge d'impôts de 12 M\$ pour un taux d'imposition effectif de 52 %. La charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats basé sur le taux réel d'imposition diffère de la charge (recouvrement) d'impôts basé sur le taux combiné d'imposition de base pour les raisons suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats basé sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et des provinces	7	(8)
Ajustement de la charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices découlant des éléments suivants :		
Écart du taux réglementaire d'imposition des établissements étrangers	5	2
Portion non imposable découlant de gain en capital	—	(1)
Écarts permanents - autres	(2)	(1)
Variations des écarts temporaires	2	2
	5	2
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	12	(6)

En 2013, la charge d'impôts a été affectée principalement par la moyenne pondérée des revenus imposables dans chacune des juridictions. La charge d'impôts sur la perte ou le gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers, ainsi que sur notre part des résultats des entreprises associées et coentreprises canadiennes, est calculée en utilisant le taux du gain en capital.

En ce qui concerne nos entreprises associées et coentreprises américaines, composées principalement par le moulin Greenpac, notre part des résultats est calculée avec le taux d'impôt statutaire. De plus, Greenpac est une Corporation LLC et les partenaires ont accepté de la traiter telle une entité transparente. Ainsi, la charge d'impôts au taux statutaire américain est intégrée entièrement au sein de la charge d'impôts consolidée de chaque partenaire basée sur leur participation respective dans l'entité et aucune charge d'impôts n'est incluse dans le bénéfice net de Greenpac.

Le taux d'imposition réel et les impôts exigibles subissent les conséquences des résultats de certaines filiales situées dans des pays où le taux d'imposition est plus élevé qu'au Canada, notamment les États-Unis, la France et l'Italie. Le taux d'imposition effectif normal devrait se situer entre 26 % et 39 %. En réalité, la moyenne pondérée du taux d'imposition applicable est de 28,9 % pour l'année 2013.

### **PART DES RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES**

La part des bénéfices des entreprises associées et coentreprises est en partie représentée par notre participation de 34,85 % dans Boralex inc., une société ouverte canadienne qui est un important producteur privé d'électricité ayant comme activité principale le développement et l'exploitation de centrales de production d'énergie renouvelable exerçant des activités dans le nord-est des États-Unis, au Canada et en France. Nous comptabilisons également notre part des résultats (59,7 %) de l'usine de Greenpac qui a débuté la production à son tout nouveau moulin en juillet 2013. Certains frais, précédemment au démarrage de la production, n'ont pas été capitalisés.

Aucune charge d'impôts n'est incluse au sein de notre part des résultats de Greenpac (voir la rubrique "Charge d'impôts sur les résultats" ci-haut pour plus de détails).

## **SITUATION DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL**

### **FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES**

Les activités d'exploitation des activités poursuivies ont généré 232 M\$ en flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation en 2013 comparativement à 203 M\$ en 2012. Les variations des éléments hors caisse du fonds de roulement ont généré 6 M\$ en liquidités en 2013 comparativement à 42 M\$ en 2012. Les premier et deuxième trimestres de l'année, normalement, requièrent des sorties de fonds pour les activités d'exploitation régulières en raison des fluctuations saisonnières. Durant le premier trimestre de l'année, nous remarquons constamment une hausse des frais payés d'avance et des versements pour des rabais sur ventes consentis en fin d'année précédente. De plus, nous accumulons normalement des stocks en prévision de l'été qui approche au cours des six premiers mois de l'année. Les récentes hausses de prix de vente et de volume combinées au niveau plus élevé de nos stocks de matières premières ont également été des facteurs menant à une hausse des besoins en liquidités au cours de la première moitié de l'année. Au cours de la seconde moitié de 2013, le fonds de roulement a diminué en raison d'améliorations au niveau de la collecte des comptes débiteurs. La Société suit de près son fonds de roulement et met en place des mesures afin de réduire ses besoins d'investissements. Sur une base annuelle, notre solde moyen du fonds de roulement en pourcentage des ventes s'est amélioré de 14,4 % à 12,9 % représentant ainsi une progression de 55 M\$ en terme d'exigences en fonds de roulement au cours de l'année.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation des activités poursuivies, en excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, s'établissent à 226 M\$ en 2013 comparativement à 161 M\$ en 2012. Cette mesure est importante pour la Société qui vise à poursuivre son programme d'investissement en capital et à réduire son endettement.

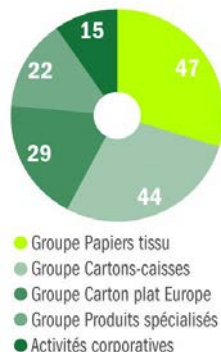
### **ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES**

En 2013, les activités d'investissement ont nécessité des liquidités totales de 181 M\$ pour des investissements totaux en immobilisations de 136 M\$ nets des dispositions de 12 M\$ ainsi que des projets d'investissement dans d'autres actifs et des participations dans des entreprises associées et coentreprises totalisant 45 M\$.

## INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En 2013, des investissements en immobilisations corporelles totalisant 148 M\$ ont été payés. Les nouveaux projets de la période représentent 157 M\$. La portion résiduelle représente la variation des achats d'immobilisations corporelles incluse dans les comptes créditeurs et charges à payer ainsi que les acquisitions en vertu de contrats de location-financement.

Les nouveaux investissements en immobilisations corporelles par secteur en 2013 sont présentés ci-dessous (en M\$) :



Les projets en capital les plus importants débutés, en cours ou terminés en 2013 sont les suivants :

### CARTONS-CAISSES

- 3 M\$ afin de compléter notre investissement concernant les activités de transformation de boîtes pliantes et de micro-lithographie.
- 3 M\$ afin de compléter notre investissement dans le secteur des produits de cartonnage ondulé en Ontario aux usines de Vaughan, de St.Mary's et d'Etobicoke.

### PAPIERS TISSU

- 12 M\$ par rapport au projet qui a été annoncé récemment de 35 M\$ quant à la conversion et au démarrage d'une seconde machine à papier à notre usine de l'Oregon.
- 7 M\$ pour une nouvelle ligne de production qui nous permettra d'augmenter notre capacité de production pour le marché du sud-est américain, qui connaît une croissance rapide.

### ACTIVITÉS CORPORATIVES

- 4 M\$ dans le cadre de projets d'économie d'énergie au sein de différentes usines de la Société afin de réduire les coûts et l'empreinte écologique de nos activités.
- 4 M\$ afin d'acquérir des actifs dans le but d'accroître notre capacité de transport pour l'est du Canada et de réduire ainsi les coûts de livraison externes.

D'autres projets d'acquisitions d'immobilisations ont été débutés, sont en cours ou sont terminés à l'échelle de la Société et ont été payés en 2013, mais ne représentent pas des montants d'une importance suffisante pour les décrire.

## PRODUITS DE LA DISPOSITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En 2013, les dispositions d'immobilisations corporelles, totalisant 12 M\$ sont les suivantes :

Le Groupe Cartons-caisses a vendu des immobilisations en lien avec la restructuration annoncée en 2012 concernant ses usines de cartonnage ondulé en Ontario pour un montant de 2 M\$. Il a également vendu un terrain vacant à New York, aux États-Unis, pour 2 M\$ ainsi que d'autres immobilisations corporelles pour 2 M\$.

Le Groupe Carton plat Europe, plus précisément RdM, a vendu de la machinerie en provenance d'une usine qui a été fermée pour un montant de 5 M\$.

Le Groupe Produits spécialisés a vendu 1 M\$ des équipements relativement à une usine de recyclage fermée.

## AUGMENTATION DES AUTRES ACTIFS ET DES PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES

En 2013, la Société a aussi investi dans ses autres actifs et placements dans des entreprises associées et coentreprises pour 45 M\$ (2012 - 58 M\$). Les principaux investissements sont les suivants :

14 M\$ (2012 - 29M\$ dont une tranche de 9 M\$ est financée par une entente de prêt et sera remboursée sur une période de trois ans) pour la modernisation de notre système d'information financière vers un progiciel de gestion intégrée (PGI).

30 M\$ US (32 M\$) (2012 - 34 M\$ US (34 M\$)) pour notre projet Greenpac (voir la rubrique « Faits et développements marquants » pour plus de détails) dans notre secteur du Groupe Cartons-caisses.

## ACQUISITION D'ENTREPRISE

### 2012

Un investissement de 14 M\$ pour l'acquisition de Bird Packaging. La Société a également pris en charge des dettes de 3 M\$ et a enregistré 8 M\$ en obligations liées à des contrats de location-financement (voir la note 6 des états financiers consolidés pour plus de détails) à la suite de la répartition du prix d'achat.

## ACTIVITÉS DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

En 2013, la Société a racheté 4 M\$ US de ses billets subordonnés portant intérêt à 7,25 % pour un montant de 4 M\$ US (4 M\$) et 6 M\$ US de ses billets subordonnés portant intérêt à 6,75 % pour un montant de 6 M\$ US (6 M\$). Aucun gain ou perte n'a résulté de ces transactions.

En 2013, la Société a payé 14 M\$ US (14 M\$) pour le règlement sur instruments financiers dérivés sur ses billets subordonnés portant intérêt aux taux de 6,75 % et 7,25 %.

La Société a également racheté 69 900 de ses actions ordinaires sur le marché en 2013, conformément à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un montant de 0,3 M\$.

En 2013, comme mentionné dans la rubrique "Faits et développements marquants" à la page 20, Industria a levé son option de vente, ce qui a eu comme incidence pour la Société une hausse de son pourcentage de détention des actions de RdM de 9,07 % pour un montant total de 14 M€ (19 M\$). Au 31 décembre 2013, notre pourcentage de détention des actions de RdM s'élève à 57,61 %. Puisque nous consolidons intégralement RdM depuis le deuxième trimestre de 2011, l'achat de ces actions est considéré comme une acquisition d'une part des actionnaires sans contrôle et est donc une transaction sur les capitaux propres.

Compte tenu des dividendes de 15 M\$ payés aux actionnaires de la Société en 2013, les activités de financement des activités poursuivies ont utilisé des liquidités de 49 M\$.

# SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

AUX 31 DÉCEMBRE 2013, 2012 ET 2011

La situation financière et les ratios de la Société sont les suivants :

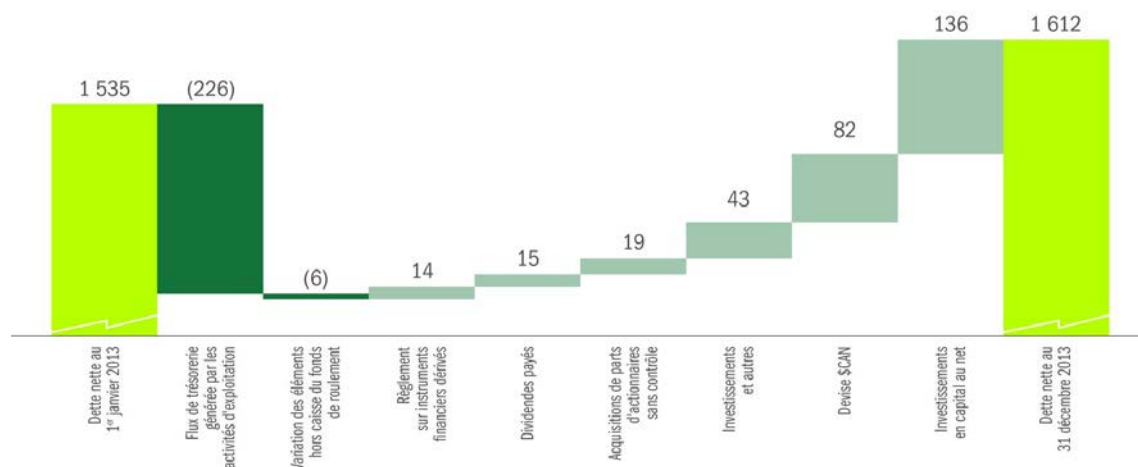
(en millions de dollars canadiens, sauf si mentionné autrement)	2013	2012	2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23	20	12
Fonds de roulement <sup>1</sup>	455	455	510
% des ventes <sup>2</sup>	12,9 %	14,4 %	14,8 %
Emprunts et avances bancaires	56	80	90
Partie à court terme de la dette à long terme	39	60	49
Dette à long terme	1 540	1 415	1 358
Dette totale	1 635	1 555	1 497
Capitaux propres des actionnaires	1 081	978	1 029
Total des capitaux propres des actionnaires et de la dette totale	2 716	2 533	2 526
Ratio « Dette totale/(Capitaux propres des actionnaires + dette totale) »	60,2 %	61,4 %	59,3 %
Capitaux propres par action (en dollars)	11,52 \$	10,42 \$	10,87 \$

<sup>1</sup> Fonds de roulement = comptes débiteurs (excluant la portion court terme des autres actifs) + stocks - comptes créditeurs et charges à payer.

<sup>2</sup> En pourcentage des ventes (fonds de roulement moyen DDM/ventes DDM).

## RAPPROCHEMENT DE LA DETTE NETTE

La variation de la dette nette (dette totale moins la trésorerie et équivalents de trésorerie) au cours de 2013 est présentée ci-dessous accompagnée des ratios financiers applicables :



304	BEAA excluant les éléments spécifiques	352
5,0	Dette nette / BEAA excluant les éléments spécifiques	4,6

La trésorerie disponible par l'intermédiaire des facilités de crédit de la Société ainsi que les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation fourniront à la Société des fonds suffisants pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières et d'exécuter son programme d'investissement en immobilisations. Les dépenses en immobilisations pour 2014 ont été initialement approuvées au montant de 160 M\$. Ce montant est assujéti à des changements selon les résultats d'exploitation de la Société et les conditions économiques générales. Au 31 décembre 2013, la Société avait un montant de 221 M\$ (après déduction des lettres de crédit de 45 M\$, desquelles 12 M\$ ont été annulés en mars 2014) disponible sur sa facilité de crédit de 750 M\$. Au cours du deuxième trimestre de 2013, l'agence de notation Standard & Poor's a revu à la baisse la cote de crédit à long terme de la Société, la faisant ainsi passer de "BB-" à "B+" en raison d'un désendettement plus lent et avec une perspective stable.

En 2013, la Société a émis des nouvelles lettres de crédit de l'ordre de 23 M\$ relativement au projet Greenpac, montant qui devrait baisser sur une base trimestrielle en 2014.

En 2012, La Société a amendé son crédit bancaire rotatif, nous permettant ainsi de réduire les coûts de financement futurs et de prolonger l'échéance jusqu'en février 2016. Les ratios financiers à respecter demeurent inchangés.

## PASSIF DE RETRAITE

Les actifs et les passifs d'avantages sociaux futurs de la Société sont de 624 M\$ et de 768 M\$, respectivement au 31 décembre 2013. Les passifs incluent un montant de 114 M\$ pour les avantages poste-retraite autres que les régimes de retraite et 53 M\$ pour les régimes de retraite, qui ne requièrent aucun financement de la Société jusqu'à ce qu'il y ait des paiements aux employés. Il n'est pas prévu que ce montant augmente, étant donné que la Société révisé présentement ses programmes afin d'éliminer progressivement certains avantages concernant la majorité des employés, actuels et futurs.

En ce qui concerne les régimes de retraite, le risque de la Société est limité puisque environ seulement 20 % de ses employés actifs sont assujettis à des régimes de retraite à prestations déterminées, tandis que le reste des employés participent aux régimes à cotisations déterminées de la Société comme le REER collectif ou le 401K. Selon leur solde au 31 décembre 2013, 45 % des régimes de retraite de la Société ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2012 (55% en 2010). Lorsque possible, Cascades a utilisé les mesures d'allègement prévues par la loi afin de réduire les impacts des augmentations de contributions.

Compte tenu des hypothèses utilisées et du plafond des actifs utilisé, le déficit actuariel pour les fins comptables de nos régimes de retraite totalise 44 M\$ au 31 décembre 2013 comparativement à 138 M\$ en 2012. La dépense en 2013 concernant les régimes de retraite a été de 20 M\$ et les sorties de fonds de l'ordre de 27 M\$. Grâce aux bons rendements des placements en 2013 et à un changement au niveau des hypothèses de calcul, la dépense relativement aux avantages du personnel devrait diminuer de 5 M\$ en 2014. Pour ce qui est des besoins en liquidité, il est prévu que ces régimes de retraite nécessitent une contribution d'environ 11 M\$ en 2014. Finalement, sur une base consolidée, le ratio de solvabilité des fonds de retraite de la Société était de 81 % au 31 décembre 2012 et devrait légèrement dépasser 100 % au 31 décembre 2013.

## COMMENTAIRES SUR LE QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2013

Les ventes du quatrième trimestre de 2013 ont augmenté de 54 M\$, ou 6 %, à 958 M\$, comparativement à 904 M\$ pour la même période de 2012 en raison de la dépréciation du dollar canadien de 10 % et de 6 % versus, respectivement, l'euro et le dollar américain et de la hausse de nos expéditions de l'ordre de 2 %. Un prix de vente moyen supérieur, surtout au niveau du cartons-caisses et des produits spécialisés, explique également cette hausse.

La Société a dégagé un bénéfice d'exploitation de l'ordre de 45 M\$ au quatrième trimestre de 2013 comparativement à une perte d'exploitation de 19 M\$ pour la même période de 2012, soit une hausse de 64 M\$. Des coûts énergétiques inférieurs, l'incidence positive de la dépréciation de la devise canadienne comme expliqué plus haut ainsi que l'efficacité de la production sont les principaux facteurs expliquant cette hausse. D'un autre côté, les coûts supérieurs des matières premières, principalement au niveau de nos activités de cartons-caisses, ont partiellement contrebalancé cette hausse. Nous avons également encouru des charges additionnelles relativement à la mise à jour de notre système d'information financière et à la réingénierie de nos processus d'affaires. Au niveau des secteurs d'activités, les cartons-caisses, carton plat Europe et les produits spécialisés ont présenté de meilleurs résultats au quatrième trimestre de 2013 comparativement à la même période de 2012 tandis que le secteur des papiers tissu est demeuré relativement stable. Le bénéfice d'exploitation excluant les éléments spécifiques s'établit à 57 M\$ au quatrième trimestre de 2013 comparativement à 22 M\$ pour la même période de 2012.

Notre bénéfice d'exploitation de 2013 inclus également ces éléments :

- Un gain de 5 M\$ en raison d'une baisse de notre passif relativement à nos obligations reliées aux avantages postérieures à l'emploi à la suite d'un changement au niveau de notre programme d'avantages sociaux.
- Un gain de 6 M\$ provenant de certificats d'économies d'énergie ("white certificates") émis à la fin de 2013 par les autorités italiennes à nos unités d'exploitation de carton plat recyclé du même pays à la suite de programmes d'améliorations au niveau de l'efficacité énergétique pour les années 2010, 2011 et 2012.

Le bénéfice net excluant les éléments spécifiques se chiffre à 18 M\$, ou 0,19 \$ par action, au quatrième trimestre de 2013 comparativement à une perte nette de 5 M\$ ou 0,06 \$ par action, pour la même période de 2012. En incluant les éléments spécifiques, le bénéfice net se chiffre à 6 M\$ ou 0,05 \$ par action, au quatrième trimestre de 2013 comparativement à une perte nette de 32 M\$ ou 0,33 \$ par action, pour la même période de 2012.

Au cours des quatrièmes trimestres de 2013 et 2012, la Société a généré certains éléments spécifiques qui ont une incidence positive ou négative sur ses résultats d'exploitation.

Le rapprochement des éléments spécifiques par secteur d'activité est présenté dans les tableaux ci-dessous :

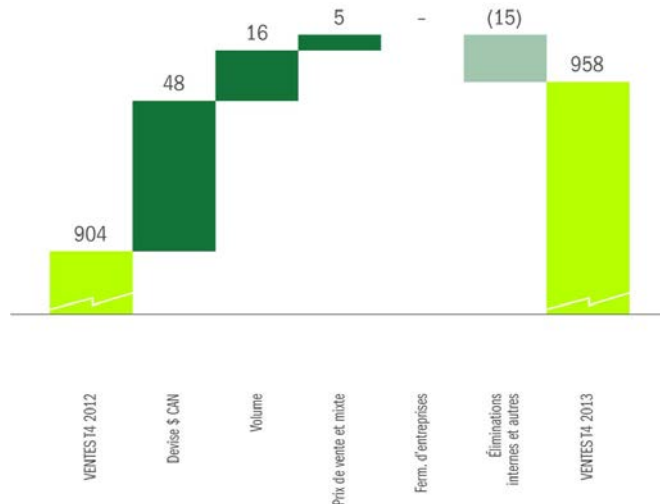
Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre						
2013						
(en millions de dollars canadiens)	Cartons-caisses	Carton plat Europe	Produits Spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
<b>Bénéfice (perte) d'exploitation</b>	<b>28</b>	<b>(10)</b>	<b>4</b>	<b>36</b>	<b>(13)</b>	<b>45</b>
Amortissement	16	10	6	13	3	48
<b>Bénéfice d'exploitation (perte) avant amortissement</b>	<b>44</b>	<b>—</b>	<b>10</b>	<b>49</b>	<b>(10)</b>	<b>93</b>
Éléments spécifiques						
Baisse (reprise) de valeur	—	17	6	(17)	—	7
Frais de restructuration	—	4	—	—	—	6
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés	(1)	—	—	—	—	(1)
	2	21	6	(17)	—	12
<b>Bénéfice d'exploitation (perte) avant amortissement - excluant les éléments spécifiques</b>	<b>46</b>	<b>21</b>	<b>16</b>	<b>32</b>	<b>(10)</b>	<b>105</b>
<b>Bénéfice d'exploitation (perte) - excluant les éléments spécifiques</b>	<b>30</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>19</b>	<b>(13)</b>	<b>57</b>

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre						
2012						
(en millions de dollars canadiens)	Cartons-caisses	Carton plat Europe	Produits Spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
<b>Bénéfice (perte) d'exploitation</b>	(29)	(2)	2	21	(11)	(19)
Amortissement	28	10	6	11	3	58
<b>Bénéfice d'exploitation (perte) avant amortissement</b>	<b>(1)</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>32</b>	<b>(8)</b>	<b>39</b>
Éléments spécifiques						
Baisse de valeur	23	3	—	—	1	27
Frais de restructuration	2	1	—	—	—	3
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	1	(1)	—	(1)	2	1
	26	3	—	(1)	3	31
<b>Bénéfice d'exploitation (perte) avant amortissement - excluant les éléments spécifiques</b>	<b>25</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	<b>31</b>	<b>(5)</b>	<b>70</b>
Amortissement accéléré à la suite de mesures de restructuration	10	—	—	—	—	10
<b>Bénéfice d'exploitation (perte) - excluant les éléments spécifiques</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>20</b>	<b>(8)</b>	<b>22</b>

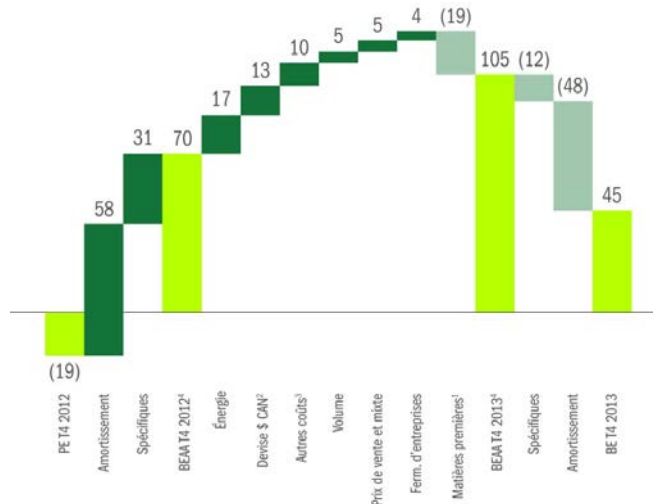


Les principales variations des ventes et du bénéfice (perte) d'exploitation au quatrième trimestre de 2013 comparativement à la même période de 2012 sont présentées ci-dessous :

### Ventes (M\$)



### Bénéfice (perte) d'exploitation (BE, PE) (M\$)



Pour les notes 1 à 4, voir les définitions à la page 27.

## PERSPECTIVES À COURT TERME

La seconde moitié de 2013 a été marquée par de meilleures conditions de marché qui ont mené à des résultats supérieurs et nous ont permis de terminer l'année sur une bonne note. Nous débutons l'année 2014 avec un certain ralentissement saisonnier et nous effectuerons des arrêts préventifs de production si cela s'avère nécessaire. En dépit de cela, nous sommes confiants que nous allons améliorer nos résultats opérationnels et nos marges pour une troisième année consécutive en 2014.

Tandis que les perspectives sont encourageantes pour la grande partie de nos secteurs d'activité, l'industrie du papier tissu fait face actuellement aux effets à court terme d'excédents de capacité de production. En 2014, nous ne prévoyons pas de changements importants au niveau du coût des fibres recyclées et nous devrions bénéficier de la dépréciation de la devise canadienne.

En dépit des défis de logistique normaux reliés au démarrage, la machine à papier de Greenpac progresse selon la courbe d'accélération de production. Nous devons continuer d'améliorer les aspects logistiques des opérations et nous sommes sur la bonne voie afin d'atteindre les objectifs de ce projet.

## RENSEIGNEMENTS À L'ÉGARD DU CAPITAL-ACTIONS

Au 31 décembre 2013, le capital-actions émis et en circulation se compose de 93 887 849 actions ordinaires (93 882 445 au 31 décembre 2012) et de 6 656 423 options d'achat d'actions qui étaient émises et en circulation (6 534 700 au 31 décembre 2012). En 2013, 560 391 options ont été émises, 75 304 ont été exercées, 32 063 ont été annulées et 331 301 ont expiré. En date du 12 mars 2014, le capital-actions émis et en circulation se compose de 93 887 849 actions ordinaires et de 6 656 423 options d'achat d'actions.

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET AUTRES ENGAGEMENTS

L'essentiel des obligations contractuelles et des engagements commerciaux de la Société est lié à l'encours de la dette, à des contrats de location-exploitation, ainsi qu'à des obligations liées aux régimes de retraite et ses autres régimes poste-emploi. Le tableau suivant résume ces obligations en date du 31 décembre 2012 :

### OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Paiements exigibles par période (en millions de dollars canadiens)	TOTAL	MOINS D'UN AN	ENTRE 1 ET 2 ANS	ENTRE 2 ET 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
Dette à long terme et location-financement incluant capital et intérêts	1 995	134	132	1 404	325
Contrats de location-exploitation	72	24	16	23	9
Régimes de retraite et autres régimes <sup>1</sup>	2 191	47	51	155	1 938
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>4 258</b>	<b>205</b>	<b>199</b>	<b>1 582</b>	<b>1 582</b>

<sup>1</sup> Ces montants représentent la totalité des prestations qui seront versées aux participants actuels dans les prochaines années et par la suite sans limite dans le futur. La majorité des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeur. La différence proviendra des rendements futurs escomptés sur les actifs des fonds ainsi que des cotisations futures qui seront versées par la Société pour les services rendus après le 31 décembre 2013.

## OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société a également conclu diverses ententes avec ses coentreprises, sociétés satellites et entités affiliées à un ou plusieurs administrateurs pour obtenir des matières premières, comme le papier recyclé, la pâte vierge et l'énergie, ainsi que des produits transformés et non transformés, en plus d'autres ententes dans le cours normal de ses activités. Le montant global des ventes de la Société à ses coentreprises et autres sociétés apparentées s'est élevé à 106 M\$ et à 99 M\$ pour 2013 et 2012 respectivement. Le montant global des ventes des coentreprises et autres sociétés apparentées à la Société s'est chiffré à 114 M\$ et 76 M\$ pour 2013 et 2012 respectivement.

## PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

### PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les estimations et jugements sont continuellement évalués et sont basés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, incluant l'anticipation d'événements futurs qui sont jugés raisonnables dans les circonstances.

### PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la présentation des éventualités à la date du bilan ainsi que sur les postes de revenus et de charges pour les exercices présentés. La direction réévalue régulièrement, en fonction des informations disponibles, ses estimations, y compris celles relatives aux coûts environnementaux, à la durée de vie utile des immobilisations corporelles, à la dépréciation des actifs à long terme et aux écarts d'acquisition, ainsi qu'aux avantages du personnel, au recouvrement des comptes débiteurs, à la juste valeur des instruments financiers, aux éventualités et aux impôts. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont connus.

#### A. DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME, ACTIFS INCORPORELS ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, la Société utilise plusieurs hypothèses dont des informations externes provenant de l'industrie lorsqu'elles sont disponibles et comprenant, entre autres, les niveaux de production, les prix de vente, les volumes, le coût des matières premières, les taux de change, les taux de croissance, le taux d'actualisation et les dépenses en capital.

La Société est d'avis que ces hypothèses sont raisonnables. Ces hypothèses requièrent un degré important de jugement, sont d'une grande complexité, et reflètent les meilleures estimations de la direction en regard des informations disponibles à la date de mesure. De plus, les produits sont des produits de base, ce qui fait en sorte que leurs prix sont, de par leur nature, volatils et cycliques.

## **DESCRIPTION DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES RELATIVES AU TEST DE DÉPRÉCIATION**

### **TAUX DE CROISSANCE**

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société. Les revenus, les marges d'exploitation et les flux de trésorerie sont prévus sur une période de cinq ans et un taux de croissance perpétuel à long terme est appliqué par la suite. Pour bâtir ses prévisions, la Société a pris en compte l'expérience passée, les tendances économiques, telles que la croissance du produit intérieur brut et l'inflation, ainsi que les tendances du marché et de l'industrie.

### **TAUX D'ACTUALISATION**

La Société utilise la méthode d'actualisation afin de déterminer ses flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (CMPC) pour des entités comparables en activités dans des secteurs similaires à l'UGT, à un groupe d'UGT ou à un secteur isolable examiné sur la base des informations publiques accessibles.

### **TAUX DE CHANGE**

Les taux de change sont déterminés en utilisant les prévisions à moyen terme des banques pour les deux premières années de la prévision. Pour les trois années subséquentes, la Société utilise la moyenne des taux de change des cinq dernières années.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

### **B. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS**

La Société doit évaluer les impôts sur les résultats pour chaque territoire où elle exerce ses activités, ce qui inclut la nécessité d'estimer une valeur pour les pertes d'impôt actuelles en fonction de l'évaluation par la Société de sa capacité à les utiliser contre du revenu imposable futur avant qu'elles n'expirent. Si l'évaluation de la Société de sa capacité à utiliser les pertes d'impôt s'avère inexacte dans l'avenir, plus ou moins de pertes d'impôt pourraient être comptabilisées comme des actifs, ce qui augmente ou diminue la charge d'impôts, et par conséquent, influence les résultats de la Société pour l'année concernée.

### **C. AVANTAGES DU PERSONNEL**

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées est déterminée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées en utilisant les taux d'intérêt des obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance est près des conditions des engagements de retraite liés.

Le coût des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et selon les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des placements, de la progression des salaires, de l'âge de retraite des employés et des coûts prévus des soins de santé. L'obligation au titre des prestations constituées est évaluée en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date d'évaluation. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont sujettes à d'importantes incertitudes. Toutes les hypothèses sont revues annuellement.

## **JUGEMENT IMPORTANT UTILISÉ DANS L'APPLICATION DES POLITIQUES COMPTABLES**

### **FILIALES ET PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE**

Une part de jugement importante est requise pour évaluer si la structure de certaines participations représente le contrôle, le contrôle conjoint ou une influence notable sur les activités de l'entreprise. L'évaluation de la direction du contrôle, du contrôle conjoint ou de l'influence notable sur l'entreprise déterminera le traitement comptable requis pour notre participation dans celles-ci. La Société détient une participation de 59,7 % en partenariat avec des tierces parties (Greenpac). Puisque la Société n'a pas le pouvoir de diriger ni de diriger conjointement les politiques financières et opérationnelles de Greenpac, la participation est considérée comme une entreprise associée.

## CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES ET INFORMATIONS

### A) NOUVELLES NORMES IFRS APPLIQUÉES

#### IFRS 10 — ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables de par son implication avec l'entreprise détenue et qu'elle a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplacera SIC-12, Consolidation entités ad hoc et des parties de IAS 27, États financiers consolidés. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

#### IFRS 11 — PARTENARIATS

La nouvelle norme IFRS 11 exige d'un coentrepreneur de classer sa participation dans un accord de coentreprise comme une coentreprise ou une opération conjointe. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que pour une opération conjointe, le coentrepreneur reconnaîtra sa part de l'actif, du passif, des ventes et des dépenses dans l'opération conjointe. Selon les normes IFRS en vigueur, les entités ont le choix de la consolidation proportionnelle ou de la méthode de la mise en équivalence des participations dans des coentreprises. IFRS 11 remplacera IAS 31, Participations dans des coentreprises, et SIC-13, Entités contrôlées conjointement - apports non monétaires par des coentrepreneurs. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

#### IFRS 12 — DIVULGATION DES PARTICIPATIONS DANS D'AUTRES ENTITÉS

La nouvelle norme IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les opérations hors bilan. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également d'importantes exigences de divulgation supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la Société dans d'autres entités. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés. Cependant, plus d'informations seront nécessaires dans les notes afférentes aux états financiers.

#### IFRS 13 — ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

IFRS 13 est une norme globale d'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation ayant un effet dans toutes les normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date de mesure. Elle établit également des informations sur la mesure de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur la mesure et la divulgation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui dans de nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou une communication cohérente. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

#### IAS 19 — AVANTAGES DU PERSONNEL

L'IAS 19 a été modifiée, apportant des changements importants à la comptabilisation et à l'évaluation de la charge des régimes à prestations définies, des indemnités de fin de contrat de travail et l'amélioration de l'information à fournir pour tous les avantages du personnel. La norme modifiée exige la comptabilisation immédiate des gains et pertes actuariels dans les autres éléments du résultat global à mesure qu'ils surviennent, sans les recycler ultérieurement au résultat net. Le coût des services passés (qui inclut les gains et les pertes liés à la compression de régimes) n'est plus comptabilisé sur la période de service, mais est plutôt comptabilisé immédiatement dans la période où la modification du régime a lieu. Le coût des prestations de retraite est réparti entre (i) le coût des prestations acquises dans la période actuelle (coût du service) et la modification des prestations (coût des services passés, liquidations et compressions) ; et (ii) les charges financières ou les revenus. La charge financière ou la composante du revenu est calculée sur la base de l'actif ou du passif net des prestations définies. Un certain nombre d'autres modifications ont été faites quant à la reconnaissance, à la mesure et au classement, y compris la redéfinition des avantages à court et à long terme, les orientations sur les impôts relatifs aux avantages du régime, les orientations sur la gestion des risques et des coûts, et l'élargissement des divulgations. L'impact de cette norme sur les intérêts sur avantages du personnel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 est une augmentation de 15 M\$ (11 M\$, ou 0,11 \$ par action ordinaire de base et dilué net des impôts y afférents). Les autres éléments du résultat global augmentent de 11 M\$ (net des impôts y afférents de 4 M\$) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012. Il n'y a aucun impact sur les actifs et passifs liés aux avantages du personnel ni sur les actifs et passifs d'impôts différés.

#### IAS 1 — PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

L'IAS 1, Présentation des états financiers, a été modifiée afin d'exiger des entités la séparation des éléments présentés dans les autres éléments du résultat global en deux groupes distincts, basée sur le fait que ces éléments pourront ou non être recyclés dans l'avenir. Les entités qui choisissent de présenter les autres éléments du résultat global avant impôts seront tenues de présenter le montant d'impôts relatif aux deux groupes séparément. La modification est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2012 et l'application anticipée est permise. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact financier même si elle se traduit par une présentation différente de l'état consolidé du résultat global.

## **MODIFICATIONS À D'AUTRES NORMES**

En outre, il y a eu des modifications de normes existantes, y compris IAS 27, États financiers consolidés et individuels, et IAS 28, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises. IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée afin d'inclure les coentreprises dans son champ d'application et de répondre aux changements des normes IFRS 10 à 13. La Société a évalué ces changements et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

## **B) NOUVELLES NORMES IFRS NON ENCORE APPLIQUÉES**

### **IFRS 9 — INSTRUMENTS FINANCIERS**

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9, Instruments financiers, qui contient des exigences concernant les actifs financiers. Cette norme décrit la classification et l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples catégories et modèles de mesure contenus dans l'IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation, pour les instruments de dette par un nouveau modèle de mesure mixte ayant seulement deux catégories : le coût amorti et la juste valeur en résultats. IFRS 9 remplace également les modèles de mesure des instruments de capitaux propres, et ces instruments sont comptabilisés à la juste valeur aux résultats ou à la juste valeur au résultat global. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur au résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement de l'investissement, mais les autres gains et pertes (y compris les dépréciations) associés à ces instruments restent dans le cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment.

Des exigences pour les passifs financiers ont été ajoutées en octobre 2010 et elles correspondent essentiellement aux exigences actuelles de IAS 39, à l'exception des passifs financiers désignés à la juste valeur pour lesquels les changements de juste valeur en raison du risque de crédit sont enregistrés dans le résultat global.

En novembre 2013, IFRS 9 a été modifiée pour (i) inclure des orientations sur la comptabilité de couverture, (ii) permettre aux entreprises d'appliquer par anticipation l'exigence d'enregistrer les changements de juste valeur attribuables à la variation du propre risque de crédit d'une entreprise sur les passifs financiers désignés en couverture de juste valeur dans le résultat global sans devoir appliquer les autres exigences de IFRS 9 et (iii) révoquer la date de mise en application obligatoire du 1er janvier 2015 bien que la norme puisse toujours être adoptée par anticipation.

### **IFRS 7 — INSTRUMENTS FINANCIERS : INFORMATION À FOURNIR**

IFRS 7 exige la communication d'information sur les règlements bruts et nets des instruments financiers admissibles à la compensation dans l'état de la situation financière et des instruments assujettis à des accords généraux de compensation. Parallèlement aux modifications apportées à IFRS 7, l'IASB a modifié IAS 32, Instruments financiers : Présentation, afin de clarifier les exigences en vigueur relatives à la compensation des instruments financiers dans l'état de la situation financière. Les modifications apportées à IAS 32 entreront en vigueur le 1er janvier 2014. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

### **IAS 36 — DÉPRÉCIATION DES ACTIFS NON-FINANCIERS**

En mai 2013, l'IASB a modifié la norme IAS 36, Dépréciation des actifs non-financiers. Cette modification retire certaines informations relatives à la valeur recouvrable des UGT qui avait été inclus dans la norme IAS 36 par la publication de l'IFRS 13. Cette modification n'est pas obligatoire avant le 1er janvier 2014; cependant, la Société a adopté cette norme par anticipation au 31 décembre 2013. Cette norme n'a aucun impact sur les états financiers consolidés.

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES

### ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de la Société ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS.

Les CPCI ont été conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée au président et chef de la direction et au vice-président et chef de la direction financière par d'autres personnes et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont conclu, en se fondant sur leur évaluation, que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à l'émetteur leur est communiquée par d'autres personnes au sein de la Société.

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué l'efficacité du CIIF au 31 décembre 2013, selon le cadre établi dans le document intitulé Internal Control — Integrated Framework publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (COSO) (version 1992). En se fondant sur cette évaluation, ils ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace à cette date et s'attendent à certifier l'émission annuelle de la Société auprès de la « Securities and Exchange Commission » (SEC), comme l'exige la loi américaine Sarbanes Oxley.

Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2013, il n'y a eu aucun changement dans les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le CIIF.

## FACTEURS DE RISQUE

La Société est exposée à certains risques liés au marché dans le cours normal de ses activités, ce qui inclut les variations des prix de vente de ses principaux produits, des coûts des matières premières, des taux d'intérêt et des taux de change des devises étrangères, autant de facteurs influant sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. La Société gère l'exposition à ces risques et aux autres risques liés au marché par diverses activités régulières d'exploitation et de financement, ainsi que, de manière plus limitée, par l'utilisation d'instruments financiers dérivés. La Société utilise ces derniers comme mécanismes de gestion des risques et non dans le but de spéculer sur des investissements. Les sections qui suivent traitent des principaux éléments de risque et d'incertitude que nous avons répertoriés ainsi que de nos stratégies d'atténuation. Les éléments ne sont pas présentés dans un ordre particulier, étant donné que chaque risque est évalué en gravité et en probabilité d'occurrence. Nous prévenons le lecteur que la liste ne couvre pas tous les risques que nous courons et que nos stratégies d'atténuation ne permettront pas d'éliminer tous les risques.

**a) Les marchés de certains produits de la Société ont tendance à être cycliques et le prix de certains de ses produits, ainsi que celui des matières premières et le coût de l'énergie, pourrait fluctuer considérablement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur son entreprise, ses résultats d'exploitation, sa rentabilité et sa situation financière.**

Les marchés de certains produits de la Société, particulièrement le carton-caisse et le carton plat, sont extrêmement cycliques. Par conséquent, le prix de ce type de produits et des deux matières premières principales qui les constituent, le papier recyclé et la fibre vierge, ont fluctué considérablement par le passé et sont susceptibles de continuer à le faire à l'avenir, principalement en raison des déséquilibres entre l'offre et la demande sur le marché. La force de l'économie mondiale et dans les pays ou les régions où Cascades exerce ses activités, particulièrement au Canada et aux États-Unis, les deux marchés principaux de la Société, influe énormément sur la demande. Celle-ci est également touchée par la fluctuation des stocks détenus par les clients et les préférences de ces derniers. L'offre dépend principalement de la capacité du secteur et des taux d'utilisation de la capacité. En période de faiblesse économique, la réduction des dépenses des consommateurs et des entreprises fait chuter la demande, ce qui est susceptible d'entraîner la baisse des prix. Les participants au secteur peuvent également, à l'occasion, accroître leur capacité ou leur taux d'utilisation de la capacité, ce qui pourrait faire en sorte que l'offre excède la demande et que les prix baissent. Selon la conjoncture du marché et la demande connexe, Cascades pourrait interrompre sa production pour des motifs liés au marché. En outre, la Société pourrait ne pas être en mesure de maintenir ses prix actuels ou d'augmenter ses prix à l'avenir. Le cas échéant, cela aurait un effet défavorable sur ses revenus, sa rentabilité et ses rentrées de fonds. En outre, d'autres participants pourraient accroître leur capacité ou leur taux d'utilisation de la capacité, ce qui pourrait également avoir une incidence défavorable sur l'entreprise, les résultats

d'exploitation et la situation financière de la Société. Le prix de la fibre recyclée et de la fibre vierge fluctue considérablement. Le prix de ces matières pourrait présenter un risque pour les marges de profit de la Société s'il lui était impossible de relier les augmentations de prix à ses clients en temps opportun. Bien que le prix de la fibre recyclée fluctue généralement en fonction du prix des produits fabriqués à partir de papier recyclé, il se pourrait que ce ne soit pas toujours le cas. Si Cascades n'était pas en mesure d'augmenter le prix de vente de ses produits pour compenser la hausse du prix de la fibre recyclée ou de la fibre vierge, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur sa rentabilité et ses rentrées de fonds. En outre, Cascades utilise de l'énergie, principalement du gaz naturel et du mazout, pour générer la vapeur qu'elle utilise dans le cadre de la production et pour faire fonctionner la machinerie. Le prix de l'énergie, particulièrement du gaz naturel et du mazout, demeure très volatile. Cascades évalue constamment ses coûts énergétiques et étudie des moyens d'en tenir compte dans ses prix. Toutefois, si le prix de l'énergie devait augmenter, cela aurait un effet défavorable sur les frais de production, la situation concurrentielle et les résultats d'exploitation de la Société. Une augmentation importante pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société et des répercussions plus lourdes sur le marché qui pourraient nuire davantage à l'entreprise ou aux résultats financiers de la Société.

Afin d'atténuer le risque de prix, notre stratégie inclut l'utilisation d'instruments financiers dérivés en vertu desquels elle fixe le prix de quantités nominales de vieux carton ondulé, d'électricité et de gaz naturel.

Des données additionnelles sur nos programmes de couverture nord-américains de matières premières, d'électricité et de gaz naturel, au 31 décembre 2013, sont présentées ci-bas :

### COUVERTURE DES PRODUITS FINIS ET DES MATIÈRES PREMIÈRES EN AMÉRIQUE DU NORD

	BOÎTE DE CARTONNAGE ONDULÉE RECYCLÉE	PAPIERS DE BUREAU TRIÉS
Quantité en couverture (en t.c.)	10 200	12 000
% de la consommation annuelle en couverture	1 %	2 %
Prix moyen (en \$ US, en t.c.)	131 \$	117 \$
Juste valeur au 31 décembre 2013 (en millions de \$ CAN) <sup>1</sup>	(0,2) \$	— \$

<sup>1</sup> Basé sur différents indices.

### COUVERTURE DE L'ÉLECTRICITÉ EN AMÉRIQUE DU NORD

	ÉTATS-UNIS	CANADA
Consommation d'électricité	28 %	72 %
Consommation d'électricité dans un marché à tarif règlementé	50 %	75 %
% de la consommation en couverture dans un marché à tarif non règlementé (2014)	21 %	47 %
Prix moyens (2014 - 2017) (en \$ US, par KWh)	0,041 \$	0,027 \$
Juste valeur au 31 décembre 2013 (en millions de \$ CAN)	0,4 \$	(0,1) \$

### COUVERTURE DU GAZ NATUREL EN AMÉRIQUE DU NORD

	ÉTATS-UNIS	CANADA
Consommation de gaz naturel	35 %	65 %
% de la consommation en couverture (2014)	56 %	59 %
Prix moyens (2014 - 2017) (en \$ US, par mmBtu) (par \$ CAN, par GJ)	5,07 \$	4,71 \$
Juste valeur au 31 décembre 2013 (en millions de \$ CAN)	(5,2) \$	(12,7) \$

**b) Cascades doit affronter une forte concurrence et certains de ses concurrents pourraient profiter d'avantages notables au chapitre des coûts, être en mesure de réaliser des économies d'échelle supérieures ou pouvoir mieux résister aux périodes de diminution des prix et de conditions d'exploitation défavorables, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur la part du marché et la rentabilité de la Société.**

Les marchés des produits de la Société sont extrêmement concurrentiels. Sur certains de ses marchés, Cascades livre concurrence à un petit nombre d'autres producteurs, particulièrement pour ce qui est du papier tissu et des cartons plats. Dans certains secteurs d'activité, tels que celui du carton-caisse, la concurrence est plutôt mondiale, alors que dans d'autres, tels que le secteur du papier tissu, elle est plutôt régionale. Dans le segment des produits d'emballage de la Société, celle-ci doit également affronter la concurrence du matériel d'emballage de rechange, tel que le vinyle, le plastique et le polystyrène, ce qui peut donner lieu à un excédent de la capacité, à une diminution de la demande et des pressions au chapitre des prix. La concurrence sur les marchés où la Société exerce ses activités repose principalement sur le prix, le service à la clientèle ainsi que sur la qualité, la gamme et les caractéristiques de rendement de ses produits. La capacité de la Société de rivaliser avec succès dépend d'une variété de facteurs, notamment les suivants :

- sa capacité de maintenir une grande efficacité dans les usines et à avoir un taux d'exploitation élevé et des coûts de fabrication bas ;
- la disponibilité, la qualité et le coût des matières premières, particulièrement la fibre recyclée et la fibre vierge, et de la main-d'œuvre ;
- le coût de l'énergie.

Certains concurrents de la Société pourraient à l'occasion payer moins cher la fibre, l'énergie et la main-d'œuvre dont ils ont besoin et exercer leurs activités dans un contexte où la réglementation environnementale et gouvernementale est moins restrictive que celle à laquelle Cascades est soumise. Par exemple, les fabricants entièrement intégrés, qui sont ceux dont les besoins en pâtes et en autres fibres sont remplis entièrement par des sources internes, pourraient avoir certains avantages concurrentiels sur les fabricants qui ne sont pas entièrement intégrés, tels que Cascades, lorsque le prix des matières premières est relativement élevé, étant donné qu'ils sont en mesure d'obtenir un approvisionnement constant en matières premières à un coût susceptible d'être inférieur aux prix en vigueur sur le marché. Par comparaison, les concurrents qui sont moins intégrés que Cascades pourraient profiter d'avantages au chapitre des coûts lorsque le prix de la pâte ou de la fibre est relativement bas parce qu'ils sont en mesure d'acheter ces matières à un prix inférieur aux frais que la Société engage dans le cadre de la production. D'autres concurrents de plus grande envergure que Cascades pourraient réaliser de plus grosses économies d'échelle, à l'échelle mondiale, ou mieux résister aux périodes où les prix chutent ou alors où les conditions d'exploitation sont défavorables. En outre, les clients de la Société regroupent de plus en plus leurs entreprises. Si le nombre de clients de la Société diminue, sa force de négociation avec ses clients pourrait faiblir, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur ses prix, ses marges et sa rentabilité.

Afin d'atténuer le risque de concurrence, les objectifs de Cascades sont d'offrir des produits de qualité qui répondent aux besoins des clients à des prix compétitifs et un bon service à la clientèle.

**c) Comme la Société exerce ses activités à l'échelle internationale, elle est exposée à des risques politiques, sociaux et de change qui pourraient avoir un effet défavorable sur son entreprise, ses résultats d'exploitation, sa rentabilité et sa situation financière.**

Cascades compte des clients et exerce des activités à l'extérieur du Canada. En 2013, les ventes à l'extérieur du Canada représentaient environ 62 % des ventes de la Société, incluant 38 % qui étaient des ventes effectuées aux États-Unis. En 2013, 32 % des ventes des usines canadiennes ont été faites aux États-Unis.

Les activités internationales de la Société l'exposent à un certain nombre de risques et de défis, notamment les suivants :

- la commercialisation efficace de ses produits dans d'autres pays ;
- les tarifs et les autres barrières commerciales ;
- les cadres réglementaires et les contextes politiques différents qui s'appliquent aux activités de la Société dans certaines régions, tels que la conformité environnementale et en matière de santé et de sécurité.

En outre, les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens, tandis qu'une partie de ses ventes sont réalisées dans d'autres devises, principalement le dollar américain et l'euro. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours des dernières années a nuí aux résultats d'exploitation et à la situation financière comptabilisée de la Société, ce qui a eu une incidence directe sur les prix à l'exportation et a également contribué à réduire les prix libellés en dollars canadiens au Canada, étant donné que le prix de plusieurs gammes de produits de la Société est fixé en dollars américains. Toutefois, une grande partie de la dette de la Société est également libellée en devises autres que le dollar canadien. La Société possède des billets subordonnés en circulation et, également, quelques emprunts sous sa facilité de crédit qui sont libellés en dollars américains et en euro pour un montant de 760 M\$ US et de 175 M € respectivement au 31 décembre 2013.

De surcroît, dans certains cas, la devise dans laquelle la Société vend ses produits ne correspond pas à la devise dans laquelle elle engage des frais, ce qui peut avoir un effet défavorable sur sa rentabilité. La fluctuation du cours du change peut également influencer sur la situation concurrentielle relative d'une installation donnée si celle-ci doit affronter la concurrence de producteurs non locaux, ainsi que sur la capacité de la Société de commercialiser avec succès ses produits sur les marchés d'exportation. Par conséquent, si le dollar canadien demeurait fort de façon permanente vis-à-vis le dollar américain et l'Euro, cela pourrait avoir une incidence sur la rentabilité des installations de la Société et forcer Cascades à fermer des installations temporairement ou de façon permanente et, de ce fait, avoir un effet défavorable important sur son entreprise ou ses résultats financiers. Afin d'atténuer le risque de change sur les transactions commerciales futures, les actifs et les passifs constatés et l'investissement net dans les opérations étrangères, qui sont partiellement couverts par les achats et la dette, la direction a établi une politique exigeant que la Société gère le risque de change lié à sa monnaie fonctionnelle.

La Société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises et des options de devises relatifs aux ventes, achats, dépense d'intérêts et remboursements de la dette à long terme estimés. Les gains et les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couverture sont imputés au « cumul des autres éléments » du résultat global et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement des éléments couverts.



Des informations additionnelles sur notre programme de couverture de devises en Amérique du Nord sont présentées ci-bas :

#### COUVERTURE DE CHANGE EN AMÉRIQUE DU NORD <sup>1</sup>

Contrats de ventes et d'options :	2014	2015
Montant total en M\$ US	35 \$	25 \$
% estimé des ventes, net des dépenses des opérations canadiennes	12 %	12 %
Taux de change moyen (\$ US / \$ CAN)	0,9590	0,9696
Juste valeur au 31 décembre 2013 en M\$ CAN	—	(1) \$

<sup>1</sup> Voir la note 27 des états financiers consolidés pour plus de détails sur les instruments financiers.

#### d) Les activités de la Société sont assujetties à une réglementation environnementale rigoureuse et nécessitent des dépenses qui pourraient être importantes par rapport aux fonds provenant de l'exploitation.

La Société est soumise aux lois et règlements sur l'environnement imposés par l'ensemble des autorités gouvernementales et des organismes de réglementation dans tous les pays où elle exerce ses activités. Ces lois et règlements environnementaux imposent des normes strictes à la Société, notamment dans les domaines suivants :

- les émissions atmosphériques ;
- l'évacuation des eaux ;
- l'utilisation et la manipulation des matières dangereuses ;
- l'utilisation, la manipulation et l'élimination des déchets ;
- la décontamination environnementale.

La Société est également régie par la Comprehensive Environmental Response, Compensation and Liability Act des États-Unis (CERCLA), ainsi que par les autres lois applicables aux États-Unis, au Canada et en Europe, qui tiennent les entreprises responsables des études sur les substances dangereuses et de l'élimination de ces dernières. Les filiales européennes de la Société sont également assujetties au protocole Kyoto dans le but de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> à l'échelle mondiale. Chaque unité s'est vu assigner des droits d'émission (quota CO<sub>2</sub>). En se fondant sur l'année civile, si les émissions dépassent le quota CO<sub>2</sub>, la Société doit acheter sur le marché les crédits nécessaires pour couvrir son déficit.

Si la Société ne se conforme pas aux exigences des lois, des règlements ou des permis environnementaux applicables, elle pourrait se voir imposer des amendes ou des sanctions civiles ou criminelles ou faire l'objet de mesures coercitives, y compris des ordonnances réglementaires ou judiciaires ordonnant ou suspendant certaines activités ou exigeant que des mesures correctives soient prises ou que du matériel de contrôle de la pollution soit installé, ce qui pourrait être très coûteux. Il est difficile de prédire l'évolution future de ces lois et règlements ou leur incidence sur le bénéfice et l'exploitation futurs, mais il faudrait probablement engager des dépenses en immobilisations pour s'y conformer. En outre, la modification des lois et des règlements actuels régissant les activités de la Société ou leur mise en application plus stricte pourraient avoir un effet défavorable important sur son entreprise, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière. De plus, bien que Cascades s'efforce généralement de planifier les dépenses en immobilisations liées à la conformité environnementale et en matière de santé et de sécurité chaque année, les dépenses en immobilisations effectivement engagées pourraient excéder celles prévues dans les estimations. Le cas échéant, Cascades pourrait être forcée de réduire d'autres dépenses en immobilisations ou d'autres activités. En outre, la mise en application des lois et des règlements environnementaux existants devient de plus en plus stricte. La Société pourrait découvrir des situations ou des problèmes environnementaux inconnus qui découlent d'activités qu'elle a exercées par le passé ou qu'elle exerce actuellement ou pourrait se voir attribuer des responsabilités environnementales imprévues à l'avenir. Ces situations et responsabilités pourraient avoir les effets suivants :

- nécessiter des frais de remise en état des emplacements ou d'autres frais pour assurer la conformité aux lois ou règlements environnementaux ou corriger les violations de ceux-ci ;
- entraîner des réclamations gouvernementales ou privées pour dommages corporels, matériels ou environnementaux.

Un ou l'autre pourraient avoir un effet défavorable important sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Cascades pourrait être assujettie à une responsabilité absolue et, dans certaines circonstances, solidaire dans le cadre d'enquêtes de contamination des sols, y compris la contamination causée par des tiers, dans les propriétés qui lui appartiennent ou qu'elle exploite ou sur lesquelles la Société ou ses prédécesseurs ont pris des dispositions en vue de l'élimination de matières réglementées. Par conséquent, la Société participe de temps à autre à des poursuites et à des enquêtes administratives et judiciaires en matière environnementale. La Société pourrait être appelée à le faire à l'avenir et le montant total des frais futurs et des autres responsabilités environnementales qu'elle est susceptible d'engager pourrait être important.

À ce jour, la Société respecte, à tous égards importants, l'ensemble des lois et règlements environnementaux applicables. Toutefois, elle prévoit qu'elle devra continuer à engager des dépenses en immobilisations et des charges d'exploitation afin de maintenir cette conformité aux exigences applicables.

## **BOURSE DU CARBONE**

La Société est exposée à la Bourse du carbone et se doit de détenir des droits d'émission de gaz à effet de serre équivalents à ses émissions. Tout dépendant des circonstances, la Société pourrait devoir acheter des crédits additionnels sur le marché et pourrait devoir en acquérir davantage dans le futur. Ces transactions n'auraient pas d'incidence significative sur les finances de la Société et il n'est pas prévu que cet aspect change dans le futur.

### **e) Cascades pourrait subir des sinistres que ses assurances pourraient ne pas couvrir, en totalité ou en partie.**

Cascades a contracté des assurances responsabilité, contre les incendies et des couvertures supplémentaires complètes à l'égard de la plupart de ses installations, dont les caractéristiques et les montants d'assurance sont ceux d'usage au sein du secteur relativement à des biens similaires. Le coût des polices d'assurance de la Société a augmenté au cours des dernières années. En outre, certains types de sinistres, tels que ceux qui résultent des guerres, des actes de terrorisme ou des désastres naturels ne sont généralement pas assurés, soit parce qu'ils ne sont pas assurables soit parce qu'il n'est pas possible de les assurer de façon économique. De surcroît, les assureurs sont récemment devenus plus réticents à assurer certains types de sinistres. Si un sinistre non assuré ou un sinistre dont la valeur est supérieure au montant de la couverture survient, Cascades pourrait perdre les capitaux qu'elle a investis dans l'installation en question, ainsi que les revenus futurs qu'elle prévoyait tirer des activités de fabrication y ayant trait, tout en demeurant tenue de continuer à payer les hypothèques et les autres obligations financières reliées aux biens en question. Un tel sinistre pourrait avoir un effet défavorable sur son entreprise, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière.

Afin d'atténuer le risque de couverture d'assurance, la Société révisé sa stratégie annuellement avec le conseil d'administration et cherche différentes alternatives afin d'atteindre la forme de couverture d'assurance la plus efficiente au plus bas coût possible.

### **f) Les conflits de travail pourraient avoir un effet défavorable important sur la structure de coûts de la Société et sur sa capacité d'exploiter ses usines.**

En date du 31 décembre 2013, la Société comptait environ 12 200 employés, dont environ 10 200 travaillaient dans ses établissements canadiens et américains. Environ 41 % des employés de la Société sont syndiqués; ils font l'objet de 40 conventions collectives distinctes. En outre, en Europe, certains des établissements de la Société sont visés par des conventions collectives sectorielles nationales qui sont renouvelées chaque année. Si la Société ne réussit pas à négocier des conventions acceptables avec ces syndicats au moment de l'expiration des conventions existantes, cela pourrait entraîner des grèves ou des arrêts de travail ainsi qu'une hausse des frais d'exploitation attribuable à l'augmentation des salaires versés ou des avantages sociaux offerts aux employés syndiqués. Si les employés syndiqués amorcent un arrêt de travail ou se mettent en grève, cela pourrait perturber les activités de Cascades ou augmenter ses coûts de main-d'œuvre, ce qui pourrait avoir un effet défavorable important sur son entreprise, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses rentrées de fonds. Des 40 conventions collectives en cours, 13 expireront en 2014 et 10 autres en 2015.

En règle générale, la Société entreprend le processus de négociation plusieurs mois avant la date d'expiration ; elle est donc en train de négocier avec les syndicats dont les conventions collectives ont expiré ou expireront bientôt. Cependant, Cascades pourrait ne pas réussir à négocier de nouvelles conventions ou à les négocier selon des modalités satisfaisantes.

### **g) Cascades pourrait faire des placements dans des entreprises qu'elle ne contrôle pas et ne pas toucher de dividendes ou un rendement du capital investi ou ne pas toucher ceux-ci en temps utile.**

Cascades a mis sur pied des coentreprises et a fait des placements minoritaires en vue d'accroître son intégration verticale, d'améliorer le service à la clientèle et d'augmenter l'efficacité de la commercialisation et de la distribution aux États-Unis et sur d'autres marchés. Ses principaux placements minoritaires et coentreprises comprennent les suivants :

- trois coentreprises à 50 % avec Sonoco Products Company, deux au Canada et une aux États-Unis, qui fabriquent des produits spécialisés d'emballage de papier, comme les embouts de rouleaux et les cartons d'emballage pour rouleaux de papier ;
- une participation de 73 % dans Cascades Recovery Inc., exploitant canadien d'une entreprise de récupération et de recyclage de vieux papiers ;
- une participation de 34,85 % dans Boralex Inc., société canadienne ouverte et importante société privée productrice d'électricité vouée au développement et à l'exploitation de centrales d'énergie renouvelable qui compte des établissements au Canada, dans le nord-est des États-Unis et en France ;
- une participation de 57,61 % dans la filiale Reno de Medici, S.p.A., une société manufacturière de carton plat en Europe ; et

- une participation en coentreprise de 59,7 % dans Greenpac Mill LLC, une nouvelle société américaine qui fabrique un papier doublure à poids de base léger, fait à 100 % de fibres recyclées. La production a débuté en juillet 2013.

À l'heure actuelle, à l'exception de Cascades Recovery Inc. et RdM, Cascades n'a pas le contrôle effectif de ces entreprises. Le fait de ne pas contrôler les entreprises dans lesquelles elle investit pourrait compromettre sa capacité de recevoir des distributions de ces entreprises ou de mettre en œuvre son plan d'affaires entièrement. Si une entreprise qui n'est pas contrôlée par la Société contracte une dette ou conclut une autre convention, cela pourrait l'empêcher de verser des distributions à la Société. Même dans les cas où ni la loi ni un contrat n'empêchent ces entreprises de verser des dividendes ou des distributions à Cascades, la Société pourrait ne pas pouvoir influencer sur le versement des dividendes ou des distributions en question. En outre, si l'un ou l'autre des autres investisseurs dans une entreprise que la Société ne contrôle pas est en défaut d'exécution de ses obligations, cette entreprise pourrait ne pas être en mesure d'exercer ses activités conformément à son plan d'affaires ou Cascades pourrait devoir accroître le montant de sa participation. Si l'un ou l'autre de ces faits se matérialise, cela pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, les résultats d'exploitation, la situation financière et la capacité de faire les versements requis sur les billets de la Société.

En outre, la Société a conclu diverses conventions entre actionnaires relativement à ses coentreprises et à ses participations en actions. Certaines de ces conventions comportent une clause de sortie forcée, qui prévoit que si l'un des actionnaires offre d'acheter la totalité des actions appartenant aux autres parties à la convention, les autres parties devront soit accepter l'offre soit acheter la totalité des actions appartenant à l'actionnaire en question, selon les mêmes modalités. En outre, certaines des conventions prévoient que si un actionnaire fait l'objet d'une procédure de faillite ou est en défaut aux termes de l'une ou l'autre de ses dettes, les parties à la convention qui ne sont pas en défaut auront le droit de faire valoir la clause de sortie forcée ou de vendre leurs actions à un tiers. Le pouvoir de la Société d'acheter la participation des autres actionnaires dans ces coentreprises, si ceux-ci devaient faire valoir une telle clause de sortie forcée, pourrait être limité par les engagements prévus dans la facilité de crédit et l'acte de la Société. En outre, il se pourrait que Cascades n'ait pas suffisamment de fonds pour accepter l'offre ni le pouvoir de réunir des fonds adéquats au besoin, ce qui pourrait la forcer à vendre sa participation dans ces coentreprises ou à modifier son plan d'affaires.

Le 13 septembre 2007, nous avons conclu une entente de regroupement avec Reno de Medici S.p.A. (« RdM »), société publique italienne qui est le deuxième producteur de carton plat recyclé en importance en Europe. L'entente de regroupement a été modifiée le 12 juin 2009. Cette entente de regroupement comprenait, entre autres, que RdM et Cascades possédaient, respectivement, une option d'achat et une option de vente irrévocable d'acheter deux usines de carton plat vierge de Cascades (les « actifs vierges »). RdM pouvait exercer son option d'achat jusqu'à 120 jours après le dépôt des états financiers des actifs vierges pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 par Cascades à RdM. Cette option n'a pas été exercée par RdM et est maintenant échue. Cascades pouvait exercer son option de vente jusqu'à 120 jours après le dépôt des états financiers des actifs vierges pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 par Cascades à RdM. Le prix de l'option d'achat était fixé à 6,5 fois le bénéfice d'exploitation avant amortissement (« BEAA ») vérifié selon les états financiers vérifiés de 2011 des actifs vierges. Le prix de l'option de vente était fixé à 6 fois le bénéfice d'exploitation avant amortissement (« BEAA ») vérifiés selon les états financiers vérifiés de 2012 des actifs vierges. Cascades Europe possédait aussi le droit d'exiger que le prix de l'option d'achat ou de l'option de vente soit payé par de nouvelles actions ordinaires de RdM. En 2013, ni RdM, ni Cascades n'a exercé l'option d'achat ou l'option de vente concernant l'achat des deux usines de carton plat vierge européennes de Cascades. Ces options sont maintenant échues.

De plus, en 2010, la Société a conclu une entente avec Industria E Innovazione (« Industria ») en vertu de laquelle Cascades détenait l'option d'acheter 9,07 % des actions de Reno de Medici S.p.A. (« RdM ») (100 % des actions détenu par Industria) pour 0,43 € par action entre le 1<sup>er</sup> mars 2011 et le 31 décembre 2012. Industria avait l'option d'exiger de Cascades qu'elle achète les actions d'Industria pour 0,41 € par action entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 31 mars 2014. Industria a levé l'option au deuxième trimestre de 2013 et a ainsi occasionné un déboursé de 14 M€ (19 M\$) à la Société.

**h) Les acquisitions ont été et continuent d'être un élément important de la stratégie de croissance de la Société, ce qui pourrait exposer celle-ci à des difficultés dans l'intégration des activités acquises, au détournement du temps et des ressources de la direction et à des responsabilités imprévues, entre autres risques commerciaux.**

Les acquisitions ont toujours été un élément important de la stratégie de croissance de la Société. Cascades prévoit continuer à rechercher des acquisitions stratégiques de façon sélective à l'avenir. Le pouvoir de la Société de réaliser des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises à l'avenir selon des modalités qui lui seraient favorables pourrait être limité par le nombre de cibles intéressantes, l'utilisation accrue de ses ressources internes et, dans la mesure où cela est nécessaire, son pouvoir d'obtenir du financement ou d'en obtenir selon des modalités satisfaisantes. Les acquisitions pourraient également exposer la Société à d'autres risques, y compris les suivants :

- difficultés dans l'intégration et la gestion des entreprises nouvellement acquises et dans l'amélioration de l'efficacité de leur exploitation ;
- difficultés dans le maintien de normes, de contrôles, de méthodes et de politiques uniformes dans tous les établissements de la Société ;
- accès à des marchés sur lesquels la Société a peu ou pas d'expérience ;
- capacité de la Société de garder à son service les employés clés des sociétés nouvellement acquises ;
- perturbations des activités en cours de la Société ;

- détournement du temps et des ressources de la direction.

En outre, les acquisitions futures pourraient forcer Cascades à contracter des dettes supplémentaires en vue de financer une acquisition ou à prendre des dettes en charge dans le cadre d'une acquisition, et entraîner des coûts, des éléments de passif éventuels et des frais d'amortissement. La Société pourrait également engager des coûts et détourner l'attention de la direction d'acquisitions éventuelles qui ne se réaliseront jamais. Quant aux acquisitions qu'elle réalisera, il se pourrait que les synergies prévues ne se concrétisent jamais. Si la Société ne réussit pas à régler l'une ou l'autre de ces questions, cela pourrait avoir un effet défavorable sur ses résultats d'exploitation, sa situation financière et sa capacité de remplir ses obligations au chapitre du service à la dette, y compris les billets de premier rang en circulation.

Bien que Cascades effectue généralement une vérification diligente des entreprises ou des éléments d'actif qu'elle acquiert, et qu'elle prévoit continuer à le faire, il se peut qu'elle ne réussisse pas à découvrir toutes les responsabilités qui deviendraient les siennes à titre de successeur. Lorsque cela est possible, la Société essaie d'atténuer l'effet de ce type de responsabilités éventuelles en obtenant des indemnités et des garanties du vendeur, qui sont dans certains cas soutenues par le report du paiement d'une tranche du prix d'achat. Toutefois, ces indemnités et ces garanties, si elles sont obtenues, pourraient ne pas couvrir le montant intégral des responsabilités en raison de leur portée, de leur montant ou de leur durée limités, des ressources financières de la personne qui les a accordées ou d'autres raisons.

**i) La Société effectue des tests de dépréciation qui pourraient entraîner la baisse de la valeur de l'actif et, par conséquent, avoir un effet défavorable sur la Société.**

Les IFRS exigent que Cascades effectue régulièrement des tests de dépréciation de l'actif à long terme et de l'achalandage afin d'établir s'il faut diminuer la valeur de l'élément d'actif en question. La dévaluation d'un élément d'actif résultant d'un test de dépréciation donnerait lieu à une imputation hors caisse qui réduirait le bénéfice déclaré de la Société. En outre, la dévaluation de l'actif de la Société pourrait avoir un effet défavorable important sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles et, par conséquent, limiter son pouvoir d'emprunt.

**j) Certains initiés de Cascades sont collectivement propriétaires d'un pourcentage appréciable des actions ordinaires.**

MM. Bernard, Laurent et Alain Lemaire (les « Lemaire ») sont collectivement propriétaires de 32,6 % des actions ordinaires au 31 décembre 2013 et il se pourrait que, dans certains cas, leurs intérêts ne correspondent pas à ceux des autres porteurs d'actions ordinaires. Étant donné que les autres actions ordinaires de la Société sont détenues par un grand nombre d'actionnaires, les Lemaire pourraient effectivement être en mesure de faire ce qui suit :

- élire la totalité des administrateurs de la Société et, en conséquence, contrôler les questions qui doivent être approuvées par le conseil ;
- contrôler les questions soumises au vote des actionnaires, y compris les fusions, les acquisitions et les regroupements avec des tiers et la vente de la totalité ou de la quasi-totalité de l'actif de la Société ;
- exercer un contrôle ou une influence, d'une autre manière, sur l'orientation et les politiques de la Société.

En outre, les Lemaire pourraient avoir des intérêts dans des acquisitions, des désinvestissements ou d'autres opérations qui, à leur avis, pourraient augmenter la valeur de leur participation même si elles accroissent les risques auxquels sont exposés les détenteurs d'actions ordinaires.

**k) Si Cascades ne réussit pas à garder son personnel clé ou à le remplacer, en particulier si les Lemaire ne continuent pas à jouer un rôle actif dans l'entreprise de la Société, cela pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.**

Les Lemaire jouent un rôle clé dans la gestion et l'orientation de la Société. Bien que Cascades pense qu'ils continueront à jouer un rôle actif dans l'entreprise et que Cascades continuera d'être en mesure de recruter et de garder à son service d'autres personnes compétentes et de remplacer le personnel clé au besoin, la concurrence à cet égard pourrait être féroce. Le 9 mai 2013, la Société a annoncé la nomination de M. Mario Plourde à titre de président et chef de la direction de la Société à la suite d'une période de transition de deux ans au poste de chef de l'exploitation. M. Plourde possède une expérience de plus de 27 ans au sein de la Société. Cascades n'a pas souscrit d'assurance collaborateurs à l'égard des Lemaire ou d'autres membres de sa direction principale.

**l) Risques relatifs à l'endettement de la Société**

**Le degré d'endettement élevé de la Société pourrait avoir un effet défavorable sur sa santé financière et l'empêcher de remplir les obligations relatives à sa dette.** La Société a un endettement élevé. En date du 31 décembre 2013, l'encours de sa dette totalisait environ 1 635 M\$ sur une base consolidée, y compris les obligations découlant de contrats de location-acquisition. Elle pouvait également prélever environ 221 M\$ sur sa facilité de crédit renouvelable et celle de ses coentreprises. À la même date, son ratio d'endettement consolidé s'établissait à 60,2 %. Pour l'année 2013, les frais financiers de la Société incluant les avantages du personnel se sont élevés à 115 M\$.

Cascades a également des obligations considérables aux termes de contrats d'exploitation, qui sont décrites dans ses états financiers consolidés vérifiés qui sont intégrés aux présentes par renvoi.

Au cours du deuxième trimestre de 2013, l'agence de notation Standard & Poor's a revu à la baisse la cote de crédit à long terme de la Société, la faisant ainsi passer de "BB-" à "B+" en raison d'un désendettement plus lent et avec une perspective stable. Cela a occasionné une hausse du taux d'intérêt sur notre crédit bancaire rotatif de 37,5 points de base pour la seconde moitié de 2013.

Le 4 septembre 2012, la Société a annoncé qu'elle a obtenu l'accord de son syndicat bancaire pour prolonger et amender certaines conditions de son crédit bancaire rotatif de 750 M\$. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de la facilité est repoussée d'une année jusqu'en février 2016 et la grille de taux d'intérêt variable applicable sera ajustée pour mieux refléter les conditions de marché. Les autres conditions de financement demeureront inchangées.

En 2009, la Société a refinancé une portion de sa dette à long terme afin de prolonger son profil de maturité de 2013 à 2016, 2017 et 2020.

Les billets de premier rang en circulation de Cascades ont été cotés par Moody's Investor Service Inc. (« Moody's ») et par Standard & Poor's Corporation (« S&P »).

Le tableau suivant reflète la cote du crédit bancaire garanti/la cote corporative/la cote de solvabilité des billets de premier rang de la Société en date de l'approbation de l'analyse des résultats d'exploitation par le conseil d'administration, ainsi que son évolution comparativement aux exercices précédents :

Cote de solvabilité (perspective)	MOODY'S	STANDARD & POOR'S
2004	Ba1/Ba2/Ba3 (stable)	BBB-/BB+/BB+ (négatif)
2005 - 2006	Ba1/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB/BB- (négatif)
2007	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BBB-/BB/BB- (stable)
2008	Baa3/Ba2/Ba3 (négatif)	BB+/BB-/B+ (négatif)
2009 - 2010	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/B+ (stable)
2011	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/B+ (positive)
2012	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/B+ (négatif)
<b>2013</b>	<b>Baa3/Ba2/Ba3 (stable)</b>	<b>BB/B+/B (stable)</b>

Cette facilité de crédit est conclue avec des banques internationales hautement cotées. La Société peut décider de conclure des instruments financiers dérivés afin de réduire son taux d'intérêt et son exposition aux devises.

Le degré d'endettement de la Société pourrait avoir des conséquences graves pour les porteurs d'actions ordinaires, par exemple les suivantes :

- la Société pourrait avoir plus de difficulté à remplir les obligations relatives à sa dette ;
- la Société pourrait être davantage exposée aux pressions de la concurrence et à la faiblesse de l'économie ou du marché et être forcée de consacrer une tranche appréciable de ses fonds provenant de l'exploitation au service de la dette, ce qui l'empêcherait de s'en servir aux fins de fonds de roulement, des dépenses en immobilisations et des acquisitions ou aux autres fins générales de l'entreprise ;
- la Société aurait moins de latitude pour se préparer à l'évolution de son secteur ou y réagir ;
- la Société pourrait être limitée dans sa capacité d'obtenir d'autres sources de financement.

**Cascades pourrait contracter d'autres dettes à l'avenir, ce qui intensifierait les risques actuels.** Même si nous avons un endettement élevé, la Société et ses filiales seront en mesure de contracter d'autres dettes dans le futur. Même si notre facilité de crédit et les actes régissant nos billets subordonnés limitent la Société ou ses filiales restreintes d'avoir recours à de nouvelles dettes, ces restrictions sont sujettes à d'importantes exceptions et qualifications. Si la Société ou ses filiales contractent de nouvelles dettes, les risques de devoir rencontrer ses restrictions s'intensifient.

**Les modalités de la dette de la Société imposent des restrictions considérables aux activités que celle-ci peut exercer, ce qui pourrait l'empêcher de se préparer à l'évolution du marché ou d'y réagir ou de combler ses besoins en capitaux.** Les facilités de crédit de la Société et les actes régissant les billets de premier rang comprennent un certain nombre de clauses restrictives importantes, qui restreignent notamment le pouvoir de la Société de faire ce qui suit :

- contracter des emprunts ;
- verser des dividendes sur ses actions, racheter ses actions ou rembourser des titres d'emprunt subordonnés ;
- faire des placements ;
- vendre les actions de ses filiales ;

- garantir d'autres dettes ;
- conclure des conventions qui limitent le versement de dividendes ou d'autres distributions de filiales assujetties à des restrictions ;
- conclure des opérations avec des membres de son groupe ;
- créer ou prendre en charge des privilèges ou des sûretés ;
- conclure des opérations de cession-bail ;
- participer à des fusions ou à des regroupements d'entreprises ;
- vendre la totalité ou la quasi-totalité de son actif.

Ces clauses restrictives pourraient limiter le pouvoir de la Société de se préparer à l'évolution du marché ou d'y réagir ou de combler ses besoins en capitaux. Les facilités de crédit actuelles de la Société comprennent d'autres clauses qui sont encore plus restrictives, y compris des engagements financiers qui l'obligent à atteindre certains résultats financiers et d'exploitation et à se conformer à certains ratios financiers stipulés. Des événements indépendants de sa volonté pourraient l'empêcher de se conformer à ces engagements, ce qui pourrait l'obliger à réduire ses activités et ses projets de croissance.

Les clauses restrictives qui sont énoncées dans l'acte relatif aux billets de premier rang de la Société et les facilités de crédit de la Société ne s'appliquent pas aux coentreprises avec des actionnaires sans contrôle.

***Si la Société ne réussit pas à se conformer aux clauses restrictives de ses facilités de crédit, de l'acte relatif à ses billets de premier rang même si cela est attribuable à des événements indépendants de sa volonté, cela pourrait entraîner un cas de défaut qui pourrait devancer l'échéance de la dette.*** Si Cascades ne réussit pas à remplir les engagements et les autres exigences prévus dans les actes, la facilité de crédit, les nouvelles facilités de crédit ou ses autres titres d'emprunt, un cas de défaut pourrait se produire aux termes du titre d'emprunt pertinent. Le cas échéant, cela pourrait déclencher un défaut aux termes d'autres titres d'emprunt, Cascades pourrait se voir interdire l'accès à d'autres emprunts et les porteurs des titres d'emprunt en défaut pourraient déclarer certaines sommes payables immédiatement. Il se pourrait que l'actif et les rentrées de fonds de la Société ne soient pas suffisants pour rembourser toutes les sommes empruntées sur les titres d'emprunt. En outre, il se pourrait que la Société soit incapable de refinancer ou de restructurer les paiements à faire sur la dette applicable. Même si elle réussissait à obtenir du financement supplémentaire, il n'est pas certain que les modalités de ce financement seraient favorables. Des temps d'arrêt de production importants ou prolongés dans les opérations générales et des conditions économiques difficiles, pourraient avoir un impact sur la capacité de la Société à respecter ses ratios et pourraient mener Cascades à prendre des actions afin de réduire sa dette ou d'agir d'une manière contraire à nos objectifs opérationnels actuels.

**m) Cascades est une Société de portefeuille et est tributaire des rentrées de fonds générées par ses filiales pour remplir ses obligations relatives au service de la dette**

Cascades est structurée à titre de Société de portefeuille et son seul actif important est constitué des actions ou des autres participations en actions de ses filiales, de ses coentreprises et de ses placements minoritaires. À titre de Société de portefeuille, Cascades exerce la quasi-totalité de ses activités par l'intermédiaire de ces entreprises. Par conséquent, ses rentrées de fonds et sa capacité de remplir ses obligations relatives au service de la dette sont tributaires du bénéfice de ses filiales, des coentreprises et des placements minoritaires et de la distribution de ce bénéfice à Cascades, ou encore de prêts, d'avances ou d'autres paiements effectués par ces entreprises à Cascades. Le pouvoir de ces entreprises de verser des dividendes ou de faire d'autres paiements ou avances à Cascades sera tributaire des résultats d'exploitation de celles-ci et assujetti aux lois applicables et aux restrictions contractuelles prévues dans les actes qui régissent leurs dettes. En ce qui a trait aux coentreprises et aux placements minoritaires de la Société, Cascades pourrait ne pas exercer un contrôle suffisant pour faire en sorte que des distributions lui soient versées. Bien que la facilité de crédit et les actes limitent le pouvoir des filiales assujetties à des restrictions de s'entendre sur certaines restrictions qui s'appliqueraient à leur capacité de verser des dividendes ou de faire d'autres paiements à la Société, ces restrictions ne s'appliquent pas aux coentreprises ou aux placements minoritaires. Ces restrictions sont également assujetties à des exceptions et à des réserves importantes. Le pouvoir des filiales de la Société de générer des fonds provenant de l'exploitation suffisants pour permettre à celle-ci de faire les versements prévus sur sa dette sera tributaire de leurs résultats financiers futurs, qui pourraient subir les répercussions d'une vaste gamme de facteurs économiques, concurrentiels et commerciaux, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société. Si les filiales de la Société ne génèrent pas suffisamment de fonds provenant de l'exploitation pour permettre à la Société de remplir les obligations relatives à sa dette, Cascades pourrait devoir mettre en œuvre d'autres plans de financement, par exemple refinancer ou restructurer sa dette, vendre des éléments d'actif, réduire ou retarder ses dépenses en immobilisations ou tenter de réunir des fonds supplémentaires. Il pourrait être impossible de refinancer et il pourrait être impossible de vendre certains éléments d'actif ou encore, s'il est possible de les vendre, il se pourrait que Cascades n'en tire pas des sommes suffisantes. Quant au financement supplémentaire, il pourrait être impossible de l'obtenir ou de l'obtenir selon des modalités acceptables. Il se pourrait également que les modalités des divers titres d'emprunt de la Société interdisent à celle-ci d'obtenir du financement supplémentaire. Si la Société ne réussit pas à générer des rentrées de fonds suffisantes pour remplir les obligations relatives à sa dette ou à refinancer ses obligations selon des modalités raisonnables sur le plan des affaires, cela aurait un effet défavorable sur son entreprise, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Le bénéfice des filiales en exploitation de la Société et la somme que celles-ci seront en mesure de lui verser à titre de dividendes ou à un autre titre pourraient ne pas être suffisants pour permettre à la Société de remplir ses obligations au chapitre du service de la dette.

#### **n) Risques relatifs aux actions ordinaires**

***Le cours des actions pourrait fluctuer et les acquéreurs pourraient ne pas être en mesure de revendre les actions ordinaires au prix d'émission ou à un prix supérieur.*** Le cours des actions ordinaires pourrait fluctuer en raison d'un certain nombre de facteurs ayant trait à l'entreprise de la Société, y compris l'annonce de faits nouveaux, la variation des résultats d'exploitation de la Société, les ventes d'actions ordinaires effectuées sur le marché, le fait de ne pas répondre aux attentes des analystes, la situation générale dans les secteurs du cartons-caisse, du carton plat et des papiers tissu ou l'économie mondiale. Au cours des dernières années, les actions ordinaires, les actions d'autres sociétés exerçant leurs activités dans les mêmes secteurs et le marché boursier en général ont subi des fluctuations de prix assez considérables qui n'avaient aucun rapport avec le rendement de l'exploitation de sociétés visées. Il n'est pas certain que le cours des actions ordinaires ne continuera pas à fluctuer de façon marquée à l'avenir et que cela ne soit pas nécessairement attribuable au rendement de la Société.

#### **o) Risque de taux d'intérêt (flux de trésorerie et juste valeur)**

Comme la Société ne possède pas d'actif important portant intérêt, son bénéfice et ses flux de trésorerie d'exploitation sont relativement indépendants des variations des taux d'intérêt du marché.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la Société découle de ses emprunts à long terme. Les emprunts à taux d'intérêt variables exposent la Société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les emprunts à taux fixes exposent la Société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

#### **p) Risque de crédit**

Le risque de crédit découle de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès de banques et d'institutions financières. La Société réduit ce risque en faisant affaire avec des institutions solvables.

La Société est exposée au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de ses clients. Afin de réduire ce risque, la politique de crédit de la Société comprend l'analyse de la situation financière de ses clients et un examen régulier de leurs limites de crédit. De plus, la Société croit qu'il n'y a pas de concentration du risque de crédit grâce à la diversité géographique de ses clients et aux procédures mises en place par la direction pour gérer le risque commercial. Les instruments financiers dérivés comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie.

#### **q) Implantation d'un Progiciel de gestion intégrée (PGI)**

La Société a également débuté la modernisation de son système d'information financière avec l'implantation d'un Progiciel de gestion intégrée (PGI). La Société a identifié les risques associés avec ledit projet et a adopté un plan, étape par étape, pour gérer les risques liés à sa mise en œuvre. La Société a mis en place une équipe de gestion de projet détenant des habiletés et des connaissances en la matière et a fait appel à des consultants externes qui apportent leur expertise et fournissent de la formation. Soutenue par la haute direction et des employés clés, la Société a entrepris en 2010 une analyse détaillée de ses besoins et a lancé avec succès un projet pilote dans une de ses usines en novembre de cette même année. L'équipe du projet a finalisé un plan détaillé pour ses activités de fabrication et quelques unes de ses activités de transformation et a débuté l'implantation dans quelques-unes de ses usines au 31 décembre 2012 et 2013. L'équipe de projet poursuit l'étude du plan complet et la programmation pour ses activités de transformation et évalue la stratégie de déploiement pour les années à venir, y compris les ressources humaines et le capital requis pour le projet.

## RAPPORT DE LA DIRECTION AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.

Le 12 mars 2014

Les états financiers consolidés ci-joints sont la responsabilité de la direction de Cascades Inc. et ont été examinés par le comité d'audit et des finances et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et comprennent des montants fondés sur des hypothèses posées par la direction ainsi que sur le jugement de celle-ci.

La direction de la Société est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel afin de s'assurer de leur concordance avec les états financiers consolidés et les activités de la Société.

La direction de la Société est responsable de l'élaboration, de l'établissement et du maintien des procédures et des contrôles internes appropriés relatifs à l'information financière afin de s'assurer que les états financiers destinés au public sont présentés de manière fidèle, conformément aux IFRS. Ces systèmes de contrôle interne visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

Les vérificateurs externes et internes ont libre accès au comité d'audit et des finances, composé d'administrateurs externes indépendants. Le comité d'audit et des finances, qui rencontre régulièrement au cours de l'exercice les membres de la direction financière de même que les vérificateurs externes et internes, examine les états financiers consolidés et recommande leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. vérificateurs externes, dont le rapport figure ci-après.



**Mario Plourde**

Le président et chef de la direction  
Kingsey Falls, Canada



**Allan Hogg**

Le vice-président et chef de la direction financière  
Kingsey Falls, Canada



# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.

Le 12 mars 2014

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Cascades Inc. et de ses filiales, qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2013 et 2012, et les états des résultats consolidés, du résultat global, des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

## Responsabilité de la direction pour les États financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Cascades Inc. et de ses filiales aux 31 décembre 2013 et 2012, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*<sup>1</sup>

Comptables professionnels agréés - Montréal, Canada

<sup>1</sup> FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique no A108517

# BILANS CONSOLIDÉS

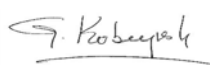
(en millions de dollars canadiens)	NOTE	31 DÉCEMBRE 2013	31 DÉCEMBRE 2012
			Redressé - Note 3a)
<b>Actifs</b>			
<b>Actifs à court terme</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		23	20
Comptes débiteurs	7 et 15	512	513
Impôts débiteurs		34	22
Stocks	8 et 15	543	497
Actifs financiers	27	2	15
		1 114	1 067
<b>Actifs à long terme</b>			
Participations dans des entreprises associées et coentreprises	9	261	222
Immobilisations corporelles	10 et 15	1 684	1 659
Actifs incorporels à durée de vie limitée	11	196	200
Actifs financiers	27	17	13
Autres actifs	12	108	70
Actifs d'impôt différé	18	118	128
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie illimitée	11	333	335
		3 831	3 694
<b>Passifs et capitaux propres</b>			
<b>Passifs à court terme</b>			
Emprunts et avances bancaires		56	80
Comptes créditeurs et charges à payer	13	590	551
Impôts créditeurs		2	1
Partie à court terme des provisions pour éventualités et charges	14	2	6
Partie à court terme des passifs financiers et autres passifs	16 et 27	11	74
Partie à court terme de la dette à long terme	15	39	60
		700	772
<b>Passifs à long terme</b>			
Dette à long terme	15	1 540	1 415
Provisions pour éventualités et charges	14	37	33
Passifs financiers	27	39	36
Autres passifs	16	212	264
Passifs d'impôt différé	18	109	80
		2 637	2 600
<b>Capitaux propres des actionnaires</b>			
Capital-actions	19	482	482
Surplus d'apport	20	17	16
Bénéfices non répartis		642	567
Cumul des autres éléments du résultat global	21	(60)	(87)
		1 081	978
Part des actionnaires sans contrôle		113	116
<b>Capitaux propres totaux</b>		1 194	1 094
		3 831	3 694

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Approuvé par le conseil d'administration



Alain Lemaire  
DIRECTEUR



Georges Kobrynsky  
DIRECTEUR

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS

NOTE	2013	2012
		Redressé - Note 3a)
	<b>3 849</b>	<b>3 645</b>
	<b>3 277</b>	<b>3 157</b>
	<b>406</b>	<b>382</b>
	<b>3</b>	<b>(1)</b>
	<b>33</b>	<b>36</b>
	<b>(5)</b>	<b>2</b>
	<b>(5)</b>	<b>(6)</b>
	<b>3 709</b>	<b>3 570</b>
	<b>140</b>	<b>75</b>
	<b>103</b>	<b>102</b>
	<b>12</b>	<b>13</b>
	<b>(2)</b>	<b>(8)</b>
	<b>3</b>	<b>(2)</b>
	<b>24</b>	<b>(30)</b>
	<b>12</b>	<b>(6)</b>
	<b>12</b>	<b>(24)</b>
	<b>2</b>	<b>(5)</b>
	<b>14</b>	<b>(29)</b>
	<b>3</b>	<b>(7)</b>
	<b>11</b>	<b>(22)</b>
	<b>0,09 \$</b>	<b>(0,18) \$</b>
	<b>0,09 \$</b>	<b>(0,18) \$</b>
	<b>0,11 \$</b>	<b>(0,23) \$</b>
	<b>0,11 \$</b>	<b>(0,23) \$</b>
	<b>93 885 402</b>	<b>94 157 726</b>
	<b>94 694 761</b>	<b>94 595 401</b>
	<b>9</b>	<b>(17)</b>
	<b>2</b>	<b>(5)</b>
	<b>11</b>	<b>(22)</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	NOTE	2013	2012
			Redressé - Note 3a)
<b>Bénéfice net (perte nette) incluant la part des actionnaires sans contrôle pour l'exercice</b>		<b>14</b>	<b>(29)</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Éléments qui peuvent être reclassés ultérieurement aux résultats</b>			
<b>Écarts de conversion</b>	21		
Variation des écarts de conversion cumulés des filiales étrangères autonomes		52	(13)
Variation des écarts de conversion cumulés relative aux activités de couverture des investissements nets		(30)	9
Impôts		4	(1)
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	21		
Variation de la juste valeur des contrats de change à terme		(7)	6
Variation de la juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêts		13	(7)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés de marchandises		9	4
Impôts		(6)	—
		35	(2)
<b>Éléments qui sont reclassés aux bénéfices non répartis</b>			
Gains (pertes) actuariels sur les obligations postérieures à l'emploi	17 et 22	97	(27)
Impôts		(26)	7
		71	(20)
<b>Autres éléments du résultat global</b>		<b>106</b>	<b>(22)</b>
<b>Résultat global pour l'exercice incluant la part des actionnaires sans contrôle</b>		<b>120</b>	<b>(51)</b>
<b>Résultat global pour l'exercice des actionnaires sans contrôle</b>		<b>12</b>	<b>(12)</b>
<b>Résultat global pour l'exercice attribuable aux actionnaires</b>		<b>108</b>	<b>(39)</b>
<b>Résultat global attribuable aux actionnaires :</b>			
Activités poursuivies		106	(34)
Activités abandonnées		2	(5)
<b>Résultat global</b>		<b>108</b>	<b>(39)</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

(en millions de dollars canadiens)	CAPITAL-ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>482</b>	<b>16</b>	<b>567</b>	<b>(87)</b>	<b>978</b>	<b>116</b>	<b>1 094</b>
Résultat global							
Bénéfice net	—	—	11	—	11	3	14
Autres éléments du résultat global	—	—	70	27	97	9	106
Dividendes	—	—	81	27	108	12	120
Options sur actions	—	—	(15)	—	(15)	—	(15)
Acquisitions de parts d'actionnaires sans contrôle	—	1	—	—	1	—	1
	—	—	9	—	9	(15)	(6)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>482</b>	<b>17</b>	<b>642</b>	<b>(60)</b>	<b>1 081</b>	<b>113</b>	<b>1 194</b>

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012

Redressé - Note 3a)

(en millions de dollars canadiens)	CAPITAL-ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>486</b>	<b>14</b>	<b>615</b>	<b>(86)</b>	<b>1 029</b>	<b>136</b>	<b>1 165</b>
Résultat global							
Perte nette	—	—	(22)	—	(22)	(7)	(29)
Autres éléments du résultat global	—	—	(16)	(1)	(17)	(5)	(22)
Dividendes	—	—	(38)	(1)	(39)	(12)	(51)
Options sur actions	—	—	(15)	—	(15)	—	(15)
Rachat d'actions ordinaires	—	1	—	—	1	—	1
Acquisitions de parts d'actionnaires sans contrôle	(4)	1	—	—	(3)	—	(3)
	—	—	5	—	5	(8)	(3)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>482</b>	<b>16</b>	<b>567</b>	<b>(87)</b>	<b>978</b>	<b>116</b>	<b>1 094</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

NOTE	2013	2012
Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)		
		Redressé - Note 3a)
<b>Activités d'exploitation des activités poursuivies</b>		
	11	(22)
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice attribuable aux actionnaires	(2)	5
Perte nette (bénéfice net) pour l'exercice généré par les activités abandonnées	9	(17)
Bénéfice net (perte nette) des activités poursuivies	Ajustements pour :	
Frais de financement et intérêts sur avantages du personnel	26	115
Amortissement		182
Perte (gain) sur acquisitions, cessions et autres	24	3
Baisse de valeur et autres frais de restructuration	25	30
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés		(6)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		(2)
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats		12
Part des résultats des entreprises associées et coentreprises		3
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires sans contrôle		3
Frais de financement nets payés		(100)
Impôts reçus (payés)		5
Dividendes reçus		12
Avantages du personnel et autres		(40)
	226	161
Variation hors caisse du fonds de roulement	26	6
	232	203
<b>Activités d'investissement des activités poursuivies</b>		
	(32)	(19)
Acquisitions de participations dans des entreprises associées et coentreprises	(148)	(161)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	12	20
Produits de la disposition d'immobilisations corporelles	(13)	(39)
Acquisitions d'actifs incorporels et d'autres actifs	6	—
Acquisition d'entreprise, déduction faite de la trésorerie acquise	(181)	(213)
<b>Activités de financement des activités poursuivies</b>		
	(31)	(11)
Emprunts et avances bancaires	76	117
Évolution des crédits bancaires rotatifs	15	(10)
Achat de billets subordonnés	14	8
Augmentation des autres dettes à long terme	(50)	(63)
Versements sur les autres dettes à long terme	15	(14)
Règlement sur instruments financiers dérivés	—	(3)
Rachat d'actions ordinaires	(19)	(3)
Acquisitions de parts d'actionnaires sans contrôle incluant les dividendes payés	(15)	(15)
Dividendes payés aux actionnaires de la Société	(49)	22
	2	12
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités poursuivies au cours de l'exercice</b>		
5	—	(4)
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités abandonnées de l'exercice</b>		
	2	8
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice</b>		
	1	—
<b>Écart de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>		
	20	12
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie au début de l'exercice</b>		
	23	20
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie à la fin de l'exercice</b>		

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## INFORMATIONS SECTORIELLES

La Société évalue la performance de ses secteurs d'activité en se basant sur leur bénéfice d'exploitation avant amortissement, qui n'est pas une mesure de performance définie par les Normes internationales d'information financière (IFRS). Cependant, le principal décideur opérationnel utilise cette mesure afin d'évaluer la performance opérationnelle de chacun de ces secteurs. Les résultats de chaque secteur d'exploitation sont préparés selon les mêmes normes que celles de la Société. Les activités intersectorielles sont comptabilisées sur les mêmes bases que les ventes à des clients externes, soit à la juste valeur. Les conventions comptables des secteurs isolables sont les mêmes que celles de la Société décrites à la note 2.

Les secteurs opérationnels de la Société sont présentés de manière cohérente avec l'information interne fournie au principal décideur opérationnel. Le chef de la direction a le pouvoir d'affectation des ressources et de gestion de la performance de la Société et constitue donc le principal décideur opérationnel.

La Société exerce ses activités dans les quatre secteurs suivants : Cartons-caisses, Carton plat Europe, Produits spécialisés (formant les produits d'emballage de la Société) et Papiers tissu.

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	VENTES	
	2013	2012
<b>Produits d'emballage</b>		
Cartons-caisses	1 314	1 189
Carton plat Europe	837	791
Produits spécialisés	774	791
Ventes intersecteurs	(61)	(68)
	<b>2 864</b>	<b>2 703</b>
<b>Papiers tissu</b>	<b>1 033</b>	<b>979</b>
Ventes intersecteurs et autres	(48)	(37)
<b>Total</b>	<b>3 849</b>	<b>3 645</b>

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	BÉNÉFICE (PERTE) D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT	
	2013	2012
		Redressé - Note 3a)
<b>Produits d'emballage</b>		
Cartons-caisses	153	64
Carton plat Europe	30	38
Produits spécialisés	32	49
	<b>215</b>	<b>151</b>
<b>Papiers tissu</b>	<b>150</b>	<b>138</b>
<b>Corporatif</b>	<b>(43)</b>	<b>(15)</b>
<b>Bénéfice d'exploitation avant amortissement</b>	<b>322</b>	<b>274</b>
Amortissement	(182)	(199)
Frais de financement et intérêts sur avantages du personnel	(115)	(115)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	2	8
Part des résultats des entreprises associées et coentreprises	(3)	2
<b>Bénéfice (perte) avant impôts sur les résultats</b>	<b>24</b>	<b>(30)</b>

## INFORMATIONS SECTORIELLES (SUITE)

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
	2013	2012
<b>Produits d'emballage</b>		
Cartons-caisses	44	72
Carton plat Europe	29	29
Produits spécialisés	22	15
	95	116
<b>Papiers tissu</b>	47	34
<b>Corporatif</b>	15	19
<b>Acquisitions totales</b>	157	169
Produits de la disposition d'immobilisations corporelles	(12)	(20)
Acquisitions en vertu de contrats de location-financement	(4)	(5)
	141	144
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les comptes créditeurs et autres charges à payer		
Début de l'exercice	28	25
Fin de l'exercice	(33)	(28)
<b>Acquisitions d'immobilisations corporelles, nettes des produits de dispositions</b>	136	141

(en millions de dollars canadiens)	ACTIFS TOTAUX	
	31 DÉCEMBRE 2013	31 DÉCEMBRE 2012
<b>Produits d'emballage</b>		
Cartons-caisses	1 312	1 256
Carton plat Europe	712	676
Produits spécialisés	469	502
	2 493	2 434
<b>Papiers tissu</b>	755	722
<b>Corporatif</b>	358	345
Élimination intersectorielles	(46)	(40)
	3 560	3 461
Participations dans des entreprises associées et coentreprises	261	222
Autres placements	10	11
<b>Actifs totaux</b>	3 831	3 694



La répartition par secteur géographique se détaille comme suit :

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2013	2012
<b>Ventes</b>		
Établissements situés au Canada		
Ventes intérieures	1 415	1 339
Ventes aux États-Unis	695	674
Ventes outre-mer	38	42
	<b>2 148</b>	<b>2 055</b>
Établissements situés aux États-Unis		
Ventes intérieures	779	723
Ventes au Canada	44	43
Ventes outre-mer	2	2
	<b>825</b>	<b>768</b>
Établissements situés en Italie		
Ventes intérieures	233	211
Ventes à d'autres pays	137	121
	<b>370</b>	<b>332</b>
Établissements situés dans d'autres pays		
Ventes en Europe	398	377
Ventes à d'autres pays	108	113
	<b>506</b>	<b>490</b>
<b>Total</b>	<b>3 849</b>	<b>3 645</b>

(en millions de dollars canadiens)	31 DÉCEMBRE 2013	31 DÉCEMBRE 2012
<b>Immobilisations corporelles</b>		
Canada	1 022	1 066
États-Unis	297	239
Italie	306	297
Autres pays	59	57
<b>Total</b>	<b>1 684</b>	<b>1 659</b>

(en millions de dollars canadiens)	31 DÉCEMBRE 2013	31 DÉCEMBRE 2012
<b>Écarts d'acquisition, listes et relations avec les clients et autres actifs incorporels à durée de vie limitée et illimitée</b>		
Canada	471	476
États-Unis	50	51
Italie	8	8
<b>Total</b>	<b>529</b>	<b>535</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour chacun des exercices compris dans la période de deux exercices terminée le 31 décembre 2013.

(Les chiffres des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et par option ainsi que le nombre d'actions et d'options)

### NOTE 1

#### INFORMATION GÉNÉRALE

Cascades Inc. et ses filiales (collectivement nommées « Cascades » ou « la Société ») fabriquent, transforment et distribuent des produits d'emballage et des papiers tissu principalement composés de fibres recyclées. Cascades Inc. est une société située au Québec, Canada, domiciliée au 404, boulevard Marie-Victorin, Kingsey Falls et dont les actions sont cotées à la Bourse de Toronto.

Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés le 12 mars 2014.

### NOTE 2

#### PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

##### MODE DE PRÉSENTATION

La Société établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR »), tels qu'ils sont définis dans le Manuel de CPA Canada – Comptabilité (le « Manuel de CPA Canada »), qui intègre les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board. Les méthodes comptables ayant servi à l'établissement des présents états financiers sont présentées ci-après. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

##### BASE DE MESURE

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon la convention du coût historique, à l'exception de la réévaluation de certains actifs et passifs financiers, incluant les dérivés, qui sont évalués à leur juste valeur.

##### PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, qui comprennent :

##### A. FILIALES

Les filiales sont composées de toutes les entités, incluant les entités à détenteurs de droits variables, dont la Société a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, donnant généralement lieu à une participation de plus de la moitié des droits de vote. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte pour déterminer si la Société contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à la Société. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse. Les conventions comptables des filiales sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. L'acquisition de filiales est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats sont consolidés à compter de la date d'acquisition. Le prix d'acquisition est mesuré à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs encourus ou assumés à la date de l'échange. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charges. Les actifs identifiables acquis ainsi que les passifs et passifs éventuels assumés dans un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, indépendamment de l'ampleur de tout intérêt des actionnaires sans contrôle. L'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé comme écart d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur de la contrepartie versée est inférieure à la juste valeur des actifs nets acquis de la filiale, l'excédent est comptabilisé à l'état des résultats consolidés. Les soldes, les transactions et les gains non réalisés sur les transactions entre les filiales sont éliminés.

Voici les principales filiales de la Société :

	POURCENTAGE DÉTENU (%)	JURIDICTION
Cascades Canada ULC	100	Alberta, Canada
Cascades Groupe Papiers Fins Inc.	100	Canada
Cascades Recovery Inc.	73	Canada
Cascades USA Inc.	100	Delaware
Cascades S.A.S. (France)	100	France
Cascades Europe S.A.S.	100	France
Reno de Medici S.p.A.	57,61	Italie

## B. TRANSACTIONS ET CHANGEMENTS DANS LA PARTICIPATION

Les acquisitions ou cessions de participations qui n'entraînent pas la perte de contrôle par la Société sont traitées comme des opérations sur les capitaux propres. Lors de l'acquisition ou de la cession de participations sans contrôle entraînant l'obtention ou la perte du contrôle par la Société, les gains ou les pertes résultant de la réévaluation de la participation antérieurement détenue ou de la participation sans contrôle sont comptabilisés à l'état des résultats consolidés.

## C. ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable, donnant généralement lieu à une participation variant de 20 % à 50 % des droits de vote. Les placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et sont initialement comptabilisés au coût. Les placements dans les entreprises associées incluent les écarts d'acquisition constatés au moment de l'acquisition, nets de toute baisse de valeur accumulée.

Les gains non réalisés sur les transactions entre la Société et ses entreprises associées sont éliminés à la hauteur de la participation de la Société dans ces entités. Les conventions comptables des entreprises associées sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. Les gains et pertes sur dilution découlant des participations dans des entreprises associées sont comptabilisés en résultats.

À chaque fin d'année, la Société évalue s'il y a des preuves objectives que ses intérêts dans des entreprises associées se sont dépréciés. S'il y a baisse de valeur, la valeur comptable de la participation de la Société dans les actifs sous-jacents des entreprises associées est ramenée à sa valeur recouvrable estimée (soit le plus élevé de la juste valeur de la participation diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité) et la charge est comptabilisée à l'état des résultats consolidés.

## D. COENTREPRISES

Une coentreprise est une entité dans laquelle la Société détient un intérêt à long terme et dont elle partage le contrôle conjoint sur les décisions relatives aux activités pertinentes. La Société comptabilise ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les politiques comptables des coentreprises sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les politiques adoptées par la Société.

## CONSTATATION DES PRODUITS

La Société comptabilise ses produits, lesquels sont constitués de ventes de marchandises, lorsqu'il est probable que les avantages économiques iront à la Société, que les marchandises ont été livrées, que les risques et avantages importants inhérents à la propriété sont transférés, que le montant de la vente est établi ou déterminable et que le recouvrement est considéré comme probable.

Les produits sont évalués sur la base des prix spécifiés dans le contrat de vente, déduction faite de l'escompte et des retours estimés au moment de la vente. L'expérience historique est utilisée pour estimer et prévoir les escomptes et les retours. Les rabais volume sont évalués sur la base prévue des ventes annuelles.

## INSTRUMENTS FINANCIERS ET COUVERTURE

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions d'un instrument. Les actifs financiers sont sortis du bilan lorsque le droit de recevoir des flux de trésorerie provenant des actifs a expiré ou a été transféré et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété.

Il y a compensation des actifs financiers et des passifs financiers lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants enregistrés et qu'il y a une intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Lorsqu'il y a compensation, le montant net est présenté au bilan consolidé.

## NOTE 2

### PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

#### CLASSEMENT

La Société classe ses instruments financiers selon les catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, disponibles à la vente ou autres passifs. Le classement dépend de la finalité pour laquelle les instruments financiers ont été acquis ou émis. La direction détermine le classement de ses actifs et passifs financiers au moment de la comptabilisation initiale. La Société utilise la comptabilisation à la date de règlement pour tous les actifs financiers.

#### A. ACTIF FINANCIER À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

Un actif financier ou un passif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement en vue d'être vendu ou racheté à court terme. Les instruments dérivés sont également inclus dans cette catégorie, sauf s'ils sont désignés comme des instruments de couverture. Lors de la comptabilisation initiale, ils sont désignés par la Société comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les coûts de transaction sont comptabilisés en charges aux résultats. Les gains et les pertes découlant des variations de la juste valeur sont constatés aux résultats avec les autres gains et pertes dans la période où ils surviennent. Les actifs financiers et les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés comme éléments à court terme, à l'exception de la partie qui devrait être réalisée ou réglée plus de douze mois après la date du bilan consolidé, qui est classée comme élément à long terme.

#### B. ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À LEUR ÉCHÉANCE

Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que la Société a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance, sauf les prêts et créances, les actifs financiers disponibles à la vente et les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces actifs financiers sont évalués au coût après amortissement. Aux 31 décembre 2013 et 2012, la Société n'a aucun actif financier détenu jusqu'à son échéance.

#### C. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui ne sont classés dans aucune autre catégorie. Les actifs financiers disponibles à la vente sont initialement enregistrés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction et sont ensuite évalués à leur juste valeur. Les gains et les pertes résultant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les actifs financiers disponibles à la vente sont présentés dans les actifs à long terme, sauf s'ils viennent à échéance au cours des douze prochains mois ou si la direction a l'intention de s'en départir au cours des douze prochains mois.

Les intérêts sur les actifs financiers disponibles à la vente sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont comptabilisés comme revenu d'intérêt dans les résultats. Les dividendes sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés aux résultats à titre de gains et pertes lorsque le droit de la Société d'en recevoir le paiement est établi. Lorsqu'un placement disponible à la vente est vendu ou subit une perte de valeur, les gains et les pertes accumulés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont comptabilisés au poste frais de vente et d'administration à l'état des résultats consolidés.

#### D. PRÊTS ET CRÉANCES

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances de la Société comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les comptes débiteurs, les effets à recevoir relatifs aux dispositions d'entreprises et un prêt relais à Greenpac. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif moins une provision pour baisse de valeur.

#### E. PASSIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI

Les passifs financiers au coût amorti comprennent les emprunts et avances bancaires, les comptes créditeurs et les charges à payer et la dette à long terme. Les comptes créditeurs et les charges à payer sont initialement comptabilisés au montant à payer, diminués, lorsque significatif, pour ramener les créditeurs à leur juste valeur. Ultérieurement, les comptes créditeurs et les charges à payer sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ces instruments sont présentés comme passifs à court terme si le paiement est dû dans les douze prochains mois. Sinon, ils sont présentés comme passifs à long terme.

#### DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

À chaque date de rapport, la Société évalue s'il y a des preuves objectives qu'un actif financier s'est déprécié. Si une telle preuve existe, la Société reconnaît une baisse de valeur, comme suit :

- i) Actifs financiers comptabilisés au coût amorti : La baisse de valeur est la différence entre le coût amorti du prêt ou de la créance et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur l'instrument d'origine. La valeur comptable de l'actif est réduite de ce montant soit directement, soit indirectement par l'utilisation d'un compte de provision.
- ii) Actifs disponibles à la vente : La baisse de valeur est la différence entre le coût initial de l'actif et la diminution permanente de sa juste valeur à la date de mesure, moins les baisses de valeur précédemment comptabilisées dans l'état des résultats. Ce montant représente la perte cumulée dans le cumul des autres éléments du résultat global qui est reclassé au bénéfice net.

Les baisses de valeur sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont renversées dans les périodes subséquentes si le montant de la diminution de la perte peut être objectivement lié à un événement survenu après la dépréciation. Les baisses de valeur sur les titres d'instruments de capitaux propres disponibles à la vente ne sont pas renversées.

## **INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET COUVERTURE**

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date à laquelle est conclu le contrat de dérivé et sont par la suite réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte dépend de la désignation de l'instrument financier dérivé comme instrument de couverture et le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains instruments financiers dérivés comme étant une :

- i) couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme (couverture de la juste valeur) ;
- ii) couverture de l'exposition à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie) ; ou
- iii) couverture d'un investissement net dans un établissement étranger (couverture d'investissement net).

La Société consigne de manière formalisée toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion des risques qui l'ont conduite à établir la relation. La Société documente également son appréciation, tant à la date à laquelle est conclue la couverture que sur une base continue, du fait que les dérivés qui sont utilisés dans les opérations de couverture sont très efficaces ou non pour compenser les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

La juste valeur totale d'un dérivé de couverture est classée comme un actif ou un passif à long terme lorsque l'échéance de l'élément couvert est à plus de douze mois et comme actif ou passif à court terme lorsque l'échéance résiduelle est de moins de douze mois. Les instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation sont classés dans les actifs ou les passifs à court terme.

### **A. COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE**

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans le résultat global. Les gains et les pertes liés à la partie non efficace sont immédiatement enregistrés dans l'état des résultats consolidés.

Les montants accumulés en capitaux propres sont reclassés en résultat dans la période où l'élément couvert affecte le résultat (par exemple, lorsque la vente prévue qui est couverte a lieu). Les gains ou les pertes liés à la partie efficace des swaps de taux d'intérêt qui couvrent les emprunts à taux variables sont comptabilisés dans les Frais de financement dans l'état des résultats consolidés. Les gains et les pertes liés à la partie non efficace sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés. Toutefois, lorsque la transaction prévue qui était couverte donne lieu à la comptabilisation d'un actif non financier (par exemple, des stocks ou des immobilisations corporelles), les gains et pertes précédemment reportés dans les capitaux propres sont transférés des capitaux propres et inclus dans l'évaluation initiale du coût de l'actif. Les montants différés sont finalement comptabilisés dans le coût des marchandises vendues dans le cas des stocks ou dans les amortissements dans le cas des immobilisations corporelles.

Lorsqu'un instrument de couverture arrive à échéance ou est vendu ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, tous les gains ou les pertes cumulés dans le résultat global demeurent dans les capitaux propres et sont comptabilisés lorsque la transaction prévue est finalement enregistrée dans l'état des résultats. Lorsqu'une transaction prévue ne surviendra pas, les gains et les pertes cumulés dans le résultat global sont immédiatement comptabilisés à l'état des résultats consolidés.

### **B. COUVERTURE D'INVESTISSEMENTS NETS**

Les couvertures d'investissements nets sont comptabilisées de la même manière que les couvertures de flux de trésorerie.

Tous les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture liés à la partie efficace de la couverture sont comptabilisés dans le résultat global. Les gains ou les pertes liés à la portion inefficace sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats.

Les gains et les pertes accumulés dans les capitaux propres sont inclus dans l'état des résultats consolidés lorsque l'entité étrangère est partiellement cédée ou vendue.

## **TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des espèces en caisse, des soldes bancaires et des placements à court terme liquides dont l'échéance est égale ou inférieure à trois mois.

## **COMPTES DÉBITEURS**

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une provision pour créances douteuses basée sur des prévisions de recouvrement.

## NOTE 2

### PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

#### STOCKS

Les stocks de produits finis sont évalués au moindre du coût moyen de fabrication ou de la méthode du prix de détail et de la valeur de réalisation nette. Les stocks de matières premières et les approvisionnements sont évalués au moindre du coût et du coût de remplacement, et le coût de remplacement peut se révéler être la meilleure mesure disponible de la valeur nette de réalisation. Le coût des matières premières et des approvisionnements est déterminé respectivement selon les méthodes du coût moyen et de l'épuisement successif. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires, déduction faite des frais de vente variables.

#### IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AMORTISSEMENT

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur, y compris les frais d'intérêts engagés durant la période de construction de certaines immobilisations corporelles. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux annuels variant de 20 à 33 ans pour les bâtiments, de 7 à 20 ans pour le matériel et l'outillage, de 5 à 10 ans pour le matériel roulant et de 3 à 10 ans pour les autres immobilisations corporelles, compte tenu de la durée d'utilisation de chacune des catégories d'immobilisations corporelles. Les coûts de réparations et d'entretien sont enregistrés à l'état des résultats consolidés au cours de la période pendant laquelle ils sont engagés.

Les valeurs résiduelles, les méthodes d'amortissement et les durées de vie utile des immobilisations corporelles sont revues annuellement et ajustées le cas échéant.

#### SUBVENTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT

Les subventions et les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût des immobilisations corporelles. Ils sont portés aux résultats en diminution de l'amortissement au même rythme que l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles ils se rapportent.

#### COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production de biens admissibles, qui sont des actifs qui demandent une période de temps considérable avant d'être prêts pour leur utilisation prévue, sont ajoutés au coût de ces actifs, jusqu'à ce que toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif à son utilisation prévue soient terminées.

Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés dans les résultats dans la période au cours de laquelle ils surviennent.

#### ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont composés des listes et relations avec les clients, des logiciels d'application et des baux à prix de faveur. Ils sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur, et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, selon les durées de vie utile estimatives suivantes :

Listes et relations avec des clients	Entre 2 et 30 ans
Actifs incorporels à durée de vie limitée	Entre 2 et 20 ans
Logiciels d'application	Entre 3 et 10 ans
Progiciel ("ERP")	7 ans
Baux à prix de faveur	Terme du bail

Les dépenses liées aux activités de recherche sont comptabilisées à titre de dépense dans la période au cours de laquelle elles surviennent.

#### DÉPRÉCIATION

##### A. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société doit évaluer s'il existe un quelconque indice que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs est inférieure à sa valeur recouvrable. À cette fin, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel il existe des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs (unité génératrice de trésorerie ou UGT).

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, la valeur comptable est réduite à la valeur recouvrable. Les baisses de valeur sont comptabilisées immédiatement à l'état des résultats consolidés à titre de Baisse de valeur et autres frais de restructuration.

Les reprises de baisses de valeur possibles sont évaluées lorsque des événements ou des changements dans les circonstances justifient un tel examen. La valeur comptable réévaluée est la plus élevée entre la valeur recouvrable estimée et la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune baisse de valeur n'avait été comptabilisée et si l'amortissement n'avait pas été pris précédemment sur l'actif ou l'UGT. Une reprise de baisse de valeur est comptabilisée directement dans l'état des résultats consolidés au poste Baisse de valeur et autres frais de restructuration.

## **B. ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE**

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée sont comptabilisés au coût d'acquisition moins les réductions de valeur. Ils ont une durée de vie illimitée en raison de leur nature permanente car ils sont des droits acquis et non assujettis à la désuétude. Ils font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle au 31 décembre, ou plus fréquemment, lorsqu'un événement ou des circonstances indiquent que la valeur pourrait être réduite de façon permanente. Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée sont alloués aux UGT aux fins du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas où la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. La répartition est faite à ces UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises dans lesquelles l'écart d'acquisition et les marques de commerce ont pris naissance. Les baisses de valeur sur écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée ne font pas l'objet de reprise.

## **C. VALEUR RECOUVRABLE**

La valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques à l'actif ou d'une UGT. Lors de la détermination de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, la Société estime s'il y a un prix de marché pour l'actif en cours d'évaluation. Sinon, la Société utilise l'approche basée sur les bénéfices.

## **CONTRATS DE LOCATION**

Les contrats de location dans lesquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont conservés par le bailleur sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements effectués en vertu de contrats de location simple sont imputés à l'état des résultats consolidés linéairement sur la durée du bail.

La Société loue certaines immobilisations corporelles. Les contrats de location d'immobilisations corporelles pour lesquels la Société détient la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en tant que contrats de location-financement. Les contrats de location-financement sont capitalisés à la date d'entrée en vigueur du contrat au moindre de la juste valeur du bien loué et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les immobilisations corporelles louées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la période la plus courte entre leur durée de vie estimative et la durée du contrat de location. Les paiements minimaux au titre de la location doivent être ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant. Les obligations correspondantes au contrat de location-financement, déduction faite des frais de financement, sont présentées dans la dette à long terme.

## **PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES**

Les provisions pour éventualités et charges comprennent principalement les poursuites légales et autres litiges. Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé et qu'il est probable que le règlement de l'obligation exigera une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou causera une perte financière, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsqu'il est attendu que la totalité ou une partie de la dépense nécessaire à l'extinction d'une provision sera remboursée par une autre partie, le remboursement doit être traité comme un actif distinct au bilan consolidé seulement si la Société a la quasi-certitude de recevoir ce remboursement.

Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues que la Société juge nécessaires pour éteindre l'obligation. Les taux d'actualisation reflètent les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à ce passif. L'augmentation des provisions liée au passage du temps est comptabilisée à titre de frais de financement.

## **RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE ET COÛTS ENVIRONNEMENTAUX**

Une obligation d'engager des coûts de restauration et d'environnement se pose lorsque des perturbations de l'environnement sont causées par le développement ou la production continue d'usines ou d'un site d'enfouissement. Ces coûts découlant de l'installation de l'usine et d'autres travaux de préparation du site sont prévus et capitalisés au début de chaque projet, ou dès que l'obligation d'assumer ces coûts se pose. Les coûts de démantèlement sont comptabilisés à la valeur estimée à laquelle l'obligation peut être réglée à la date du bilan consolidé, et sont imputés aux résultats sur la durée de l'opération, par la dépréciation de l'actif et la désactualisation de la disposition. Le taux d'actualisation est le taux avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques liés à l'obligation. Les coûts de restauration causés par des exploitations passées sont créés sur une base continue pendant la production et sont évalués à leur valeur actualisée et imputés aux résultats lorsque l'obligation survient.

Les changements dans la mesure d'un passif relatif au démantèlement d'une usine ou à d'autres travaux de préparation du site qui entraînent des changements dans le calendrier prévisionnel ou dans le montant des flux de trésorerie, ou un changement dans le taux d'escompte, sont ajoutés ou déduits du coût de l'actif lié au moment où les changements surviennent. Si une diminution du passif excède la valeur comptable de l'actif, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat. Si la valeur de l'actif est augmentée et qu'il y a une indication que la valeur comptable révisée n'est pas récupérable, un test de dépréciation est effectué conformément à la politique comptable pour les tests de dépréciation.

## NOTE 2

### PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

#### DETTE À LONG TERME

La dette à long terme est initialement comptabilisée à la juste valeur, déduction faite des frais de financement encourus. La dette à long terme est par la suite comptabilisée au coût amorti; toute différence entre les produits (nets des frais de transaction) et la valeur de rachat est comptabilisée à l'état des résultats consolidés et amortie selon la méthode des intérêts effectifs sur la durée de l'emprunt.

Les frais de financement versés lors de l'établissement du crédit bancaire renouvelable sont reconnus comme des frais de financement reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue du crédit bancaire renouvelable.

#### AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, des régimes à cotisations déterminées ainsi que des régimes enregistrés d'épargne-retraite (« REER ») collectifs, qui prévoient, pour la plupart de ses employés, le paiement de prestations de retraite. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont habituellement contributifs et fondés sur le nombre d'années de service et, dans la plupart des cas, sur la moyenne de la rémunération de fin de carrière. Les prestations de retraite feront l'objet, dans quelques cas seulement, d'une majoration partielle en fonction de l'inflation. La Société offre certains avantages postérieurs à l'emploi tels que des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance-vie, de soins médicaux et dentaires. Ces avantages autres que les régimes de retraite ne sont toutefois pas capitalisés. En outre, les régimes de soins médicaux et dentaires sont éliminés progressivement lors de la retraite et ne sont plus offerts à la majorité des nouveaux retraités et aux employés et l'allocation de retraite n'est pas offerte à ceux ne répondant pas à certains critères.

Le passif comptabilisé au bilan consolidé au titre des régimes de retraite à prestations déterminées correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées à la fin de la période considérée moins la juste valeur des actifs du régime. L'obligation au titre des prestations déterminées est calculée au moins tous les trois ans par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées et régulièrement mise à jour par la direction pour les opérations importantes et les changements de circonstances, y compris les changements dans les prix du marché et les taux d'intérêts jusqu'à la fin de la période.

Les gains et les pertes actuariels déterminés dans le calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées et de la juste valeur des actifs des régimes sont comptabilisés dans le résultat global et enregistrés immédiatement dans les bénéfices non répartis sans recyclage à l'état des résultats consolidés. Le coût des services passés est immédiatement comptabilisé dans les résultats.

Lorsque la restructuration d'un régime de retraite entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Les frais d'intérêts sur les régimes de retraite et les autres avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés à titre de frais de financement. La date de mesure des régimes d'avantages du personnel est le 31 décembre de chaque année. Une évaluation actuarielle est effectuée au moins tous les trois ans. Sur la base des soldes au 31 décembre 2013, 45 % des plans ont été évalués au 31 décembre 2012 (55 % en 2010).

#### IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts différés. Selon cette méthode, les impôts différés sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt différé à la date du bilan consolidé. Les actifs d'impôt différé sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif se réalisera.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et lorsque les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler sur la base de leur montant net.

#### CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités de la Société sont évalués en utilisant la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société est implantée (la monnaie fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société.

#### A. OPÉRATIONS CONCLUES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les opérations libellées en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de l'unité d'affaires sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les gains et les pertes de change non réalisés à la conversion d'autres actifs et passifs monétaires sont pris en compte dans l'état des résultats consolidés de l'exercice.

#### B. ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

Les actifs et les passifs des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice. Les gains ou les pertes de conversion sont



enregistrés dans le cumul des autres éléments du résultat global.

### **PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS**

La Société applique la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les attributions d'options d'achat d'actions aux membres de la direction et aux employés cadres. Cette méthode consiste à enregistrer une dépense aux résultats en fonction des conditions de levée des options attribuées de chaque émission. La juste valeur de chaque émission est calculée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes. Ce modèle a été conçu afin d'estimer la juste valeur des options négociées qui ne comportent aucune restriction en matière d'acquisition de droits et qui sont entièrement transférables. Toute contrepartie payée par les employés à la levée des options ainsi que toute rémunération à base d'actions y afférente sont créditées au capital-actions.

### **DISTRIBUTION DE DIVIDENDES**

La distribution de dividendes aux actionnaires de la Société est reconnue comme un passif dans les états financiers consolidés de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par le conseil d'administration de la Société.

### **RÉSULTATS PAR ACTION ORDINAIRE**

Les résultats par action ordinaire de base sont calculés en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Les résultats dilués par action ordinaire sont déterminés en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte des instruments dilutifs qui sont principalement les options d'achat d'actions selon la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, les instruments qui ont un effet dilutif, soit lorsque le cours moyen de l'action pour la période est supérieur au prix d'exercice ou de levée, sont considérés comme ayant été exercés ou levés au début de la période, et le produit obtenu est considéré comme ayant été utilisé pour racheter des actions ordinaires de la Société au cours moyen de l'action de la période.

## **NOTE 3**

### **CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES ET INFORMATIONS**

#### **A) NOUVELLES NORMES IFRS APPLIQUÉES**

##### **IFRS 10 — ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables de par son implication avec l'entreprise détenue et qu'elle a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplacera SIC-12, Consolidation entités ad hoc et des parties de IAS 27, États financiers consolidés. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

##### **IFRS 11 — PARTENARIATS**

La nouvelle norme IFRS 11 exige d'un coentrepreneur de classer sa participation dans un accord de coentreprise comme une coentreprise ou une opération conjointe. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que pour une opération conjointe, le coentrepreneur reconnaîtra sa part de l'actif, du passif, des ventes et des dépenses dans l'opération conjointe. Selon les normes IFRS en vigueur, les entités ont le choix de la consolidation proportionnelle ou de la méthode de la mise en équivalence des participations dans des coentreprises. IFRS 11 remplacera IAS 31, Participations dans des coentreprises, et SIC-13, Entités contrôlées conjointement - apports non monétaires par des coentrepreneurs. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

##### **IFRS 12 — DIVULGATION DES PARTICIPATIONS DANS D'AUTRES ENTITÉS**

La nouvelle norme IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les opérations hors bilan. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également d'importantes exigences de divulgation supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la Société dans d'autres entités. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés. Cependant, plus d'informations seront nécessaires dans les notes afférentes aux états financiers.

##### **IFRS 13 — ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR**

IFRS 13 est une norme globale d'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation ayant un effet dans toutes les normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date de mesure. Elle établit également des informations sur la mesure de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur la mesure et la divulgation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui dans de nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou une communication cohérente. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

## NOTE 3

### CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES ET INFORMATIONS (SUITE)

#### IAS 19 — AVANTAGES DU PERSONNEL

L'IAS 19 a été modifiée, apportant des changements importants à la comptabilisation et à l'évaluation de la charge des régimes à prestations définies, des indemnités de fin de contrat de travail et l'amélioration de l'information à fournir pour tous les avantages du personnel. La norme modifiée exige la comptabilisation immédiate des gains et pertes actuariels dans les autres éléments du résultat global à mesure qu'ils surviennent, sans les recycler ultérieurement au résultat net. Le coût des services passés (qui inclut les gains et les pertes liés à la compression de régimes) n'est plus comptabilisé sur la période de service, mais est plutôt comptabilisé immédiatement dans la période où la modification du régime a lieu. Le coût des prestations de retraite est réparti entre (i) le coût des prestations acquises dans la période actuelle (coût du service) et la modification des prestations (coût des services passés, liquidations et compressions) ; et (ii) les charges financières ou les revenus. La charge financière ou la composante du revenu est calculée sur la base de l'actif ou du passif net des prestations définies. Un certain nombre d'autres modifications ont été faites quant à la reconnaissance, à la mesure et au classement, y compris la redéfinition des avantages à court et à long terme, les orientations sur les impôts relatifs aux avantages du régime, les orientations sur la gestion des risques et des coûts, et l'élargissement des divulgations. L'impact de cette norme sur les intérêts sur avantages du personnel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 est une augmentation de 15 M\$ (11 M\$, ou 0,11 \$ par action ordinaire de base et dilué net des impôts y afférents). Les autres éléments du résultat global augmentent de 11 M\$ (net des impôts y afférents de 4 M\$) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012. Il n'y a aucun impact sur les actifs et passifs liés aux avantages du personnel ni sur les actifs et passifs d'impôts différés.

#### IAS 1 — PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

L'IAS 1, Présentation des états financiers, a été modifiée afin d'exiger des entités la séparation des éléments présentés dans les autres éléments du résultat global en deux groupes distincts, basée sur le fait que ces éléments pourront ou non être recyclés dans l'avenir. Les entités qui choisissent de présenter les autres éléments du résultat global avant impôts seront tenues de présenter le montant d'impôts relatif aux deux groupes séparément. La modification est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2012 et l'application anticipée est permise. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact financier même si elle se traduit par une présentation différente de l'état consolidé du résultat global.

#### MODIFICATIONS À D'AUTRES NORMES

En outre, il y a eu des modifications de normes existantes, y compris IAS 27, États financiers consolidés et individuels, et IAS 28, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises. IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée afin d'inclure les coentreprises dans son champ d'application et de répondre aux changements des normes IFRS 10 à 13. La Société a évalué ces changements et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

### B) NOUVELLES NORMES IFRS NON ENCORE APPLIQUÉES

#### IFRS 9 — INSTRUMENTS FINANCIERS

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9, Instruments financiers, qui contient des exigences concernant les actifs financiers. Cette norme décrit la classification et l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples catégories et modèles de mesure contenus dans l'IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation, pour les instruments de dette par un nouveau modèle de mesure mixte ayant seulement deux catégories : le coût amorti et la juste valeur en résultats. IFRS 9 remplace également les modèles de mesure des instruments de capitaux propres, et ces instruments sont comptabilisés à la juste valeur aux résultats ou à la juste valeur au résultat global. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur au résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement de l'investissement, mais les autres gains et pertes (y compris les dépréciations) associés à ces instruments restent dans le cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment.

Des exigences pour les passifs financiers ont été ajoutées en octobre 2010 et elles correspondent essentiellement aux exigences actuelles de IAS 39, à l'exception des passifs financiers désignés à la juste valeur pour lesquels les changements de juste valeur en raison du risque de crédit sont enregistrés dans le résultat global.

En novembre 2013, IFRS 9 a été modifiée pour (i) inclure des orientations sur la comptabilité de couverture, (ii) permettre aux entreprises d'appliquer par anticipation l'exigence d'enregistrer les changements de juste valeur attribuables à la variation du propre risque de crédit d'une entreprise sur les passifs financiers désignés en couverture de juste valeur dans le résultat global sans devoir appliquer les autres exigences de IFRS 9 et (iii) révoquer la date de mise en application obligatoire du 1er janvier 2015 bien que la norme puisse toujours être adoptée par anticipation.

#### IFRS 7 — INSTRUMENTS FINANCIERS : INFORMATION À FOURNIR

IFRS 7 exige la communication d'information sur les règlements bruts et nets des instruments financiers admissibles à la compensation dans l'état de la situation financière et des instruments assujettis à des accords généraux de compensation. Parallèlement aux modifications apportées à IFRS 7, l'IASB a modifié IAS 32, Instruments financiers : Présentation, afin de clarifier les exigences en vigueur relatives à la compensation des instruments financiers dans l'état de la situation financière. Les modifications apportées à IAS 32 entreront en vigueur le 1er janvier 2014. La Société a évalué cette norme et il n'y a aucun impact sur les états financiers consolidés.

## IAS 36 — DÉPRÉCIATION DES ACTIFS NON-FINANCIERS

En mai 2013, l'IASB a modifié la norme IAS 36, Dépréciation des actifs non-financiers. Cette modification retire certaines informations relatives à la valeur recouvrable des UGT qui avait été inclus dans la norme IAS 36 par la publication de l'IFRS 13. Cette modification n'est pas obligatoire avant le 1er janvier 2014; cependant, la Société a adopté cet norme par anticipation au 31 décembre 2013. Cette norme n'a aucun impact sur les états financiers consolidés.

## NOTE 4

### PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les estimations et jugements sont continuellement évalués et sont basés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, incluant l'anticipation d'événements futurs qui sont jugés raisonnables dans les circonstances.

#### PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la présentation des éventualités à la date du bilan ainsi que sur les postes de revenus et de charges pour les exercices présentés. La direction réévalue régulièrement, en fonction des informations disponibles, ses estimations, y compris celles relatives aux coûts environnementaux, à la durée de vie utile des immobilisations corporelles, à la dépréciation des actifs à long terme et aux écarts d'acquisition, ainsi qu'aux avantages du personnel, au recouvrement des comptes débiteurs, à la juste valeur des instruments financiers, aux éventualités et aux impôts. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont connus.

#### A. DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME, ACTIFS INCORPORELS ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, la Société utilise plusieurs hypothèses dont des informations externes provenant de l'industrie lorsqu'elles sont disponibles et comprenant, entre autres, les niveaux de production, les prix de vente, les volumes, le coût des matières premières, les taux de change, les taux de croissance, le taux d'actualisation et les dépenses en capital.

La Société est d'avis que ces hypothèses sont raisonnables. Ces hypothèses requièrent un degré important de jugement, sont d'une grande complexité, et reflètent les meilleures estimations de la direction en regard des informations disponibles à la date de mesure. De plus, les produits sont des produits de base, ce qui fait en sorte que leurs prix sont, de par leur nature, volatils et cycliques.

#### DESCRIPTION DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES RELATIVES AU TEST DE DÉPRÉCIATION

##### TAUX DE CROISSANCE

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société. Les revenus, les marges d'exploitation et les flux de trésorerie sont prévus sur une période de cinq ans et un taux de croissance perpétuel à long terme est appliqué par la suite. Pour bâtir ses prévisions, la Société a pris en compte l'expérience passée, les tendances économiques, telles que la croissance du produit intérieur brut et l'inflation, ainsi que les tendances du marché et de l'industrie.

##### TAUX D'ACTUALISATION

La Société utilise la méthode d'actualisation afin de déterminer ses flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (CMPC) pour des entités comparables en activités dans des secteurs similaires à l'UGT, à un groupe d'UGT ou à un secteur isolable examiné sur la base des informations publiques accessibles.

##### TAUX DE CHANGE

Les taux de change sont déterminés en utilisant les prévisions à moyen terme des banques pour les deux premières années de la prévision. Pour les trois années subséquentes, la Société utilise la moyenne des taux de change des cinq dernières années.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

#### B. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société doit évaluer les impôts sur les résultats pour chaque territoire où elle exerce ses activités, ce qui inclut la nécessité d'estimer une valeur pour les pertes d'impôt actuelles en fonction de l'évaluation par la Société de sa capacité à les utiliser contre du revenu imposable futur avant qu'elles n'expirent. Si l'évaluation de la Société de sa capacité à utiliser les pertes d'impôt s'avère inexacte dans l'avenir, plus ou moins de pertes d'impôt pourraient être comptabilisées comme des actifs, ce qui augmente ou diminue la charge d'impôts, et par conséquent, influence les résultats de la Société pour l'année concernée.

## NOTE 4

### PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS (SUITE)

#### C. AVANTAGES DU PERSONNEL

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées est déterminée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées en utilisant les taux d'intérêt des obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance est près des conditions des engagements de retraite liés.

Le coût des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et selon les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des placements, de la progression des salaires, de l'âge de retraite des employés et des coûts prévus des soins de santé. L'obligation au titre des prestations constituées est évaluée en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date d'évaluation. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont sujettes à d'importantes incertitudes. Toutes les hypothèses sont revues annuellement.

#### JUGEMENT IMPORTANT UTILISÉ DANS L'APPLICATION DES POLITIQUES COMPTABLES

##### FILIALES ET PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

Une part de jugement importante est requise pour évaluer si la structure de certaines participations représente le contrôle, le contrôle conjoint ou une influence notable sur les activités de l'entreprise. L'évaluation de la direction du contrôle, du contrôle conjoint ou de l'influence notable sur l'entreprise déterminera le traitement comptable requis pour notre participation dans celles-ci.

La Société détient une participation de 59,7 % en partenariat avec des tierces parties (Greenpac). Puisque la Société n'a pas le pouvoir de diriger ni de diriger conjointement les politiques financières et opérationnelles de Greenpac, la participation est considérée comme une entreprise associée.

## NOTE 5

### ACTIVITÉS ABANDONNÉES

- a. Le 11 mars 2011, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente pour la vente de Dopaco inc. et Dopaco Canada inc. (collectivement Dopaco), sa division de produits pour l'industrie de la restauration rapide qui faisait partie du secteur Cartons-caisses, à Reynolds Group Holdings Limited.

#### 2013

En 2013, nous avons renversé un passif de 2 M\$ qui avait été retenu après la transaction puisque ce passif ne s'est pas matérialisé.

#### 2012

La Société a conservé la responsabilité pour certains litiges en cours, à savoir une demande de dommages-intérêts par rapport à la contamination d'un site utilisé auparavant par Dopaco. En 2012, la Société a enregistré une provision de 2 M\$ (nets des impôts y afférents de 1 M\$) relative à ce litige. À la suite du règlement de ce litige, la Société a payé 2 M\$. En 2012, la Société a également enregistré une charge d'impôt de 3 M\$ relativement à la finalisation du calcul de l'impôt sur le gain de la vente de Dopaco.

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
<b>Résultats des activités abandonnées de Dopaco</b>		
Autres dépenses (revenus) et éléments spécifiques	(2)	3
Impôts sur les résultats	—	2
Bénéfice net (perte nette) des activités abandonnées	2	(5)
<b>Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire des activités abandonnées</b>		
De base	0,02 \$	(0,05) \$
Dilué	0,02 \$	(0,05) \$

- b. En 2012, la Société a versé 3 M\$ relativement à un règlement légal survenu en 2006 dans les activités de papiers fins qui ont été cédées en 2006.

## NOTE 6

### ACQUISITION D'ENTREPRISE

#### ACQUISITION 2012

Le 1<sup>er</sup> avril 2012, la Société a acquis la totalité des actions de Bird Packaging Limited (Bird), située en Ontario, pour une contrepartie en espèces de 14 M\$. Les actifs de Bird comprennent des équipements de transformation de cartons-caisses ainsi que des entrepôts situés à Guelph, à Kitchener et à Windsor. Cette acquisition fait partie du Groupe Cartons-caisses. L'excédent de la contrepartie versée sur la juste valeur nette des actifs acquis et des passifs pris en charge a résulté en un écart d'acquisition non déductible de 8 M\$ et est affecté à toutes les usines de transformation de l'UGT (unité génératrice de trésorerie) du Groupe Cartons-caisses du centre du Canada. La Société s'attend à ce que cette acquisition crée des synergies dans l'UGT.

L'allocation du prix d'acquisition a été finalisée au 30 septembre 2012.

Les actifs acquis et les passifs assumés sont constitués des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2012	
	SECTEUR D'ACTIVITÉ :	CARTONS-CAISSES
	ENTITÉ ACQUISE :	BIRD PACKAGING LIMITED
Juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés :		
Comptes débiteurs		5
Stocks		1
Immobilisations corporelles		3
Immobilisations liées à des contrats de location-financement		8
Liste de clients		4
Écart d'acquisition		8
Actifs totaux		29
Emprunt et avances bancaires		(1)
Comptes créditeurs et charges à payer		(3)
Dette à long terme		(2)
Obligation liée à des contrats de location-financement		(8)
Passifs d'impôt différé		(1)
Actif net acquis		14
Contrepartie en espèces payée		14

L'acquisition de Bird, sur une base individuelle, a contribué en 2012 pour 21 M\$ aux ventes et a généré un bénéfice net attribuable aux actionnaires nul aux résultats consolidés depuis son acquisition. Si l'acquisition avait eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les ventes et la perte nette consolidées attribuables aux actionnaires auraient été de 3 653 M\$ et 21 M\$ respectivement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012. Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse que les ajustements de juste valeur qui ont été apportés à la date d'acquisition auraient été les mêmes si l'acquisition avait eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

## NOTE 7 COMPTES DÉBITEURS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2013	2012
Comptes débiteurs		459	460
Comptes débiteurs provenant des parties liées	29	19	14
Moins : Provision pour créances douteuses		(13)	(12)
Comptes débiteurs - nets		465	462
Provisions pour rabais-volume		(27)	(23)
Autre		74	74
		512	513

En date du 31 décembre 2013, les comptes débiteurs de 155 M\$ (31 décembre 2012 — 161 M\$) étaient en souffrance mais non dépréciés. L'âge de ces comptes débiteurs à chaque date de divulgation est établi de la façon suivante :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Arriéré de 1-30 jours	118	121
Arriéré de 31-60 jours	23	27
Arriéré de 61-90 jours	9	9
Arriéré de 91 jours et plus	5	4
	155	161

Les mouvements de la provision pour créances douteuses de la Société concernant les comptes débiteurs sont reflétés comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Solde au début de l'exercice	12	13
Provision pour créances douteuses, nette du solde de début inutilisé	4	3
Créances radiées au cours de l'exercice	(3)	(4)
Solde à la fin de l'exercice	13	12

Les augmentations et les diminutions de provision pour créances douteuses ont été incluses dans les frais de vente et d'administration dans l'état des résultats.

L'exposition maximale au risque de crédit à la date de divulgation se rapproche de la valeur comptable de chaque catégorie de créances mentionnées ci-dessus.

## NOTE 8 STOCKS

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Produits finis	254	222
Matières premières	128	114
Approvisionnements	161	161
	543	497

Au 31 décembre 2013, les produits finis, les matières premières et les stocks d'approvisionnement ont été ajustés pour la valeur de réalisation nette (VRN) pour 1 M\$, nul et 4 M\$ respectivement (au 31 décembre 2012 — 4 M\$, nul et 2 M\$). Au 31 décembre 2013, la valeur comptable des stocks évalués à la VRN est de 22 M\$ pour les stocks de produits finis, nul pour les stocks de matières premières et de 4 M\$ pour les stocks d'approvisionnement (31 décembre 2012 — 21 M\$, nul et 3 M\$).

La Société a vendu tous les produits finis qui étaient dépréciés en 2012. En 2013 et en 2012, la Société n'a pas renversé d'ajustement de VRN précédemment enregistré sur des stocks. Les coûts de production comptabilisés en charges et inclus dans le coût des produits vendus s'élèvent à 1 473 M\$ (1 398 M\$ en 2012).

## NOTE 9

### PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES

#### A. LES PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES SONT DÉTAILLÉES COMME SUIT :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Participations dans des entreprises associées	230	187
Participations dans des coentreprises	31	35
	261	222

Les participations dans des entreprises associées et coentreprises au 31 décembre 2013 incluent des écarts d'acquisition de 20 M\$ (31 décembre 2012 — 20 M\$).

#### B. PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Voici les principales entreprises associées de la Société :

	POURCENTAGE D'ACTIONS DÉTENU (%)	RELATION D'AFFAIRES	PRINCIPAL LIEU D'AFFAIRES
Borex Inc.	34,85	Note 1	Kingsey Falls, Canada
Greenpac Holding LLC	59,7	Note 2	Niagara Falls, États-Unis

Note 1 : Borex Inc. est une société publique canadienne et un producteur d'électricité majeur dont l'activité principale est le développement et l'exploitation de centrales électriques qui génèrent des énergies renouvelables avec des activités au Canada, dans le nord des États-Unis et la France.

Note 2 : Greenpac Mill LLC est une société américaine qui fabrique un papier doublure à poids de base léger, fait à 100 % de fibres recyclées.

Les informations financières des principales entités associées de la Société se détaillent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2013		2012	
	BORALEX INC.	GREENPAC HOLDING LLC	BORALEX INC.	GREENPAC HOLDING LLC
<b>Bilan</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	125	13	107	3
Actifs à court terme	193	70	167	5
Actifs à long terme	1 229	479	1 063	335
Passifs à court terme	60	33	49	30
Passifs financiers à court terme	99	5	124	1
Passifs à long terme	50	—	40	—
Passifs financiers à long terme	828	338	675	183
<b>Résultats</b>				
Ventes	169	58	181	—
Amortissement	54	9	58	—
Frais de financement	51	11	49	—
Résultats des activités poursuivies	(5)	(18)	(9)	(1)
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	1	—	(2)	—
<b>Résultat global</b>				
Écarts de conversion	18	—	(1)	—
Couverture de flux de trésorerie	25	(10)	(4)	(12)
Actifs disponible à la vente	1	—	1	—
	44	(10)	(4)	(12)

La participation dans Borex Inc. a une juste valeur marchande de 142 M\$ au 31 décembre 2013 (31 décembre 2012 — 121 M\$).

## NOTE 9

### PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES (SUITE)

#### C. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Voici les principales coentreprises de la Société ainsi que le pourcentage des actions qu'elle détient :

	POURCENTAGE D'ACTIONS DÉTENUES (%)	RELATION D'AFFAIRES	PRINCIPAL LIEU D'AFFAIRES
Cascades Sonoco Inc.	50	Note 1	Birmingham et Tacoma, États-Unis
Cascades Conversion Inc.	50	Note 1	Kingsey Falls, Canada
Converdis Inc.	50	Note 1	Berthierville, Canada

Note 1 : Ces coentreprises produisent toutes des produits d'emballage en papier tels que les en-têtes, les rouleaux et les emballages.

Voici les informations sur les principales coentreprises de la Société :

	2013		
(en millions de dollars canadiens)	CASCADES SONOCO INC.	CASCADES CONVERSION INC.	CONVERDIS INC.
<b>Bilan</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2	—
Actifs à court terme	20	17	5
Actifs à long terme	12	21	5
Passifs à court terme	4	5	2
Passifs financiers à court terme	3	—	—
Passifs à long terme	3	2	1
<b>Résultats</b>			
Ventes	97	62	24
Amortissement	1	1	—
Résultats des activités poursuivies	7	6	1
Impôts sur les résultats	3	2	—
<b>Résultat global</b>			
Variation des écarts de conversion	1	—	—
	1	—	—
<b>Flux de trésorerie</b>			
Dividendes reçus des entreprises associées	6	3	—



(en millions de dollars canadiens)	CASCADES SONOCO INC.	CASCADES CONVERSION INC.	CONVERDIS INC.
<b>Bilan</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	4	—
Actifs à court terme	19	17	6
Actifs à long terme	11	23	5
Passifs à court terme	5	4	3
Passifs financiers à court terme	—	2	—
Passifs à long terme	2	3	1
<b>Résultats</b>			
Ventes	87	56	21
Amortissement	1	1	1
Résultats des activités poursuivies	7	6	2
Impôts sur les résultats	3	2	1
<b>Flux de trésorerie</b>			
Dividendes reçus des entreprises associées	4	5	—

La Société a reçu un montant de 1 M\$ en dividendes de l'une de ses entités associées, Niagara Sheet LLC, au 31 décembre 2012.

Il n'y a pas de passifs éventuels relativement à la participation de la Société dans les coentreprises ni aucun passif éventuel dans les entreprises elles-mêmes.

#### D. FILIALES AVEC PART D'ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

Voici les informations des filiales de la Société ayant une part d'actionnaires sans contrôle significative :

(en millions de dollars canadiens, sauf si mentionné autrement)	2013			2012		
	RENO DE MEDICI S.p.A.	NORCAN FLEXIBLE PACKAGING	CASCADES RECOVERY INC.	RENO DE MEDICI S.p.A.	NORCAN FLEXIBLE PACKAGING	CASCADES RECOVERY INC.
Principal lieu d'affaires	Milan, Italie	Mississauga, Canada	Toronto, Canada	Milan, Italie	Mississauga, Canada	Toronto, Canada
% d'actions détenues par les actionnaires sans contrôle	42,39 %	43,54 %	27 %	51,46 %	43,54 %	27 %
Résultat attribuable aux actionnaires sans contrôle	3	(1)	1	(7)	—	1
Participation des actionnaires sans contrôle cumulée à la fin de l'exercice	84	2	26	88	3	25
<b>Informations financières des filiales</b>						
Actifs	559	18	124	533	18	151
Passifs	360	13	39	362	11	57
Résultats	3	(1)	3	(7)	—	4
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	37	1	16	27	1	14
Trésorerie générée par les activités d'investissement	(17)	—	(5)	(21)	2	(4)
Trésorerie générée par les activités de financement	(21)	(1)	(16)	(5)	(3)	(9)

En 2010, la Société a conclu une entente avec Industria E Innovazione (« Industria ») en vertu de laquelle Cascades détenait l'option d'acheter 9,07 % des actions de RdM (100 % des actions détenues par Industria) pour 0,43 € par action entre le 1er mars 2011 et le 31 décembre 2012. Industria avait aussi l'option d'exiger de Cascades qu'elle achète ses actions pour 0,41 € par action entre le 1er janvier 2013 et le 31 mars 2014. Puisque l'option de vente détenue par Industria est devenue en vigueur le 1er janvier 2013, la part des actionnaires sans contrôle a été ajusté de 9,07 % à partir du 1er janvier 2013, passant ainsi à 42,39 %.

## NOTE 9

### PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES (SUITE)

#### E. PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES NON SIGNIFICATIVES

La valeur comptable des placements dans les entités associées non significatives pour la Société se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Entités associées non significatives		
Niagara Sheet LLC	3	3
Groupe NBG	1	1
Corpap Inc.	1	—
Longhorn Paper Converting LLC	—	—
Abzac Canada Inc.	6	7
Pac Service SpA	2	2
	13	13
Coentreprises non significatives		
Metro Municipal Recycling Services Inc.	—	2
1525429 Ontario Limited	1	1
Manucor SpA	—	2
Best Diamond Packaging LLC	4	4
Fresh Bailiwick	1	1
Norppap Inc.	1	1
	7	11
	20	24

La Société a reçu un montant de 3 M\$ en dividendes des coentreprises de Cascades Recovery au 31 décembre 2013.

La quote-part du résultat net des activités poursuivies dans les entités associées non significatives pour la Société se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Entités associées non significatives		
Niagara Sheet LLC	1	—
Groupe NBG	—	—
Corpap Inc.	—	(1)
Longhorn Paper Converting LLC	—	—
Abzac Canada Inc.	—	—
Pac Service SpA	—	—
	1	(1)
Coentreprises non significatives		
Metro Municipal Recycling Services Inc.	—	1
1525429 Ontario Limited	—	—
Manucor SpA	(2)	(3)
Best Diamond Packaging LLC	—	—
Fresh Bailiwick	—	—
Norppap Inc.	—	—
	(2)	(2)
	(1)	(3)

## NOTE 10 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	TERRAINS	BÂTIMENTS	MATÉRIEL ET OUTILLAGE	MATÉRIEL ROULANT	AUTRES	TOTAL
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>							
Coût		106	664	2 691	76	333	3 870
Amortissement cumulé et dépréciation		—	252	1 645	54	216	2 167
<b>Montant net</b>		<b>106</b>	<b>412</b>	<b>1 046</b>	<b>22</b>	<b>117</b>	<b>1 703</b>
<b>Exercice terminé le 31 décembre 2012</b>							
Montant net au début		106	412	1 046	22	117	1 703
Acquisitions		1	11	85	5	67	169
Dispositions		(2)	(1)	(3)	—	(3)	(9)
Amortissement		—	(25)	(139)	(6)	(11)	(181)
Acquisitions d'entreprises	6	—	8	3	—	—	11
Baisse de valeur		—	—	(24)	—	—	(24)
Autres		(1)	5	45	—	(50)	(1)
Écarts de change		—	(2)	(6)	—	(1)	(9)
<b>Montant net à la fin</b>		<b>104</b>	<b>408</b>	<b>1 007</b>	<b>21</b>	<b>119</b>	<b>1 659</b>
<b>Au 31 décembre 2012</b>							
Coût		104	681	2 764	78	225	3 852
Amortissement cumulé et dépréciation		—	273	1 757	57	106	2 193
<b>Montant net</b>		<b>104</b>	<b>408</b>	<b>1 007</b>	<b>21</b>	<b>119</b>	<b>1 659</b>
<b>Exercice terminé le 31 décembre 2013</b>							
Montant net au début		104	408	1 007	21	119	1 659
Acquisitions		3	8	51	11	84	157
Dispositions		—	—	(8)	—	(2)	(10)
Amortissement		—	(25)	(123)	(7)	(9)	(164)
Baisse de valeur		(2)	(13)	—	—	(1)	(16)
Autres		—	10	68	—	(76)	2
Écarts de change		4	11	37	—	4	56
<b>Montant net à la fin</b>		<b>109</b>	<b>399</b>	<b>1 032</b>	<b>25</b>	<b>119</b>	<b>1 684</b>
<b>Au 31 décembre 2013</b>							
Coût		111	721	2 831	84	215	3 962
Amortissement cumulé et dépréciation		2	322	1 799	59	96	2 278
<b>Montant net</b>		<b>109</b>	<b>399</b>	<b>1 032</b>	<b>25</b>	<b>119</b>	<b>1 684</b>

Les autres immobilisations corporelles incluent des bâtiments et du matériel et de l'outillage en cours de construction ou d'installation ayant une valeur comptable de 60 M\$ (55 M\$ au 31 décembre 2012) et des dépôts pour l'achat de matériel et outillage s'élevant à 10 M\$ (10 M\$ au 31 décembre 2012). La valeur comptable des immobilisations liées à des contrats de location-financement est de 16 M\$.

Aucun intérêt sur les actifs admissibles n'a été capitalisé en 2013. En 2012, 2 M\$ d'intérêts encourus sur les actifs admissibles ont été capitalisés. Le coût moyen pondéré du capital sur les fonds empruntés était de 6,31 % en 2012.

## NOTE 11

### ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE ET ILLIMITÉE

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	LOGICIELS ET PROGICIEL	LISTES ET RELATIONS AVEC LES CLIENTS	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	TOTAL DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	ÉCART D'ACQUISITION	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE	TOTAL DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>								
Coût		50	175	41	266	322	7	329
Amortissement cumulé et dépréciation		15	42	24	81	—	1	1
<b>Montant net</b>		<b>35</b>	<b>133</b>	<b>17</b>	<b>185</b>	<b>322</b>	<b>6</b>	<b>328</b>
<b>Exercice terminé le 31 décembre 2012</b>								
Montant net au début		35	133	17	185	322	6	328
Additions		31	—	—	31	—	—	—
Acquisitions d'entreprises	6	—	4	—	4	8	—	8
Baisse de valeur		—	—	(2)	(2)	—	—	—
Amortissement		(4)	(11)	(3)	(18)	—	—	—
Écarts de change		—	—	—	—	(1)	—	(1)
<b>Montant net à la fin</b>		<b>62</b>	<b>126</b>	<b>12</b>	<b>200</b>	<b>329</b>	<b>6</b>	<b>335</b>
<b>Au 31 décembre 2012</b>								
Coût		81	179	41	301	329	7	336
Amortissement cumulé et dépréciation		19	53	29	101	—	1	1
<b>Montant net</b>		<b>62</b>	<b>126</b>	<b>12</b>	<b>200</b>	<b>329</b>	<b>6</b>	<b>335</b>
<b>Exercice terminé le 31 décembre 2013</b>								
Montant net au début		62	126	12	200	329	6	335
Additions		15	—	—	15	—	—	—
Baisse de valeur		—	(2)	—	(2)	(4)	—	(4)
Amortissement		(4)	(11)	(3)	(18)	—	—	—
Écarts de change		—	1	—	1	1	1	2
<b>Montant net à la fin</b>		<b>73</b>	<b>114</b>	<b>9</b>	<b>196</b>	<b>326</b>	<b>7</b>	<b>333</b>
<b>Au 31 décembre 2013</b>								
Coût		97	180	41	318	330	8	338
Amortissement cumulé et dépréciation		24	66	32	122	4	1	5
<b>Montant net</b>		<b>73</b>	<b>114</b>	<b>9</b>	<b>196</b>	<b>326</b>	<b>7</b>	<b>333</b>

## NOTE 12 AUTRES ACTIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2013	2012
Effets à recevoir relatifs aux dispositions d'entreprises		18	18
Autres placements		10	11
Autres actifs		42	38
Frais de financement reportés		4	6
Avantages du personnel	17	44	1
		118	74
Moins : Partie à court terme incluse dans les comptes débiteurs		(10)	(4)
<b>Total des autres actifs</b>		<b>108</b>	<b>70</b>

En 2012, la Société a octroyé un prêt relais de 15 M\$ US (15 M\$) à Greenpac Mill LLC (Projet Greenpac). Le prêt est inclus dans les Autres actifs et viendra à échéance au plus tard en 2021 et porte intérêt à un taux variant de 7,5 % à 12 % selon l'avancement du Projet Greenpac. Au 31 décembre 2013, le prêt relais est de 20 M\$ incluant les intérêts courus. Toutefois, la Société s'attend à ce que le prêt soit remboursé au cours des quatre prochaines années par des crédits d'impôt sécurisés qui seront reçus par les partenaires du projet et par les flux de trésorerie opérationnels. En 2013, la Société a également capitalisé dans les Autres actifs un montant de 6 M\$ relativement à des frais encourus pour la supervision de la construction du Projet Greenpac (6 M\$ en 2012). Ces coûts seront remboursés à la Société par Greenpac Mill sur une période de huit ans.

## NOTE 13 COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2013	2012
Comptes créditeurs		484	465
Comptes à payer à des parties liées	29	14	13
Frais courus		92	73
<b>Comptes créditeurs et charges à payer</b>		<b>590</b>	<b>551</b>

## NOTE 14 PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES

(en millions de dollars canadiens)	OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE	COÛTS ENVIRONNEMENTAUX	CRÉANCES LÉGALES	INDEMNITÉS DE DÉPART	CONTRATS ONÉREUX	AUTRES	PROVISIONS TOTALES
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>	6	14	11	4	2	1	38
Provisions additionnelles	—	3	2	4	4	1	14
Renversement de la provision	—	(1)	—	—	—	—	(1)
Paiements	—	(2)	(4)	(5)	(1)	(1)	(13)
Réévaluation	1	—	—	—	—	—	1
Autres	1	(1)	(1)	(1)	—	2	—
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>8</b>	<b>13</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>39</b>
Provisions additionnelles	—	1	2	4	1	—	8
Paiements	—	(1)	(4)	(2)	(3)	(1)	(11)
Réévaluation	—	—	—	—	—	2	2
Désactualisation	—	—	—	—	1	—	1
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>8</b>	<b>13</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>39</b>

## NOTE 14 PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES (SUITE)

Analyse de la provision totale :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Long terme	37	33
Court terme	2	6
	39	39

### OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE

La Société utilise certains sites d'enfouissement. Une provision a été constatée à la juste valeur pour les coûts qui seront nécessaires à la restructuration de ces sites.

### COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Une provision environnementale est comptabilisée lorsque la Société a une obligation qui a été provoquée par ses activités poursuivies ou abandonnées.

### CRÉANCES LÉGALES

Dans le cours normal des affaires, la Société prend part à diverses actions en justice et éventualités relativement à des litiges contractuels et des questions liées au travail.

## NOTE 15 DETTE À LONG TERME

(en millions de dollars canadiens)	ÉCHÉANCE	2013	2012
Crédit bancaire rotatif, portant intérêt à un taux moyen pondéré de 3,01 % au 31 décembre 2013 de 291 M\$; 10 M\$ US et 125 M€ (31 décembre 2012 — 299 M\$; 37 M\$ US et 49 M€)	2016	484	401
Billets subordonnés de 4 M\$ US, portant intérêt au taux de 7,25 % rachetés en 2013	2013	—	4
Billets subordonnés de 6 M\$ US, portant intérêt au taux de 6,75 % rachetés en 2013	2013	—	6
Billets subordonnés de 200 M\$, portant intérêt au taux de 7,75 %	2016	199	198
Billets subordonnés de 500 M\$ US, portant intérêt au taux de 7,75 %	2017	527	493
Billets subordonnés de 250 M\$ US, portant intérêt au taux de 7,875 %	2020	263	245
Autres emprunts de filiales		39	53
Autres emprunts sans recours contre la Société		80	90
		1 592	1 490
Moins : Frais de financement non amortis		13	15
Total de la dette à long terme		1 579	1 475
Moins :			
Partie à court terme des billets subordonnés de 7,25 %		—	4
Partie à court terme des billets subordonnés de 6,75 %		—	6
Partie à court terme des emprunts de filiales		15	20
Partie à court terme des emprunts sans recours contre la Société		24	30
		39	60
		1 540	1 415

- En 2013, la Société a racheté 4 M\$ US de ses billets subordonnés portant intérêt à 7,25 % pour un montant total de 4 M\$ US (4 M\$) et 6 M\$ US de ses billets subordonnés portant intérêt à 6,75 % pour un montant de 6 M\$ US (6 M\$). Aucun gain ou perte n'a résulté de ces transactions.
- En 2012, la Société a racheté 3 M\$ US de ses billets subordonnés portant intérêt à 6,75 % pour un montant total de 3 M\$ US (3 M\$) et 5 M\$ US de ses billets subordonnés portant intérêt à 7,25 % pour un montant de 5 M\$ US (5 M\$). Aucun gain ou perte n'a résulté de cette transaction.
- Au 31 décembre 2013, les comptes débiteurs et les stocks totalisant environ 655 M\$ (31 décembre 2012 — 611 M\$) ainsi que les immobilisations corporelles totalisant environ 261 M\$ (31 décembre 2012 — 275 M\$) ont été donnés en garantie du crédit bancaire rotatif.

- d. La Société a des contrats de location-financement pour différents biens et immobilisations corporelles. Les renouvellements et les options d'achat sont spécifiques à l'entité qui détient le bail. L'obligation découlant des contrats de location-financement est garantie du fait que les droits de l'actif loué reviennent au bailleur en cas de défaut. Les paiements minimaux au titre de la location-financement et la valeur actualisée des paiements nets minimaux se détaillent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2013		2012	
	PAIEMENTS MINIMAUX	VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS	PAIEMENTS MINIMAUX	VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS
Moins d'un an	6	5	5	3
Plus d'un an, mais moins de 5 ans	10	7	10	7
Plus de 5 ans	9	6	9	7
Total des paiements minimaux exigibles	25	18	24	17
Moins les montants représentant des frais de financement	7	—	7	—
Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	18	18	17	17

## NOTE 16 AUTRES PASSIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2013	2012
Avantages du personnel	17	202	259
Autres		11	5
		213	264
Moins : Partie à court terme incluse dans les comptes créditeurs et charges à payer		(1)	—
Total des autres passifs		212	264

## NOTE 17

### AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre divers régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, y compris des régimes de retraite à prestations et à cotisations déterminées, des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance-vie, de soins médicaux et dentaires. Le tableau qui suit fait état des postes et rubriques des états financiers dans lesquels les montants et activités liés aux avantages postérieurs à l'emploi sont inclus.

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2013	2012
<b>Obligations inscrites au bilan au titre des :</b>			
Régimes de retraite à prestations déterminées	17(a)	44	138
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	17(b)	114	120
<b>Passifs nets inscrits au bilan :</b>			
Répartis comme suit :			
Court terme		(6)	—
Long terme		164	258
Passifs nets inscrits au bilan		158	258
<b>Charges comptabilisées en résultat net au titre des éléments suivants :</b>			
Régimes de retraite à prestations déterminées		20	19
Régimes de retraite à cotisations déterminées		19	17
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées		7	7
		46	43
<b>Réévaluations au titre des :</b>			
Régimes de retraite à prestations déterminées		(89)	21
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées		(8)	6
		(97)	27

#### A. RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, des régimes à cotisations déterminées ainsi que des régimes enregistrés d'épargne-retraite (« REER ») collectifs, qui prévoient, pour la plupart de ses employés, le paiement de prestations de retraite. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont habituellement contributifs et fondés sur le nombre d'années de service et, dans la plupart des cas, sur la moyenne de la rémunération de fin de carrière. Les prestations de retraite feront l'objet, dans quelques cas seulement, d'une majoration partielle en fonction de l'inflation.

La majorité des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeur mais, dans le cas des régimes sans capitalisation, la Société assume les obligations au titre du versement des prestations lorsqu'elles deviennent exigibles. Les actifs des régimes détenus en fiducie sont régis par la réglementation locale et les pratiques en usage dans chaque pays. La responsabilité de ces régimes - soit la supervision de tous les aspects du régime, y compris les décisions de placement et l'établissement des calendriers de cotisations - incombe à la Société. La Société a mis sur pied des comités de placements et a retenu les services d'experts professionnels indépendants d'expérience, notamment des gestionnaires de placement, des conseillers en investissement, des actuaires et des gardiens de valeurs pour aider à gérer les régimes.



Les variations de l'obligation au titre des prestations déterminées et de la juste valeur des actifs des régimes de retraite se sont établies comme suit au cours de l'exercice :

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DE RÉGIMES	TOTAL	EFFET DES EXIGENCES DE FINANCEMENT MINIMAL (DE LA LIMITATION AU PLAFOND DE L'ACTIF)	TOTAL
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>	672	(560)	112	13	125
Coût des services rendus	12	—	12	—	12
Charge (produit) d'intérêts	31	(24)	7	—	7
Coût des services passés	1	—	1	—	1
Compressions	(1)	—	(1)	—	(1)
Incidence sur le résultat net	43	(24)	19	—	19
Réévaluations					
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans la charge (le produit) d'intérêts	—	(23)	(23)	—	(23)
Perte (gain) découlant des changements dans les hypothèses financières	44	—	44	—	44
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global	44	(23)	21	—	21
Écart de change	(1)	—	(1)	—	(1)
Cotisations					
Employeurs	—	(26)	(26)	—	(26)
Participants aux régimes	3	(3)	—	—	—
Prestations versées	(38)	38	—	—	—
<b>Au 31 décembre 2012</b>	723	(598)	125	13	138
Coût des services rendus	12	—	12	—	12
Charge (produit) d'intérêts	29	(22)	7	1	8
Incidence sur le résultat net	41	(22)	19	1	20
Réévaluations					
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans la charge (le produit) d'intérêts	—	(63)	(63)	—	(63)
Perte (gain) découlant de changements dans les hypothèses démographiques	17	—	17	—	17
Perte (gain) découlant des changements dans les hypothèses financières	(42)	—	(42)	—	(42)
Pertes (gains) liés à l'expérience	(1)	—	(1)	—	(1)
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global	(26)	(63)	(89)	—	(89)
Écarts de conversion	3	(1)	2	—	2
Cotisations					
Employeurs	—	(27)	(27)	—	(27)
Participants aux régimes	3	(3)	—	—	—
Prestations versées	(90)	90	—	—	—
<b>Au 31 décembre 2013</b>	654	(624)	30	14	44

## NOTE 17

### AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Le tableau qui suit présente une répartition par pays et par secteur de l'obligation au titre des prestations déterminées et des actifs des régimes :

	2013			
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	594	7	—	601
Juste valeur des actifs des régimes	619	5	—	624
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(25)	2	—	(23)
Effet des exigences de financement minimal (limitation au plafond de l'actif)	14	—	—	14
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	33	—	20	53
Passif inscrit au bilan	22	2	20	44

	2013					
(en millions de dollars canadiens)	CARTONS-CAISSES	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	PAPIERS TISSU	CORPORATIF	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	386	—	186	28	1	601
Juste valeur des actifs des régimes	424	—	173	25	2	624
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(38)	—	13	3	(1)	(23)
Effet des exigences de financement minimal (limitation au plafond de l'actif)	11	—	3	—	—	14
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	7	20	2	2	22	53
Passif inscrit au bilan	(20)	20	18	5	21	44

	2012			
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	665	7	—	672
Juste valeur des actifs des régimes	594	4	—	598
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	71	3	—	74
Effet des exigences de financement minimal (limitation au plafond de l'actif)	13	—	—	13
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	33	—	18	51
Passif inscrit au bilan	117	3	18	138

	2012					
(en millions de dollars canadiens)	CARTONS-CAISSES	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	PAPIERS TISSU	CORPORATIF	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	450	—	193	28	1	672
Juste valeur des actifs des régimes	424	—	151	21	2	598
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	26	—	42	7	(1)	74
Effet des exigences de financement minimal (limitation au plafond de l'actif)	7	—	6	—	—	13
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	7	18	2	2	22	51
Passif inscrit au bilan	40	18	50	9	21	138

Les hypothèses actuarielles importantes sont les suivantes :

	2013			2012		
	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE
Taux d'actualisation	4,75 %	4,5 %	3,25 %	4,25 %	4 %	3 %
Taux d'augmentation des salaires	Entre 1,5 % et 3 %	s.o.	—	Entre 2 % et 3,5 %	s.o.	—
Taux d'inflation	2,5 %	s.o.	1,75 %	2,5 %	s.o.	1,75 %

Les hypothèses relatives au taux de mortalité futur reposent sur les conseils d'actuaire, qui s'appuient sur les statistiques publiées et l'expérience dans chaque pays. Le tableau qui suit fait état de l'espérance de vie moyenne, en années, établie en fonction de ces hypothèses pour un participant qui prend sa retraite à l'âge de 65 ans pour les régimes canadiens qui représentent 95 % de l'ensemble des régimes :

	2013	2012
Départ à la retraite à la fin de la date de clôture		
Homme	20,9	19,8
Femme	23,1	22,1
Départ à la retraite 20 ans après la date de clôture		
Homme	22,6	21,3
Femme	24,2	22,9

Le tableau qui suit présente une analyse de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations déterminées aux changements d'hypothèses indiquées. Les effets d'un changement d'hypothèse sur chaque régime sont pondérés en fonction de la proportion du total des obligations des régimes afin d'obtenir l'incidence totale pour chaque hypothèse présentée.

	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉTERMINÉES		
	VARIATION DE L'HYPOTHÈSE	AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE	DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE
Taux d'actualisation	0,25 %	(3) %	3,1 %
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	0,5 %	(0,5) %

Espérance de vie	AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE D'UNE ANNÉE	
		2,6 %

Les actifs des régimes, qui servent au financement des régimes de retraite à prestations déterminées de la Société, s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)					2013	
	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL	%	
Encaisse et placements court terme	28	1	—	29	4,7 %	
Obligations						
Obligations canadiennes	115	97	—	212	33,9 %	
Actions						
Actions canadiennes	113	—	—	113		
Actions étrangères	13	—	—	13		
Fonds communs				126	20,2 %	
Fonds du marché monétaire	—	11	—	11		
Fonds communs d'obligations canadiennes	—	11	—	11		
Fonds communs d'obligations étrangères	—	2	—	2		
Fonds communs d'actions canadiennes	—	49	—	49		
Fonds communs d'actions étrangères	—	176	—	176		
Fonds communs de placements alternatifs	—	2	—	2		
Autres				251	40,2 %	
Contrats dérivés, montant net	6	—	—	6	1 %	
	275	349	—	624		

## NOTE 17

### AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

(en millions de dollars canadiens)					2012	
	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL	%	
Encaisse et placements court terme	14	—	—	14	2,4 %	
Obligations						
Obligations canadiennes	123	58	—	181		
Actions				181	30,3 %	
Actions canadiennes	116	—	—	116		
Actions étrangères	63	—	—	63		
Fonds communs				179	29,8 %	
Fonds du marché monétaire	—	10	—	10		
Fonds communs d'obligations canadiennes	—	43	—	43		
Fonds communs d'obligations étrangères	—	2	—	2		
Fonds communs d'actions canadiennes	28	5	—	33		
Fonds communs d'actions étrangères	—	122	—	122		
Fonds communs de placements alternatifs	—	14	—	14		
				224	37,5 %	
	344	254	—	598		

Les actifs des régimes de retraite ne comprennent pas d'actions ou d'obligations de la Société. De plus, des prestations annuelles de rente d'une valeur approximative de 11 M\$ sont garanties par des contrats d'assurance établis par la Société.

#### B. RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI AUTRES QUE LES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Société offre certains avantages postérieurs à l'emploi tels que des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance-vie, de soins médicaux et dentaires. Ces avantages autres que les régimes de retraite ne sont toutefois pas capitalisés. En outre, les régimes de soins médicaux et dentaires sont éliminés progressivement lors de la retraite et ne sont plus offerts à la majorité des nouveaux retraités et l'allocation de retraite n'est plus offerte à la majorité des employés embauchés après 2002.

Les montants comptabilisés dans l'état de la situation financière ont été déterminés comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2013			
	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	85	3	26	114
Passif inscrit au bilan	85	3	26	114

(en millions de dollars canadiens)	2013					
	CARTONS CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	PAPIERS TISSU	CORPORATIF	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	46	26	17	12	13	114
Passif inscrit au bilan	46	26	17	12	13	114

(en millions de dollars canadiens)	2012			
	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	92	3	25	120
Passif inscrit au bilan	92	3	25	120

(en millions de dollars canadiens)	CARTONS CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	PAPIERS TISSU	CORPORATIF	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	56	25	19	12	8	120
Passif inscrit au bilan	56	25	19	12	8	120

Les variations de l'obligation nette au titre des prestations déterminées pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi se sont établies comme suit au cours de l'exercice :

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES	TOTAL
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>	115	—	115
Coût des services rendus	3	—	3
Charge (produit) d'intérêts	5	—	5
Compressions	(1)	—	(1)
Incidence sur le résultat net	7	—	7
Réévaluations			
Perte (gain) découlant de changements dans les hypothèses financières	3	—	3
Pertes (gains) liés à l'expérience	3	—	3
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global	6	—	6
Contributions et primes versées par l'employeur	—	(8)	(8)
Prestations versées	(8)	8	—
<b>Au 31 décembre 2012</b>	120	—	120
Coût des services rendus	3	—	3
Charge (produit) d'intérêts	4	—	4
Variation des avantages postérieurs à l'emploi	(1)	—	(1)
Modifications au régime	1	—	1
Incidence sur le résultat net	7	—	7
Réévaluations			
Perte (gain) découlant de changements dans les hypothèses démographiques	1	—	1
Perte (gain) découlant des changements dans les hypothèses financières	(11)	—	(11)
Pertes (gains) liés à l'expérience	2	—	2
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global	(8)	—	(8)
Écarts de conversion	3	—	3
Cotisations et primes versées par l'employeur	—	(8)	(8)
Prestations versées	(8)	8	—
<b>Au 31 décembre 2013</b>	114	—	114

La méthode de comptabilisation, les hypothèses relatives au taux d'actualisation et à l'espérance de vie, et la fréquence des évaluations des prestations postérieures à l'emploi sont similaires à celles qui sont utilisées pour les régimes de retraite à prestations déterminées, si ce n'est de l'ajout d'hypothèses actuarielles en ce qui concerne l'augmentation à long terme du coût des soins de santé, fixé à 4,75 % par année (5,0 % en 2012).

Le tableau qui suit fait état de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations déterminées aux changements d'hypothèses. Les effets sur chaque régime d'un changement d'hypothèse sont pondérés en fonction de la proportion du total des obligations des régimes afin d'obtenir l'incidence totale pour chaque hypothèse présentée.

	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI		
	VARIATION DE L'HYPOTHÈSE	AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE	DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE
Taux d'actualisation	0,25 %	(2)%	3,2 %
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	0,7 %	(0,7)%
Augmentation du coût des soins de santé	1 %	3 %	(2,4)%
		AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE D'UNE ANNÉE	
Espérance de vie			1,34 %

## NOTE 17

### AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

#### C. RISQUES ET AUTRES CONSIDÉRATIONS RELATIVES AUX AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

De par ses régimes à prestations déterminées, la Société est exposée à un certain nombre de risques, les plus importants étant décrits ci-après.

##### Volatilité des actifs

Les passifs des régimes sont calculés au moyen d'un taux d'actualisation établi par référence au taux de rendement des obligations de sociétés de qualité supérieure; si le rendement des actifs des régimes est inférieur à ce taux, il y aura une perte d'expérience. Les régimes canadiens et américains de la Société affichent tous deux une proportion de titres de capitaux propres qui, selon les attentes, devraient afficher à long terme un rendement supérieur à celui des obligations des sociétés, tout en introduisant un élément de volatilité et de risque à court terme.

Pour les régimes canadiens de la Société qui représentent 99 % des régimes de retraite capitalisés, il a été convenu que lorsqu'un régime sera en meilleure santé financière et/ou le taux de rendement des obligations utilisé pour fins d'évaluation de solvabilité sera plus élevé, la Société réduira le niveau du risque de placement en investissant dans des actifs qui permettent un meilleur appariement avec les passifs.

La première étape de ce processus a été réalisée en 2013, avec la vente d'un certain nombre de placements en titres de capitaux propres et l'achat de diverses obligations de gouvernements et de sociétés pour les régimes de 50 M\$ ou moins et par l'intermédiaire des contrats à terme pour les régimes de plus grande taille. Les obligations gouvernementales représentent des placements dans des titres d'administrations publiques au Canada seulement. Les obligations de sociétés sont des titres mondiaux, l'accent étant toutefois mis sur le Canada.

Cependant, la Société estime qu'étant donné la nature à long terme des passifs des régimes et l'expérience de la Société, le maintien d'un certain niveau de placements en titres de capitaux propres demeure approprié dans le cadre de sa stratégie à long terme, qui consiste à gérer les régimes avec efficacité. Les placements sont diversifiés, de sorte que la défaillance d'un placement n'aurait pas d'incidence importante sur le niveau des actifs pris dans son ensemble. Les régimes ne sont pas exposés à un risque de change important.

##### Variations des rendements des obligations

Une diminution des rendements des obligations de sociétés se traduira par une augmentation des passifs des régimes, bien que celle-ci sera contrebalancée en partie par une augmentation de la valeur des obligations détenues par les régimes, et ce, particulièrement pour nos régimes en bonne santé financière qui ont une plus grande pondération en obligations.

##### Risque d'inflation

La majorité des obligations au titre des prestations des régimes ne sont pas liées à l'inflation, car les prestations versées ne sont pas indexées pour la très grande majorité des régimes, ce risque n'est donc pas important.

##### Espérance de vie

Comme la majorité des obligations des régimes consistent à verser des prestations pendant la durée de vie du participant, l'accroissement de l'espérance de vie fera augmenter les passifs des régimes.

Aux fins du calcul de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations déterminées aux changements dans les hypothèses actuarielles importantes, la méthode utilisée (valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations déterminées calculée selon la méthode des unités de crédit projetées à la date de clôture) est la même que pour le calcul du passif comptabilisé dans l'état de la situation financière. Chaque analyse de sensibilité présentée dans cette note repose sur la substitution d'une hypothèse, les autres hypothèses étant maintenues constantes. En pratique, cette situation est peu susceptible de se produire, et les changements touchant certaines des hypothèses peuvent afficher une corrélation.

Au 31 décembre 2013, le surplus total des régimes de retraite capitalisés de la Société (pour la plupart au Canada) totalisait 23 M\$ (un déficit de 74 M\$ au 31 décembre 2012). La Société versera des cotisations spéciales au titre des services passés de 2 M\$ pour combler le déficit de certains régimes de retraite canadiens pour les dix prochains exercices. Les cotisations convenues au titre des services rendus au cours de la période s'établissent à 12 M\$, et continuent d'être versées dans le cadre de l'activité normale. En ce qui a trait au besoin de flux de trésorerie, ces régimes devraient nécessiter des contributions nettes approximatives de 11 M\$ en 2014.

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations déterminées est de 13 ans (13,5 ans en 2012).

Le tableau qui suit présente une analyse de l'échelonnement prévu des versements de prestations de retraite et des autres régimes non actualisés :

(en millions de dollars canadiens)	MOINS D'UN AN	ENTRE 1 ET 2 ANS	ENTRE 2 ET 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	TOTAL
Prestations de retraite	39	41	126	1 754	1 960
Prestations pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	8	10	29	184	231
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>47</b>	<b>51</b>	<b>155</b>	<b>1 938</b>	<b>2 191</b>

Ces montants représentent la totalité des prestations qui seront versées aux participants actuels dans les prochaines années et par la suite sans limite dans le futur. La majorité des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeur. La différence proviendra des rendements futurs escomptés sur les actifs des fonds ainsi que des cotisations futures qui seront versées par la Société pour les services rendus après le 31 décembre 2013.

## NOTE 18

### IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

a. La charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Impôts exigibles	(3)	15
Impôts différés	15	(21)
	12	(6)

b. La charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats basé(e) sur le taux réel d'imposition diffère de la charge (recouvrement) d'impôts basé(e) sur le taux combiné d'imposition de base pour les raisons suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats basé sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et des provinces	7	(8)
Ajustement de la charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices découlant des éléments suivants :		
Écart du taux réglementaire d'imposition des établissements étrangers	5	2
Portion non imposable découlant de gain en capital	—	(1)
Écarts permanents - autres	(2)	(1)
Variations des écarts temporaires non réalisés	2	2
	5	2
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	12	(6)

Le taux moyen pondéré d'impôt était de 28,9 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 (28,5 % en 2012).

c) La charge (recouvrement) d'impôts lié(e) aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Conversion de devises liées aux activités de couverture	(4)	1
Couverture de flux de trésorerie	1	2
Inclus dans le résultat global d'entreprises associées	—	(2)
Gains (pertes) actuariels sur les obligations postérieures à l'emploi	26	(7)
	23	(6)

L'analyse des actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
<b>Actifs d'impôt différé :</b>		
Actifs d'impôt différé à récupérer après plus de 12 mois	333	313
Actifs d'impôt différé à récupérer dans 12 mois	7	22
	340	335
<b>Passifs d'impôt différé :</b>		
Passifs d'impôt différé à utiliser après plus de 12 mois	331	285
Passifs d'impôt différé à utiliser dans 12 mois	—	2
	331	287
	9	48

## NOTE 18

### IMPÔT SUR LES RÉSULTATS (SUITE)

La variation du compte d'impôt différé se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2013	2012
Au 1 <sup>er</sup> janvier		48	12
Par l'intermédiaire des résultats		(15)	17
Variation des crédits d'impôts, net des impôts y afférents		3	8
Par l'intermédiaire des autres éléments du résultat global		(23)	10
Par l'intermédiaire des acquisitions et cessions d'entreprises	6	—	(1)
Écarts de change		(4)	2
Au 31 décembre		9	48

Les variations des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, sans tenir compte de la compensation des soldes des bilans au sein de la même juridiction fiscale, se détaillent comme suit :

### ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

(en millions de dollars canadiens)	AVANTAGE FISCAL COMPTABILISÉ DÉCOULANT DES PERTES FISCALES	AVANTAGES DU PERSONNEL	DÉPENSES SUR LA RECHERCHE	CRÉDITS D'IMPÔT INUTILISÉS	INSTRUMENTS FINANCIERS	AUTRES	TOTAL
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>	144	56	52	51	16	13	332
Par l'intermédiaire des résultats	(3)	(4)	4	(10)	2	1	(10)
Variation des crédits d'impôts	—	—	—	8	—	—	8
Par l'intermédiaire du résultat global	—	7	—	—	(2)	—	5
<b>Au 31 décembre 2012</b>	141	59	56	49	16	14	335
Par l'intermédiaire des résultats	33	(1)	7	2	(8)	(4)	29
Par l'intermédiaire des crédits d'impôts	—	—	—	3	—	—	3
Par l'intermédiaire du résultat global	—	(26)	—	—	(1)	—	(27)
<b>Au 31 décembre 2013</b>	174	32	63	54	7	10	340

### PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

(en millions de dollars canadiens)	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	GAIN EN CAPITAL	ACTIFS INCORPORELS	INVESTISSEMENTS	AUTRES	TOTAL
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>	202	56	34	12	16	320
Par l'intermédiaire des résultats	(40)	2	10	4	(7)	(31)
Par l'intermédiaire du résultat global	—	1	—	—	—	1
Inclus dans le résultat global d'entreprises associées	—	—	—	(2)	—	(2)
Par l'intermédiaire de l'acquisition d'entreprise	1	—	—	—	—	1
Écarts de change	(2)	—	—	—	—	(2)
<b>Au 31 décembre 2012</b>	161	59	44	14	9	287
Par l'intermédiaire des résultats	1	(12)	8	40	7	44
Par l'intermédiaire du résultat global	—	(4)	—	—	—	(4)
Écarts de change	4	—	—	—	—	4
<b>Au 31 décembre 2013</b>	166	43	52	54	16	331



La Société a cumulé des pertes fiscales totalisant environ 759 M\$ qui peuvent être portées en diminution des bénéfices imposables des exercices à venir. L'avantage fiscal découlant du report de 593 M\$ de ces pertes a été comptabilisé à titre d'actif d'impôt différé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où l'utilisation des pertes reportées par le biais de revenu imposable futur est probable. Les pertes fiscales au 31 décembre 2013 se détaillent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	PERTES FISCALES NON CONSTATÉES	PERTES FISCALES CONSTATÉES	PERTES FISCALES TOTALES	ÉCHÉANCE
Canada	—	2	2	2014
	—	6	6	2015
	—	8	8	2026
	—	14	14	2027
	—	2	2	2028
	—	8	8	2029
	—	66	66	2030
	—	77	77	2031
	—	130	130	2032
	—	130	130	2033
États-Unis	—	4	4	2018
	—	9	9	2019
	—	5	5	2020
	—	2	2	2029
	—	2	2	2031
	—	2	2	2032
	—	2	2	2033
Europe	166	124	290	Indéfiniment
	166	593	759	

## NOTE 19 CAPITAL-ACTIONS

### A. GESTION DU CAPITAL

Le capital se définit comme les dettes à long terme, les emprunts et avances bancaires moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, et les capitaux propres des actionnaires qui incluent le capital-actions.

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(23)	(20)
Emprunts et avances bancaires	56	80
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	1 579	1 475
	1 612	1 535
Capitaux propres des actionnaires	1 081	978
Capitaux propres totaux	2 693	2 513

#### Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- Préserver la capacité de la Société à poursuivre son exploitation afin d'offrir un rendement aux actionnaires;
- Conserver une structure du capital optimale afin de réduire le coût du capital;
- Engager des dépenses en immobilisations adéquates dans l'infrastructure des unités d'affaires afin d'assurer l'aspect concurrentiel des activités; et
- Racheter des actions ordinaires dans le cadre du programme de rachat annuel.

La Société détermine le montant de capital proportionnellement aux risques. Elle gère la structure de son capital et apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions et acquérir ou vendre des actifs pour améliorer la flexibilité et la performance financière.

## NOTE 19

### CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

La Société assure mensuellement et trimestriellement le suivi du capital en fonction de divers ratios financiers et indicateurs non financiers du rendement. La Société doit également respecter certaines restrictions imposées par diverses ententes bancaires. Ces ratios sont calculés sur une base consolidée ajustée des filiales avec recours seulement. Ces restrictions se composent du ratio de la dette à long terme sur la capitalisation de 65 % et du ratio de couverture des intérêts de 2,25x. La Société doit également respecter un ratio de couverture des intérêts consolidés avant de contracter d'autres emprunts. La dette à long terme se compose des passifs figurant au bilan consolidé, y compris les garanties et les privilèges relatifs à la dette à long terme d'une autre personne mais exclusion faite des autres passifs à long terme, des comptes créditeurs, des obligations au titre de contrats de location-financement et autres obligations à payer (1 538 M\$ en 2013 ; 1 462 M\$ en 2012). Le ratio de capitalisation est calculé en ajoutant les capitaux propres des actionnaires inscrits au bilan consolidé à la dette à long terme. Les capitaux propres des actionnaires ont été ajustés à la hausse de 208 M\$ pour rajouter l'impact de la transition aux IFRS au 31 décembre 2010. Le ratio de couverture des intérêts est calculé en divisant le BEAA par les intérêts débiteurs. Le BEAA représente le bénéfice net des quatre derniers trimestres majoré des intérêts débiteurs, des impôts, de l'amortissement, des charges liées aux options sur actions et des dividendes versés par une personne avec laquelle la Société n'a pas de relation de crédit (293 M\$ en 2013 ; 264 M\$ en 2012). Sont exclus du bénéfice net la quote-part des résultats des placements dans des titres de capitaux propres et les gains ou les pertes découlant des éléments non récurrents. Les intérêts débiteurs sont calculés en ajoutant aux intérêts et aux frais financiers déterminés selon les IFRS, les intérêts capitalisés, exclusion faite de l'amortissement des frais de financement reportés et des frais de financement ainsi que des gains et pertes non réalisés découlant des ententes de couverture. Ils excluent également les gains et les pertes liés à la conversion de la dette à long terme libellée en devises. Le ratio de couverture des intérêts consolidés pour contracter d'autres emprunts est calculé comme le définissent les conventions régissant les billets subordonnés datées du 3 décembre 2009.

Au 31 décembre 2013, le ratio de la dette à long terme sur la capitalisation s'établissait à 54,38 % et le ratio de couverture des intérêts était de 3,2x. La Société respecte les exigences relatives aux ratios imposées par ses créanciers. La Société utilise les liquidités disponibles, le cas échéant, pour réduire l'utilisation de son crédit bancaire rotatif.

La convention de crédit de la Société comprend certaines restrictions habituelles pour ces types de prêts telles que des limites pour encourir de nouvelles dettes et pour donner des garanties ou pour vendre des actifs sans le consentement des prêteurs.

Les billets subordonnés non garantis sont sujets à certaines restrictions habituelles qui limitent la capacité de la Société, entre autres, à obtenir des dettes additionnelles et à payer des dividendes et d'autres paiements restreints, comme défini par les conventions régissant les billets subordonnés de la Société datées du 3 décembre 2009.

Sur une base régulière, la Société se réunit avec les agences de cotation. En 2013, Standard & Poor's a revu à la baisse la cote de crédit à long terme de la Société, la faisant ainsi passer de « BB- » à « B+ » en raison d'un désendettement plus lent et avec une perspective stable.

La Société investit normalement entre 100 M\$ et 200 M\$ par année en achats d'immobilisations corporelles. Ces montants sont soigneusement examinés au cours de l'année par rapport aux résultats d'exploitation et aux actions stratégiques approuvés par le conseil d'administration. Ces investissements, combinés à l'entretien annuel, renforcent la stabilité des unités d'affaires de la Société et améliorent la compétitivité sur le plan des coûts grâce aux nouvelles technologies et procédures améliorées.

La Société a mis sur pied un programme de rachat annuel afin de racheter ses actions ordinaires en circulation lorsque la direction juge que le cours du marché est approprié. En plus des limitations par rapport au rachat d'actions dans le cours normal des activités, la Société doit respecter certaines restrictions définies dans les conventions régissant les billets subordonnés, lesquelles précisent le montant qui peut être utilisé pour racheter des actions ordinaires.

### B. AUTORISÉ ET EN CIRCULATION

Le capital-actions autorisé de la Société consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et en un nombre illimité d'actions de catégories A et B pouvant être émises en séries sans valeur nominale. Au cours des deux derniers exercices, les actions ordinaires ont fluctué de la façon suivante :

NOTE	2013		2012	
	NOMBRE D' ACTIONS	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS	NOMBRE D' ACTIONS	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS
Solde au début de l'exercice	93 882 445	482	94 647 165	486
Actions émises lorsque les options d'achat d'actions sont levées	75 304	—	8 666	—
Rachat d'actions ordinaires	(69 900)	—	(773 386)	(4)
Solde à la fin de l'exercice	93 887 849	482	93 882 445	482

## C. RACHAT D' ACTIONS

En 2013, dans le cours normal des activités, la Société a renouvelé son programme de rachat d'actions pour un maximum de 2 816 753 actions ordinaires avec la Bourse de Toronto, ce qui représentait approximativement 3% des actions ordinaires émises et en circulation. L'autorisation de rachat est valable pour la période du 15 mars 2013 au 14 mars 2014. En 2013, la Société a racheté 69 900 actions ordinaires dans le cadre de ce programme pour une contrepartie totale d'environ - M\$ (3 M\$ en 2012).

## D. BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) PAR ACTION

Le bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action ordinaire se détaillent de la façon suivante :

	2013	2012
Bénéfice net (perte nette) disponible pour les actionnaires (en millions de dollars canadiens)	11	(22)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	93,9	94,2
Effet de dilution des options d'achat d'actions (en millions)	0,8	0,4
Moyenne pondérée ajustée du nombre d'actions ordinaires (en millions)	94,7	94,6
Bénéfice net (perte nette) de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	0,11 \$	(0,23) \$
Bénéfice net (perte nette) dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	0,11 \$	(0,23) \$

En calculant le bénéfice net dilué par action de 2013 et 2012, 6 656 423 et 6 534 700 options d'achat, respectivement, ont été exclues en raison de leur effet antidilutif. Au 12 mars 2014, la Société n'a racheté aucune action depuis le début de l'année financière.

## E. LES DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION SONT DÉTAILLÉS COMME SUIT :

	2013	2012
Dividendes déclarés par action	0,16 \$	0,16 \$

## NOTE 20

### RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

- a. Selon les termes d'un plan de rémunération à base d'actions adopté le 15 décembre 1998, révisé le 15 mars 2013 et approuvé par les actionnaires le 8 mai 2013, pour les membres de la direction et les employés clés de la Société, un solde de 2 612 903 actions ordinaires ont spécifiquement été réservées pour émission. Chaque option expirera à une date ne pouvant pas dépasser 10 ans suivant la date d'octroi de l'option. Le prix d'exercice d'une option ne doit pas être inférieur à la valeur marchande de l'action à la date de l'octroi, déterminée comme étant la moyenne des cours de clôture de l'action à la Bourse de Toronto des cinq jours de Bourse précédant la date d'octroi. Les modalités d'exercice des options octroyées sont de 25 % du nombre d'actions sous option dans les 12 mois après la date du premier anniversaire de l'octroi et jusqu'à 25 % additionnel tous les 12 mois après les deuxième, troisième et quatrième anniversaires de la date d'octroi. Les options ne peuvent pas être exercées si la valeur marchande de l'action est inférieure à sa valeur comptable à la date de l'octroi. Le coût de la rémunération à base d'actions liée à ces options s'élève à 1 M\$ (1 M\$ en 2012).

Les changements dans le nombre d'options en circulation aux 31 décembre 2013 et 2012 se détaillent comme suit :

	2013		2012	
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$	NOMBRE D'OPTION	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$
Début d'exercice	6 534 700	6,54	5 693 429	7,25
Octroyées	560 391	5,18	1 361 314	4,55
Exercées	(75 304)	2,39	(8 666)	2,28
Expirées	(331 301)	11,69	(373 383)	10,86
Annulées	(32 063)	4,46	(137 994)	4,75
Fin d'exercice	6 656 423	6,22	6 534 700	6,54
Options exerçables - fin d'exercice	4 727 343	6,65	4 093 105	7,48

Le prix moyen pondéré de l'action au moment de l'exercice des options était de 4,97 \$ (4,14 \$ en 2012).

## NOTE 20 RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS (SUITE)

Les options suivantes étaient en circulation le 31 décembre 2013 :

ANNÉE DE L'OCTROI	OPTIONS EN CIRCULATION		OPTIONS EXERÇABLES		DATE D'EXPIRATION
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$	
2004	252 530	13,00	252 530	13,00	2014
2005	240 545	12,73	240 545	12,73	2014-2015
2006	291 828	11,49	291 828	11,49	2014-2016
2007	315 900	11,83	315 900	11,83	2014-2017
2008	478 882	7,81	478 882	7,81	2014-2018
2009	364 560	2,28	364 560	2,28	2014-2019
2009	1 478 465	3,92	1 478 465	3,92	2014-2019
2010	711 170	6,43	550 513	6,43	2014-2020
2011	767 217	6,26	411 384	6,26	2014-2021
2012	1 194 935	4,47	342 736	4,50	2014-2022
2013	560 391	5,18	—	—	2023
	6 656 423	6,22	4 727 343	6,65	

### JUSTE VALEUR DES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS OCTROYÉES DURANT L'EXERCICE

Les prix des options ont été établis à partir du modèle d'évaluation de Black & Scholes. La volatilité attendue est basée sur la volatilité du cours historique des cinq dernières années. Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de 1,75 \$ (2012 - 1,32 \$), à la date d'octroi, de chaque option émise aux employés :

	2013	2012
Prix de l'action à la date d'octroi	5,15 \$	4,34 \$
Prix d'exercice	5,18 \$	4,55 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,75 %	1,37 %
Taux de dividende prévu	3,11 %	3,68 %
Durée prévue des options	6 ans	6 ans
Volatilité attendue	47 %	42 %

- b. La Société offre à ses employés canadiens un plan d'achat d'actions ordinaires. Les employés peuvent cotiser volontairement jusqu'à un maximum de 5 % de leur salaire et, si certaines conditions sont remplies, la Société contribuera au plan à raison de 25 % de la contribution de l'employé.

Les actions sont achetées sur le marché à une date prédéterminée chaque mois. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, la contribution de la Société au plan s'élève à 1 M\$ (1 M\$ en 2012).

- c. La Société offre un régime d'unités d'actions différées (UAD) au profit de ses administrateurs externes leur permettant de recevoir la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle sous forme d'UAD. Une UAD est une unité nominale de valeur équivalente aux actions ordinaires de la Société. Lorsqu'ils cessent d'être membres du conseil d'administration, les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAD cumulées sous forme d'espèces basées sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date de démission du participant.

La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date d'octroi. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande des actions ordinaires. Au 31 décembre 2013, la Société avait un total de 227 415 UAD en circulation (243 355 UAD en 2012), représentant un passif à long terme de 2 M\$ (1 M\$ en 2012).

- d. En 2013, la Société a mis en place un régime d'unités d'action liées au rendement (UAR) au profit de ses dirigeants et employés clés leur permettant de recevoir une partie de leur rémunération sous forme d'UAR. Une UAR est une unité nominale de valeur équivalente à une action ordinaire de la Société. La date d'acquisition d'un octroi d'UAR tombera au plus tard à la fin du deuxième exercice de la Société suivant l'exercice au cours duquel l'octroi d'UAR a eu lieu. Périodiquement, le nombre d'UAR faisant parti de la rémunération est ajusté en fonction du rendement sur le capital utilisé moyen de trois ans (RCU). Ce nombre est obtenu en multipliant le nombre d'UAR à l'octroi par un facteur selon le RCU atteint. Les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAR sous forme d'espèces et basé sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date d'acquisition.

Les UAR s'acquièrent sur une période de deux ans à compter de l'octroi. La charge liée aux UAR et le passif correspondant sont comptabilisés durant la période d'acquisition. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande

des actions ordinaires, le RCU moyen anticipé et le passage du temps. Au 31 décembre 2013, la Société avait un total de 560 391 UAR émis, représentant un passif à long terme de nul.

## NOTE 21 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Écarts de conversion des filiales étrangères, déduction faite des activités de couverture et des impôts y afférents de nul ((4) M \$ au 31 décembre 2012)	(29)	(47)
Gain (perte) non réalisé découlant de contrats de change à terme désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts y afférents de 1 M\$ (nul au 31 décembre 2012)	(4)	2
Perte non réalisée résultant du contrat de swap de taux d'intérêt désigné comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts y afférents de 8 M\$ (13 M\$ au 31 décembre 2012)	(13)	(21)
Perte non réalisée résultant des instruments dérivés de marchandises désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts y afférents de 5 M\$ (7 M\$ au 31 décembre 2012)	(13)	(20)
Perte non réalisée sur actifs financiers disponibles à la vente, déduction faite des impôts y afférents de nul (nul au 31 décembre 2012)	(1)	(1)
	(60)	(87)

## NOTE 22 COÛTS DES PRODUITS VENDUS PAR NATURE

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Matières premières	1 473	1 398
Salaires et avantages	604	576
Énergie	309	318
Livraison	276	263
Amortissement	182	199
Autres	433	403
Total des coûts des produits vendus	3 277	3 157

## FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION PAR NATURE

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Salaires et avantages	292	278
Technologie de l'information	24	26
Publicité et marketing	11	21
Autres	79	57
Total des frais de vente et d'administration	406	382

## NOTE 23

### CHARGES DU PERSONNEL

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Salaires et avantages	896	854
Options d'achat d'actions octroyées aux administrateurs et employés	1	1
Charges de retraite - régimes à cotisations définies	19	17
Charges de retraite - régimes à prestations définies	20	19
Autres avantages postérieurs à l'emploi	7	7
	943	898

### RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants incluent les membres du conseil d'administration, le président et les vice-présidents de la Société. La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants pour les services des employés est montrée ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Salaires et autres avantages à court terme	9	9
Avantages postérieurs à l'emploi	1	1
Paiements fondés sur des actions	1	1
	11	11

## NOTE 24

### PERTE (GAIN) SUR ACQUISITIONS, CESSIONS ET AUTRES

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Contrats de travail	5	—
Gains sur disposition d'immobilisations corporelles	(2)	(1)
	3	(1)

#### 2013

Dans le cadre du processus de transition en lien avec la nomination du nouveau président et chef de la direction, la Société s'est engagée dans des contrats de travail avec le nouveau président et chef de la direction et chacun des présidents des Groupes Cartons-caisses, Produits spécialisés et Papiers tissu. La juste valeur de cette obligation pour avantages postérieurs à l'emploi a été évaluée à 5 M\$ et une charge équivalente a été comptabilisée.

Le Groupe Cartons-caisses a vendu un terrain situé tout près de son usine de New York, aux États-Unis, et a ainsi enregistré un gain sur disposition de 2 M\$.

#### 2012

Le Groupe Cartons-caisses a vendu un terrain vacant situé à côté de l'usine de carton ondulé de Vaudreuil, au Québec, et a enregistré un gain sur disposition de 1 M\$.

## NOTE 25

### BAISSE DE VALEUR (REPRISE DE VALEUR) ET AUTRES FRAIS DE RESTRUCTURATION

#### A. BAISSE DE VALEUR (REPRISE DE VALEUR) DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE ET DES AUTRES ACTIFS

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012, la Société a enregistré des baisses de valeur nettes totalisant 23 M\$ et 29 M\$ respectivement. La valeur recouvrable des UGT a été déterminée selon un modèle de juste valeur diminuée des coûts de la vente basé sur la méthode du revenu à l'exception de certaines situations indiquées ci-dessous. Les baisses de valeur sont détaillées comme suit :

2013						
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE				PAPIERS TISSU	TOTAL
	CARTONS-CAISSES	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL		
Immobilisations corporelles	—	17	16	33	(17)	16
Pièces de rechange	—	—	4	4	—	4
Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs	1	—	2	3	—	3
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>17</b>	<b>22</b>	<b>40</b>	<b>(17)</b>	<b>23</b>

2012						
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE				ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTONS-CAISSES	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL		
Matériel et outillage	22	2	—	24	—	24
Pièces de rechange	1	1	—	2	—	2
Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs	2	—	—	2	1	3
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>28</b>	<b>1</b>	<b>29</b>

#### 2013

Le Groupe Cartons-caisses a enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ dû à la réévaluation d'effets à recevoir (dans les Autres actifs) relatifs à des dispositions d'entreprises de 2011.

Le Groupe Carton plat Europe a revu la valeur recouvrable de ses usines de fabrication de carton plat recyclé de Magenta et de Marzabotto (toutes deux en Italie) et Iberica, en Espagne. Des baisses de valeur de 7 M\$ sur les immobilisations ont été enregistrées. Le lent redressement de l'environnement économique européen depuis la crise financière de 2009 a impacté négativement la rentabilité de ces usines et a conduit à la consolidation de nos activités de carton plat recyclé en Europe. La valeur recouvrable a été déterminée selon le prix de vente des immobilisations puisqu'elle était supérieure à la méthode du revenu.

Le Groupe Carton plat Europe a également enregistré une baisse de valeur de 10 M\$ sur les immobilisations de son usine de carton plat vierge de Djupafors, en Suède. Cette baisse de valeur a été enregistrée en raison de conditions de marché difficiles soutenues qui ont conduit à une rentabilité insuffisante. La valeur recouvrable a été déterminée selon le prix de vente des immobilisations puisqu'elle était supérieure à la méthode du revenu.

Le Groupe Produits spécialisés a revu la valeur recouvrable de son usine de papier kraft de East-Angus, au Québec, et des baisses de valeur de 16 M\$ sur les immobilisations et 4 M\$ sur les pièces de rechange ont été enregistrées. La force du dollar canadien au cours des dernières années conjuguée à une demande plus faible ont réduit la profitabilité. La valeur recouvrable a été déterminée selon le prix de vente des immobilisations puisqu'elle était supérieure à la méthode du revenu.

Le Groupe Produits spécialisés a également revu la valeur recouvrable des UGT dans le secteur des produits d'emballage en carton nid d'abeille et une baisse de valeur de 2 M\$ sur une liste de clients a été enregistrée. Des expéditions faibles dans ce secteur ne génèrent pas suffisamment de bénéfices pour soutenir la valeur nette comptable des actifs incorporels à durée de vie limitée.

Le Groupe Papiers tissu a enregistré une reprise de valeur de 17 M\$ à son usine de fabrication de Memphis, Tennessee. Nous avons initialement enregistré une baisse de valeur de 22 M\$ à la date de transition aux IFRS le 1<sup>er</sup> janvier 2010 en raison de difficultés opérationnelles. Depuis, la Société a mis en oeuvre un programme de bonnes pratiques de groupe afin de maximiser l'efficacité de l'ensemble de ses installations. Ces actions ont contribué à résoudre les difficultés opérationnelles de l'usine de Memphis.

#### 2012

Le Groupe Cartons-caisses a évalué la valeur recouvrable de son usine de Mississauga à la suite de conditions de marché difficiles et des baisses de valeur de 21 M\$ sur les immobilisations et de 2 M\$ sur les actifs incorporels ont été enregistrées. La valeur recouvrable a été déterminée selon le prix de vente des immobilisations puisqu'elle était supérieure à la méthode du revenu. Le Groupe a également comptabilisé

## NOTE 25

### BAISSE DE VALEUR (REPRISE DE VALEUR) ET AUTRES FRAIS DE RESTRUCTURATION (SUITE)

des baisses de valeur supplémentaires totalisant 2 M\$ relativement à son moulin de Burnaby et à son usine de transformation de Le Gardeur qui ont été fermées en 2011.

Le Groupe Carton plat Europe a revu la valeur recouvrable de son usine de fabrication de Magenta à la suite de conditions de marché difficiles et des baisses de valeur de 2 M\$ sur les immobilisations et de 1 M\$ sur les pièces de rechange ont été enregistrées.

La Société a aussi enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ de ses activités corporatives imputable à la réévaluation de billets à recevoir relatifs aux dispositions d'entreprises de 2011.

#### B. ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

La répartition des écarts d'acquisition et des autres actifs à durée de vie illimitée est comme suit :

- L'écart d'acquisition de 275 M\$ du Groupe Cartons-caisses est alloué à toutes les UGT de ce groupe.
- L'écart d'acquisition du Groupe Produits spécialisés est alloué aux UGT de récupération et recyclage pour un montant de 13 M\$ et aux UGT d'emballages industriels pour 2 M\$.
- L'écart d'acquisition de 36 M\$ et les marques de commerce de 2 M\$ du Groupe Papiers tissu sont alloués à toutes les UGT de ce groupe.
- Les droits d'eau de 5 M\$ sont alloués aux UGT de RdM.

La Société a soumis l'écart d'acquisition du Groupe Cartons-caisses à un test de dépréciation étant donné les conditions de marché de ce secteur qui ont représenté un défi au cours des dernières années. À la suite de ce test de dépréciation, la Société a conclu que la valeur recouvrable des UGT du Groupe Cartons-caisses était de 313 M\$ supérieure à la valeur comptable; par conséquent, aucune baisse de valeur n'a été nécessaire. Toute chose étant égale par ailleurs, une baisse des taux de croissance à l'infini de 6 %, ou une hausse du taux d'actualisation de 3 %, ou une baisse de 94 000 tonnes courtes de nos expéditions de fabrication à l'année terminale ou une baisse du taux de change de 0,05 \$ à l'année terminale réduiraient l'excédent de 313 M\$ à néant.

La Société a appliqué la méthode du revenu pour évaluer la juste valeur diminuée des coûts de vente et a utilisé les hypothèses clés suivantes :

	2013	2012
	CARTONS-CAISSES	CARTONS-CAISSES
Taux de croissance terminal	2 %	2 %
Taux d'actualisation	9,5 %	9,5 %
Taux de change terminal (\$CA/\$US)	1,10 \$	1,10 \$
Expéditions année terminale (fabrication seulement)	903 000 t.c.	878 000 t.c.

La Société a également soumis l'écart d'acquisition des UGT du secteur des produits d'emballage en carton nid d'abeille. La Société a utilisé la méthode du revenu pour déterminer la valeur recouvrable et nous avons conclu que celle-ci n'était pas suffisante pour soutenir la valeur comptable de l'écart d'acquisition. Par conséquent, la Société a enregistré une baisse de valeur de 4 M\$ sur l'écart d'acquisition de ces UGT. En ce qui concerne les autres écarts d'acquisition, il n'y a pas eu d'événement en 2013 qui aurait pu indiquer la possibilité d'une baisse de valeur étant donné que la valeur recouvrable est significativement plus élevée que la valeur aux livres pour chacun des écarts d'acquisition.

#### C. FRAIS DE RESTRUCTURATION<sup>1</sup>

Les frais de restructuration sont détaillés comme suit :

(en million de dollars canadiens)	2013	2012
Cartons-caisses	2	6
Carton plat Europe	4	1
	6	7

<sup>1</sup> En plus des frais de restructuration, la Société a enregistré 13 M\$ d'amortissement accéléré en 2012

#### 2013

À la suite de la consolidation de ses opérations en Ontario annoncée en 2012, le Groupe Cartons-caisse a enregistré une provision de 1 M\$ relative à un contrat déficitaire ainsi que des indemnités de départ supplémentaires pour un montant de 1 M\$.

Le Groupe Carton plat Europe a enregistré des provisions pour indemnités de départ de 4 M\$ par suite de la consolidation de ses opérations fabrication de carton plat recyclé en Italie et en Espagne ainsi qu'à son usine de carton plat vierge de Djupafors, en Suède.

#### 2012

Le 25 avril 2012, la Société a annoncé la fermeture des divisions de North York et Peterborough de même que la fermeture de son usine OCD à Mississauga, toutes situées en Ontario. Ces usines font partie du Groupe Cartons-caisses. Ces fermetures ont entraîné la reconnaissance d'un contrat déficitaire et d'une provision pour indemnités de départ d'un montant total de 7 M\$ ainsi que de l'amortissement



accélééré pour 3 M\$ imputable à la réévaluation de la durée de vie utile et de la valeur résiduelle de certains équipements.

Le 5 septembre 2012, la Société a annoncé la fermeture de sa division du Groupe Cartons-caisses de Lachute, au Québec. Cela s'est traduit par la comptabilisation de provisions de départ totalisant 2 M\$ et d'un gain de compression sur le plan de pension d'une valeur de 2 M\$.

Le Groupe Cartons-caisses a aussi revu la durée de vie utile et la valeur résiduelle de son concentrateur de liqueur de Trenton, en Ontario, et a enregistré un amortissement accéléré totalisant 9 M\$.

En 2012, le Groupe Cartons-caisses a enregistré un renversement de 1 M\$ de sa provision environnementale en lien avec la fermeture de son usine de Burnaby, en Colombie-Britannique, fermée en 2011.

En 2012, le Groupe Carton plat Europe a enregistré une provision pour indemnités de départ de 1 M\$ dans une des usines italiennes de RdM à la suite de conditions de marché difficiles.

Le 13 août 2012, la Société a annoncé la fermeture de son usine du Groupe Papiers tissu située à Scarborough, en Ontario, et a revu la durée de vie utile et la valeur résiduelle des immobilisations, donnant lieu à l'amortissement accéléré de 1 M\$.

## NOTE 26

### RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

#### A. LA VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT SE DÉTAILLE DE LA FAÇON SUIVANTE :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Comptes débiteurs	32	25
Impôts débiteurs	1	(2)
Stocks	(26)	15
Comptes créditeurs et charges à payer	4	4
Impôts créditeurs	(5)	—
	6	42

#### B. FRAIS DE FINANCEMENT ET INTÉRÊTS SUR AVANTAGES DU PERSONNEL

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Intérêts sur la dette à long terme	98	96
Revenus d'intérêts	(4)	(2)
Amortissement des frais financiers	5	5
Autres intérêts et frais bancaires	4	4
Intérêts sur les avantages du personnel	12	12
<b>Frais de financement nets</b>	<b>115</b>	<b>115</b>

## NOTE 27 INSTRUMENTS FINANCIERS

### 27.1 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers aux 31 décembre 2013 et 2012, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respective se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2013		2012	
		VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
<b>Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net</b>					
Dérivés	27.4	9	9	16	16
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>					
Autres investissements		6	6	5	5
Placements en action détenus à des fins de transaction		1	1	4	4
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>					
Dérivés	27.4	35	35	81	81
<b>Autres passifs financiers au coût amorti</b>					
Dette à long terme		1 579	1 640	1 475	1 545
<b>Dérivés désignés comme éléments de couverture</b>					
Actifs d'instruments financiers dérivés		9	9	8	8
Passifs d'instruments financiers dérivés		14	14	29	29

### 27.2 DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant de la contrepartie dont conviendrait des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

- (i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes débiteurs, des billets à recevoir, des emprunts et avances bancaires et des comptes créditeurs et charges à payer se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance relativement courte.
- (ii) La juste valeur des placements en action détenus à des fins de transaction est basée sur des données observables sur le marché et représente principalement les placements de la Société dans Junex inc., qui est cotée à la Bourse de Toronto.
- (iii) La juste valeur des dettes à long terme est établie sur des données observables sur le marché et sur le calcul des flux de trésorerie actualisés. Les taux d'actualisation ont été établis en utilisant les taux de rendement des obligations gouvernementales locales ajustés d'une marge pour tenir compte des risques spécifiques à chacun des emprunts ainsi que des conditions du marché du crédit.

### 27.3 HIÉRARCHIE DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Le tableau suivant présente des renseignements sur les actifs et passifs financiers de la Société évalués à la juste valeur sur une base récurrente aux 31 décembre 2013 et 2012 et indique la hiérarchie de nos techniques d'évaluation pour déterminer les justes valeurs. Trois niveaux d'évaluation peuvent être utilisés pour mesurer la juste valeur :

Niveau 1 - Consiste en une évaluation sur des prix cotés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques.

Niveau 2 - Consiste en une évaluation sur des données observables autres que les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques, des prix cotés sur des marchés inactifs pour des actifs et passifs identiques ou d'autres données observables ou qui peuvent être corroborées par des données observables sur des marchés pour la quasi-totalité du terme des actifs ou des passifs.

Niveau 3 - Consiste en une évaluation sur des données qui ne sont généralement pas observables et qui reflètent les estimations de la direction quant aux hypothèses que les participants au marché utiliseraient pour évaluer l'actif ou le passif.

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	2013		
		PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
<b>Actifs financiers</b>				
Autres investissements	6	—	6	—
Placements en action détenus à des fins de transaction	1	1	—	—
Actifs financiers dérivés	18	—	18	—
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>1</b>	<b>24</b>	<b>—</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Passifs financiers dérivés	(49)	—	(49)	—
<b>Total</b>	<b>(49)</b>	<b>—</b>	<b>(49)</b>	<b>—</b>

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
<b>Actifs financiers</b>				
Autres investissements	5	—	5	—
Placements en action détenus à des fins de transaction	4	4	—	—
Actifs financiers dérivés	24	—	24	—
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>4</b>	<b>29</b>	<b>—</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Passifs financiers dérivés	110	—	110	—
<b>Total</b>	<b>110</b>	<b>—</b>	<b>110</b>	<b>—</b>

## 27.4 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à divers risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de change, le risque de taux d'intérêt [juste valeur et flux de trésorerie] et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme de gestion globale des risques de la Société met l'accent sur le caractère imprévisible du marché des capitaux et vise à réduire au minimum les effets négatifs de ce marché sur son rendement financier. Cette dernière utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir certains risques.

La gestion des risques est assurée par un service de trésorerie centralisé et par le comité de direction agissant conformément à des politiques approuvées par le conseil d'administration. Ils repèrent, évaluent et couvrent les risques financiers en étroite collaboration avec les unités d'affaires. Le Conseil d'Administration fournit les lignes directrices de la gestion globale des risques touchant des aspects précis, notamment le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, l'utilisation d'instruments financiers dérivés et non dérivés et l'investissement des liquidités excédentaires.

### Sommaire

2013

(en millions de dollars canadiens)	RISQUE	NOTE	ACTIFS			PASSIFS		
			COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
	Risque de change	27.4 A) (i)	—	9	9	(1)	(28)	(29)
	Risque de prix	27.4 A) (ii)	2	7	9	(8)	(11)	(19)
	Risque de taux d'intérêt	27.4 A) (iii)	—	—	—	(1)	—	(1)
	<b>Total</b>		<b>2</b>	<b>16</b>	<b>18</b>	<b>(10)</b>	<b>(39)</b>	<b>(49)</b>

2012

(en millions de dollars canadiens)	RISQUE	NOTE	ACTIFS			PASSIFS		
			COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
	Risque de change	27.4 A) (i)	12	8	20	(56)	(8)	(64)
	Risque de prix	27.4 A) (ii)	3	1	4	(17)	(15)	(32)
	Risque de taux d'intérêt	27.4 A) (iii)	—	—	—	(1)	(1)	(2)
	Autres risques	27.4 D)	—	—	—	—	(12)	(12)
	<b>Total</b>		<b>15</b>	<b>9</b>	<b>24</b>	<b>(74)</b>	<b>(36)</b>	<b>(110)</b>

## A. RISQUE DE MARCHÉ

### (i) Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est ainsi exposée au risque de change par ses exportations de biens fabriqués au Canada, aux États-Unis, en France, en Suède, en Italie et en Allemagne. Le risque de change découle de transactions commerciales futures, de la constatation d'actifs et de passifs et de participations dans des entités étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats et le service de la dette.

La Société gère le risque de change en concluant différents contrats de change et en souscrivant à des options sur devises liées aux ventes anticipées, aux achats, aux charges d'intérêts et au remboursement de la dette à long terme. La Société peut désigner ces contrats de change à titre de couvertures de flux de trésorerie futurs anticipés des ventes, des achats, des frais d'intérêts et du remboursement de la dette à long terme libellée en devises étrangères. Les gains ou les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont comptabilisés dans le Cumul des autres éléments du résultat global net des impôts y afférents et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement des ventes, du coût des ventes, des frais d'intérêts ou de la variation de change sur la dette à long terme dans la même période.

## NOTE 27 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

où l'élément couvert respectif affecte les résultats.

La direction a mis en œuvre une politique de gestion des risques de devises à l'égard de sa monnaie fonctionnelle. La politique de gestion des risques consiste à couvrir 25 % à 90 % des flux de trésorerie prévus dans chaque monnaie étrangère majeure pour les prochains 12 mois et de couvrir 0 % à 75 % pour les 24 mois suivants.

En 2013, environ 32 % des ventes provenant des activités canadiennes ont été faites aux États-Unis et 15 % des ventes provenant des activités françaises et italiennes ont été réalisées dans des pays ayant une monnaie autre que l'euro. Les activités en Suède sont également exposées au risque de change, principalement vis-à-vis de l'euro et de la livre sterling (GBP). Le chiffre d'affaires total pour 2013 des activités de la Société en Suède touchées par l'euro ou la livre sterling a été d'environ 36 M\$.

Le tableau ci-dessous résume les engagements de la Société à acheter et à vendre des devises aux 31 décembre 2013 et 2012 :

	2013			
	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
<b>Repaiement de la dette à long terme</b>				
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie et reclassés dans le gain de change sur la dette à long terme pour la portion efficace :				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	0,9965	Décembre 2017	US\$ 150	13
Sous-total				13
Dérivés désignés comme étant détenus à des fins de transaction et reclassés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme pour la portion efficace :				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,06	Janvier 2020	US\$ 50	1
Options sur devises vendues pour vendre \$ US (\$ US contre \$ CAN)	1,1167	Décembre 2017	US\$ 300	(17)
Options sur devises vendues pour vendre \$ US (\$ US contre \$ CAN)	1,15	Janvier 2020	US\$ 100	(6)
Options sur devises vendues pour acheter \$ US (\$ US contre \$ CAN)	1,0225	Janvier 2020	US\$ 200	(10)
Sous-total				(32)
<b>Ventes anticipées</b>				
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie et reclassés dans les Ventes pour la portion efficace :				
Contrats à terme sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,0484	0 à 12 mois	US\$ 15	—
Contrats à terme sur devises pour acheter (€ contre \$ US)	1,3399	0 à 12 mois	US\$ 2,4	—
Contrats à terme sur devises pour vendre (GBP contre SEK)	10,736	0 à 12 mois	£ 2	—
Contrats à terme sur devises pour vendre (€ contre SEK)	9,001	0 à 12 mois	€ 2,8	—
Sous-total				—
Dérivés désignés destinés à la vente et reclassés dans les Pertes (gains) sur instruments financiers dérivés :				
Options sur devise pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,0427	0 à 12 mois	US\$ 35	—
Options sur devise pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,0314	13 à 24 mois	US\$ 25	(1)
Sous-total				(1)
<b>Total</b>				<b>(20)</b>

En 2013, la Société a également payé un montant de 4 M\$ US (4 M\$) pour le règlement sur instruments financiers dérivés sur ses billets subordonnés portant intérêt à 7,25 % et 10 M\$ US (10 M\$) pour le règlement sur instruments financiers dérivés sur ses billets subordonnés portant intérêt à 6,75%.

En 2013, la Société a compensé 5 M\$ d'actifs financiers dérivés et 22 M\$ de passifs financiers dérivés car nous avons l'intention de régler les instruments financiers dérivés sur une base nette.

	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
<b>Repaiement de la dette à long terme</b>				
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie et reclassés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme pour la portion efficace :				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	0,9987	Décembre 2017	US\$ 200	8
Sous-total				8
Dérivés désignés comme étant détenus à des fins de transaction et reclassés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme pour la portion efficace :				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,1928	Février 2013	US\$ 310	(61)
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,1945	Mai 2013	US\$ 50	(10)
Options sur devises achetées et contrat à terme pour vendre \$ US (\$ US contre \$ CAN)	1,1700	Janvier à février 2013	US\$ 124	22
Options sur devises achetées pour vendre \$ US (\$ US contre \$ CAN)	1,1500	Février à mai 2013	US\$ 27	4
Options sur devises vendues pour acheter \$ US (\$ US contre \$ CAN)	1,0113	Février 2013	US\$ 37,5	(1)
Options sur devises vendues pour acheter \$ US (\$ US contre \$ CAN)	1,0500	Février à décembre 2017	US\$ 200	(8)
Sous-total				(54)
<b>Ventes anticipées</b>				
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie et reclassés dans les Ventes pour la portion efficace :				
Contrats à terme sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,045	0 à 12 mois	US\$ 2,5	—
Contrats à terme sur devises pour acheter (€ contre \$ US)	1,3142	0 à 12 mois	US\$ 2,4	—
Contrats à terme sur devises pour vendre (GBP contre €)	1,2567	0 à 12 mois	£ 1,2	—
Sous-total				—
Dérivés désignés destinés à la vente et reclassés dans les Pertes (gains) sur instruments financiers dérivés:				
Options sur devise pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,03	0 à 12 mois	US\$ 35	2
Options sur devise pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,0426	13 à 24 mois	US\$ 5	—
Contrats de change à terme pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	0,9932	Janvier 2013	US\$ 15	—
Sous-total				2
<b>Total</b>				<b>(44)</b>

La juste valeur des contrats de change à terme et des options sur devises est déterminée en utilisant une technique généralement acceptée, à savoir la valeur actualisée de la différence entre la valeur du contrat à l'échéance calculée en utilisant le taux de change au contrat et le taux de change auquel l'institution financière renégocierait le contrat aux mêmes conditions en date du bilan. Les taux d'actualisation sont ajustés pour le risque de crédit de la Société ou de la tierce partie, le cas échéant. Au moment de déterminer des ajustements du risque de crédit, la Société tient compte des accords de compensation, le cas échéant.

En 2013, si le dollar canadien s'était apprécié de 0,01 \$ par rapport au dollar américain en moyenne pour l'année et avec toutes les autres variables constantes, le bénéfice d'exploitation avant amortissement pour l'exercice aurait été d'environ 5 M\$ inférieur, basé sur l'exposition nette des ventes américaines moins les achats américains de la Société provenant des unités d'exploitation canadiennes et le bénéfice d'exploitation avant amortissement des unités américaines de la Société, mais en excluant l'incidence de ce changement sur les éléments libellés en fonds de roulement. Les charges d'intérêts auraient été d'environ 1 M\$ inférieures résultant principalement des billets subordonnés de la Société libellés en devises américaines.

En 2013, si le dollar canadien s'était apprécié de 0,01 \$ contre l'euro, avec toutes les autres variables constantes, le bénéfice d'exploitation avant amortissement pour l'année aurait été d'environ 1 M\$ inférieur à la suite de la conversion en dollars canadiens des activités européennes de la Société.

### RISQUE DE CHANGE SUR LA CONVERSION DES FILIALES ÉTRANGÈRES AUTONOMES

La Société détient certains placements dans ses activités à l'étranger dont les actifs nets sont exposés au risque de change. La Société peut désigner une partie de sa dette à long terme libellée en devises étrangères comme une couverture de l'investissement net dans les filiales étrangères. Les gains ou les pertes résultant de la conversion en dollars canadiens de la dette à long terme libellée en devises étrangères et désignée comme couverture d'investissements nets sont comptabilisés dans le Cumul des autres éléments du résultat global, net des

## NOTE 27

### INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

impôts y afférents.

Le tableau ci-dessous montre l'effet sur les capitaux propres consolidés d'un changement de 10 % de la valeur du dollar canadien comparativement au dollar américain et à l'euro aux 31 décembre 2013 et 2012. Ce calcul inclut l'effet de la couverture de change de l'investissement net dans des entités étrangères des États-Unis et n'assume aucune modification autre que la variation du taux de change.

Les expositions utilisées dans les calculs sont l'équité libellée en devises étrangères, le niveau de couverture aux 31 décembre 2013 et 2012, et les instruments de couverture étant la dette à long terme libellée en dollars américains.

Capitaux propres consolidés : Effet d'un mouvement de change de 10 % avant impôts

(en millions de dollars canadiens)	2013			2012		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
Variation de 10 % du taux de change \$ CAN/\$ US	80	67	13	76	62	14
Variation de 10 % du taux de change \$ CAN/euro	7	—	7	6	—	6

#### (ii) Risque de prix

La Société est exposée au risque de prix des marchandises, du vieux carton ondulé, d'électricité et de gaz naturel. La Société peut utiliser des contrats sur marchandises pour gérer ses coûts de production. La Société désigne ces dérivés comme couvertures de flux de trésorerie sur les achats prévus de matières premières, de gaz naturel et d'électricité. Les gains et les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont imputés au Cumul des autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts y afférents, et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement du Coût des produits vendus au même moment où l'élément couvert affecte les résultats.

La juste valeur de ces contrats s'établit comme suit :

	2013		
	QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
<b>Achats anticipés</b>			
Dérivés désignés pour fin de transaction et reclassés dans le Coût des produits vendus			
Vieux carton ondulé	10 200 t.c.	2014	—
Papiers de bureau triés	12 000 t.c.	2014	—
Électricité	375 888 MWh	2014 à 2017	—
Dérivés désignés éléments de couverture de flux de trésorerie et reclassés dans le Coût des produits vendus pour la portion efficace			
Gaz naturel :			
Portefeuille canadien	11 525 060 GJ	2014 à 2018	(13)
Portefeuille américain	4 776 300 mmBtu	2014 à 2018	(5)
<b>Total</b>			<b>(18)</b>

	2012		
	QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
<b>Achats anticipés</b>			
Dérivés désignés pour fin de transaction et reclassés dans le Coût des produits vendus			
Vieux carton ondulé	25 000 t.c.	2013	—
Papiers de bureau triés	21 000 t.c.	2013	(1)
Électricité	541 896 MWh	2013 à 2015	(1)
Dérivés désignés éléments de couverture de flux de trésorerie et reclassés dans le Coût des produits vendus pour la portion efficace			
Gaz naturel :			
Portefeuille canadien	11 795 450 GJ	2013 à 2017	(20)
Portefeuille américain	5 807 100 mmBtu	2013 à 2017	(10)
<b>Total</b>			<b>(32)</b>

En 2011, lors de la vente de son moulin de carton plat de Versailles, la Société a conclu une entente avec l'acquéreur visant la vente de gaz naturel. Les contrats inclus dans l'entente viennent à échéance entre 2014 et 2016 et portent sur une quantité totale de 668 250 mmBtu (2012 — 1 752 768 mmBtu). La juste valeur des contrats est un actif de 1 M\$ au 31 décembre 2013 (2012 — actif de 4 M\$).

En 2013, la Société a conclu un contrat d'achat de vapeur. L'accord comprend un dérivé incorporé et la juste valeur est de 7 M\$ au 31 décembre 2013.

La juste valeur des instruments financiers dérivés autres que les options est établie selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs anticipés. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont déterminés par référence aux prix ou taux à terme en vigueur à la date d'évaluation de l'indice financier sous-jacent (taux de change ou d'intérêt ou prix d'une matière première) selon les termes contractuels de l'instrument. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont actualisés à un taux d'intérêt représentatif de l'échéance de chaque flux et du risque de crédit de la partie au contrat pour qui il représente un passif (sujet à l'application des clauses pertinentes de support de crédit). La juste valeur des instruments financiers dérivés représentant des options est établie en utilisant des méthodes similaires tenant compte de l'impact de la volatilité potentielle de l'indice financier sous-jacent à l'option sur les flux de trésorerie futurs anticipés.

Le tableau ci-dessous montre l'effet des changements dans le prix du vieux carton ondulé, de l'électricité et du gaz naturel aux 31 décembre 2013 et 2012. Le calcul inclut l'effet de la couverture des prix de ces produits de base et suppose que, pour chaque variation de prix, toutes les autres variables demeurent constantes.

Les expositions aux risques utilisées dans le calcul sont la consommation et le niveau de couverture des instruments financiers aux 31 décembre 2013 et 2012. Les instruments de couverture utilisés sont des contrats dérivés sur marchandises.

Consommation consolidée de marchandises : effet des variations de prix avant impôts

(en millions de dollars canadiens <sup>1</sup> )	2013			2012		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
15 \$ US/t.c. de variation dans le prix du papier recyclé	30	—	30	28	1	27
30 \$ US/t.c. de variation dans le prix de la pâte commerciale	7	—	7	6	—	6
1 \$ US/mmBTU de variation dans le prix du gaz naturel	9	5	4	8	5	3
1 \$ US/MWh de variation dans le prix de l'électricité	2	—	2	2	—	2

<sup>1</sup> L'analyse de sensibilité est calculée avec un taux de change de 1,00 \$ CAN/\$ US pour 2013 et 2012.

### (iii) Risque de taux d'intérêt

La Société ne possède pas d'actif important portant intérêt.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la Société découle de ses emprunts à long terme. Les emprunts à taux d'intérêt variable exposent la Société au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts à taux fixe exposent la Société au risque de variation de la juste valeur.

La Société analyse au besoin son exposition au risque de taux d'intérêt. Des scénarios qui prennent en compte le refinancement, le renouvellement des positions existantes, d'autres sources de financement et la couverture sont élaborés. D'après le résultat de ces scénarios, la Société calcule l'incidence sur le bénéfice d'une variation définie des taux d'intérêt. Pour chaque simulation, la même variation est utilisée pour toutes les devises. Les scénarios sont appliqués seulement aux passifs qui représentent les principales positions portant intérêt. Au 31 décembre 2013, environ 33 % (30 % en 2012) de la dette à long terme de la Société porte intérêt à taux variable.

Sur la base de la dette à long terme au 31 décembre 2013, l'impact sur la charge d'intérêts d'un changement de 1 % du taux serait d'environ 5 M\$ (impact sur le bénéfice net d'environ 4 M\$).

La Société détient des swaps venant à échéance de 2014 jusqu'à 2017 sur un montant nominal de 50 M\$. Au 31 décembre 2013, ces swaps sont constatés à titre d'actif et leur juste valeur est nulle (2012 — nulle). La Société détient également des swaps de taux d'intérêts par l'intermédiaire de RdM. Ces swaps fixent le taux d'intérêt sur un montant nominal de 14 M€ et viennent à échéance en 2015 et 2016. La juste valeur de ces swaps est un passif de 1 M\$ au 31 décembre 2013 (31 décembre 2012 — passif de 2 M\$).

### (iv) Les pertes (gains) sur instruments financiers dérivés sont les suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés	(6)	(5)
Perte (gain) réalisé sur instruments financiers dérivés	1	(1)
	(5)	(6)

## B. RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès de banques et d'institutions financières. La Société réduit ce risque en faisant affaire avec des institutions solvables.

La Société est exposée au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de ses clients. Afin de réduire ce risque, la politique de crédit de la Société comprend l'analyse de la position financière de ses clients et un examen régulier de leurs limites de crédit. De plus, la Société croit qu'il n'y a pas de concentration du risque de crédit grâce à la diversité géographique de ses clients et aux procédures mises en place par la

## NOTE 27

### INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

direction pour gérer les risques commerciaux. Les instruments financiers dérivés comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie.

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une provision pour mauvaises créances. Une provision pour créances douteuses est établie lorsqu'il y a une indication objective que la Société ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants dus d'après les modalités initiales. Des difficultés financières importantes du débiteur, la possibilité de faillite ou de restructuration financière et un défaut de paiement constituent des facteurs indiquant que les comptes clients ont subi une dépréciation. Le solde de chaque compte client est évalué séparément pour déterminer s'il y a eu dépréciation. Le montant de la provision pour créances douteuses représente l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie estimatifs. La valeur comptable de l'actif est réduite par l'intermédiaire d'un compte de provision, et le montant de la perte est constaté dans l'état consolidé des résultats au poste Frais de vente et d'administration. Lorsqu'un compte client est irrécouvrable, il est radié du poste Provision pour créances douteuses. Le recouvrement de montants qui avaient été radiés est porté au crédit du poste Frais de vente et d'administration de l'état consolidé des résultats.

Les prêts et les billets à recevoir résultant de dispositions d'entreprises sont comptabilisés à la juste valeur. Il n'y a pas de solde en défaut de paiement au 31 décembre 2013.

#### C. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. Les tableaux qui suivent présentent les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre 2013 et 2012 :

2013

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE 5 ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	56	56	56	—	—	—
Comptes fournisseurs et charges à payer	590	590	590	—	—	—
Crédit bancaire rotatif	484	514	14	15	485	—
Billets subordonnés	989	1 354	78	77	890	309
Autres emprunts de filiales	39	46	17	9	10	10
Autres emprunts sans recours contre la Société	80	80	25	30	19	6
Passifs d'instruments financiers dérivés	49	49	10	7	18	14
	2 287	2 689	790	138	1 422	339

2012

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE 5 ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	80	80	80	—	—	—
Comptes fournisseurs et charges à payer	551	551	551	—	—	—
Crédit bancaire rotatif	401	436	11	11	414	—
Billets subordonnés	946	1 366	84	74	900	308
Autres emprunts de filiales	53	60	20	15	14	11
Autres emprunts sans recours contre la Société	90	85	30	19	33	3
Passifs d'instruments financiers dérivés	110	110	74	21	15	—
	2 231	2 688	850	140	1 376	322

Au 31 décembre 2013, la Société disposait de facilités de crédit non utilisées de 303 M\$ (370 M\$ au 31 décembre 2012), déduction faite des lettres de crédit de 56 M\$ (29 M\$ au 31 décembre 2012).

Les paiements entre deux et cinq ans comprennent l'échéance des crédits bancaires rotatifs et des facilités de crédit à terme de février 2016 de la Société et de ses billets subordonnés de décembre 2017.



#### **D. AUTRE RISQUE**

En 2010, la Société a conclu une entente avec Industria E Innovazione (Industria) en vertu de laquelle Cascades détient l'option d'acheter 9,07 % des actions de RdM (100 % des actions détenues par Industria) pour 0,43 € par action entre le 1<sup>er</sup> mars 2011 et le 31 décembre 2012. Industria a aussi l'option d'exiger de Cascades qu'elle achète les actions d'Industria pour 0,41 € par action entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 31 mars 2014. La Société évalue ces options en utilisant le modèle Black & Scholes et a enregistré un passif financier de 12 M\$ au 31 décembre 2012. Au cours du deuxième trimestre de 2013, l'option a été exercée et a ainsi occasionné des débours de 14 M€ (19 M\$) à la Société. Au 31 décembre 2013, notre pourcentage de détention des actions de RdM s'élève ainsi à 57,61 %.

#### **AFFACTURAGE DE COMPTES À RECEVOIR**

La Société vend des comptes débiteurs de l'une de ses filiales européennes par l'entremise d'un contrat d'affacturage avec une institution financière. La Société utilise l'affacturage de comptes débiteurs comme source de financement en réduisant ses besoins de fonds de roulement. Lorsque les comptes débiteurs sont cédés, la Société les retire du bilan, reconnaît le montant reçu en contrepartie de la cession et enregistre une perte sur affacturage incluse dans les frais de financement. Au 31 décembre 2013, l'impact hors-bilan s'établit à 47 M\$ (32 M€). La Société prévoit vendre ses comptes débiteurs sur une base continue. Si elle décide de mettre fin à ce contrat, le fonds de roulement et l'endettement bancaire augmenteraient.

## NOTE 28

### ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

a) La Société loue des bâtiments, véhicules, équipements et autres en vertu de contrats de location-exploitation non résiliables. Les paiements minimaux futurs sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
Moins de 1 an	24	27
Plus de 1 an mais moins de 5 ans	39	53
Plus de 5 ans	9	10

b) Engagements de capital

Les dépenses en capital contractées à la fin de la période mais non engagées sont les suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	2013		2012	
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS
Moins de 1 an	13	2	6	2
Plus de 1 an mais moins de 5 ans	1	2	1	—
	14	4	7	2

c) La Société a conclu des ententes pour garantir certaines obligations en ce qui concerne la construction d'une nouvelle usine de fabrication de cartons-caisses (Greenpac), dans laquelle la Société détient 59,7 %, adjacente à l'usine de Niagara Falls, New York. La Société a garanti les dépassements de coûts relatifs aux coûts de construction au delà des coûts de construction prévus au budget, qui devraient rester en place jusqu'à ce que la période de rodage soit complétée. L'usine a démarré avec succès sa production comme prévue le 15 juillet. Notre objectif d'atteindre la pleine capacité dans les 12 mois tient toujours et la période de rodage progresse selon le plan. Au 31 décembre 2013, la Société a également octroyé une lettre de crédit de 21 M\$ US relativement au Projet Greenpac. Cette lettre de crédit sera réduit progressivement en 2014 et devrait être éliminée d'ici la fin de 2014.

d) Dans le cours normal des activités, la Société fait l'objet de diverses poursuites et d'éventualités liées surtout à des différends contractuels, à des réclamations au titre de l'environnement et de la garantie de produits ainsi qu'à des problèmes de main-d'œuvre. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude l'issue des poursuites non réglées ou en suspens au 31 décembre 2013, la direction est d'avis que leur règlement n'aura pas d'effets importants sur sa situation financière consolidée, ses résultats ou ses flux de trésorerie consolidés.

e) La Société travaille actuellement avec des représentants du ministère de l'environnement de l'Ontario (MEO) - région du Nord et Environnement Canada - Fonds de durabilité des Grands Lacs à Toronto, relativement à toute responsabilité éventuelle que pourrait encourir la Société concernant une situation environnementale identifiée sur le site de son ancienne usine de Thunder Bay (Thunder Bay). Le MEO et Environnement Canada ont demandé que la Société se penche sur un plan de gestion sur la qualité du sédiment adjacent aux étangs aérés de l'usine. Plusieurs réunions ont été tenues durant l'année avec le MEO et Environnement Canada. Une étude sur la qualité des sédiments et sur les options de réhabilitation possibles a commencé. Bien qu'une perte soit probable, il est impossible à ce moment d'estimer l'obligation de la Société en raison de l'incertitude entourant l'ampleur de l'impact environnemental et les options d'assainissement possibles.

La Société est aussi en pourparlers avec des représentants du MEO, en ce qui concerne sa responsabilité potentielle relativement à un impact environnemental identifié à son ancienne usine de Thunder Bay vendue à Thunder Bay Fine Papers Inc. (« Fine Papers ») en 2007. Fine Papers a depuis vendu l'usine à Superior Fine Papers (Superior). Le MEO a demandé que la Société ainsi que l'ancien propriétaire Fine Papers et le propriétaire actuel Superior présentent un plan de fermeture pour le site d'enfouissement des déchets et un plan pour la fermeture et la surveillance à long terme du réseau d'égouts (les Plans). Bien que la Société reconnaisse qu'à la suite d'événements passés, il pourrait y avoir une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques futurs en règlement d'une obligation éventuelle, il n'est pas possible à ce moment d'estimer l'obligation de la Société puisque Superior n'a pas soumis tous les plans et les coûts connexes qui permettraient à la Société de procéder à une évaluation. En outre, la Société n'a pas accès au site et est incapable de déterminer la valeur des actifs restants sur son ancien site qui pourraient être utilisés pour financer cette responsabilité potentielle. La Société poursuit tous les recours juridiques disponibles pour résoudre la situation. Dans tous les cas, la direction considère que cette obligation potentielle de la Société n'est pas significative.

La Société a enregistré une provision environnementale pour couvrir sa portion estimée d'exposition relativement à ces cas.

## NOTE 29 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société a conclu les opérations suivantes avec des apparentés :

(en millions de dollars canadiens)	COENTREPRISES	ASSOCIÉES
<b>2013</b>		
Ventes aux parties liées	58	48
Achats auprès des parties liées	34	80
<b>2012</b>		
Ventes aux parties liées	54	45
Achats auprès des parties liées	32	44

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, laquelle est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

En plus des montants apparentés présentés ailleurs dans les états financiers consolidés, les soldes suivants étaient en cours à la fin de la période considérée :

(en millions de dollars canadiens)	31 DÉCEMBRE 2013	31 DÉCEMBRE 2012
Débiteurs provenant des parties liées :		
Coentreprises	11	7
Entreprises associées	8	7
Créditeurs envers les parties liées :		
Coentreprises	10	9
Entreprises associées	4	4

Les débiteurs provenant des parties liées résultent principalement de transactions de vente. Les débiteurs ne sont pas garantis en nature et ne portent pas intérêt. Il n'y a pas de provisions contre les débiteurs provenant des parties liées. Les créditeurs envers les parties liées résultent principalement de transactions d'achat. Les dettes ne portent pas intérêt.

## INFORMATION FINANCIÈRE HISTORIQUE — 10 ANS

	IFRS	IFRS
	2013	2012
Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens sauf les montant par action et les ratios) (non audité) L'information financière et historique n'est pas redressée afin de reclasser l'impact des activités abandonnées (ainsi que les normes IFRS pour les exercices antérieurs à 2011).		
<b>Faits saillants — Résultats consolidés</b>		
Ventes	3 849	3 645
Coût des produits vendus et charges	3 497	3 341
Bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) excluant les éléments spécifiques	352	304
Amortissement	182	199
Bénéfice d'exploitation excluant les éléments spécifiques	170	105
Frais de financement	115	115
Perte (gain) de change sur la dette à long terme	(2)	(8)
Éléments spécifiques	28	33
	29	(35)
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices	12	(4)
Part des résultats des entreprises associées et coentreprises	3	(2)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires sans contrôle	3	(7)
Bénéfice net (perte nette)	11	(22)
Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire	0,11 \$	(0,23) \$
<b>Faits saillants — Flux de trésorerie consolidés</b>		
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	232	199
Marge brute d'autofinancement	226	154
par action ordinaire	2,41 \$	1,64 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles, net des dispositions	136	141
Acquisitions d'entreprises et trésorerie provenant de coentreprises	—	14
Produits de la disposition d'entreprises	—	—
Variation nette de la dette à long terme	(30)	(54)
Dividendes sur les actions ordinaires	15	15
par action ordinaire	0,16 \$	0,16 \$
Rendement en dividendes	2,3 %	3,9 %
<b>Faits saillants — Bilans consolidés (aux 31 décembre)</b>		
Actifs à court terme moins passifs à court terme	414	295
Immobilisations corporelles	1 684	1 659
Actif total	3 831	3 694
Dette à long terme totale	1 579	1 475
Part des actionnaires sans contrôle	113	116
Avoir des actionnaires	1 081	978
par action ordinaire	11,52 \$	10,42 \$
<b>Faits saillants boursiers</b>		
Actions ordinaires émises et en circulation (en million)	93,9	93,9
Volume de transactions (en millions)	25,2	20,2
Capitalisation boursière	646	385
Prix de fermeture	6,88 \$	4,10 \$
Haut	6,92 \$	5,18 \$
Bas	4,07 \$	3,85 \$
<b>Ratios financiers clés</b>		
Bénéfice net (perte nette) / ventes	0,3 %	(0,6) %
Ventes / actif total*	1,0X	1,0X
Actif total / avoir des actionnaires moyen*	3,7X	3,7X
Rendement sur l'avoir des actionnaires*	1,1 %	(2,2) %
Rendement sur les actifs totaux (BEAA / actif moyen)*	9,4 %	8,2 %
BEAA / ventes	9,1 %	8,3 %
BEAA / intérêts	3,1X	2,6X
Actifs à court terme moins passifs à court terme / ventes*	10,8 %	8,1 %
Dette nette / BEAA*	4,6X	5,0X
Dette totale / dette totale + avoir des actionnaires	60,2 %	61,4 %
Cours / bénéfice net	62,5 %	s.o.
Cours / valeur comptable	0,6X	0,4X

\* Ratios calculés excluant l'impact de l'acquisition de Norampac pour les exercices antérieurs à 2007.

## INFORMATION FINANCIÈRE HISTORIQUE — 10 ANS (SUITE)

IFRS								
2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	
3 760	3 959	3 877	4 025	4 033	3 481	3 862	3 692	
3 517	3 561	3 412	3 720	3 693	3 167	3 600	3 433	
243	398	465	305	340	314	262	259	
186	212	218	213	208	163	174	161	
57	186	247	92	132	151	88	98	
100	112	118	103	106	83	83	79	
(4)	4	31	24	(59)	—	(10)	(18)	
(148)	65	33	54	7	76	159	13	
109	5	65	(89)	78	(8)	(144)	24	
27	—	23	(29)	6	(3)	(40)	3	
(14)	(15)	(17)	(8)	(27)	(8)	(7)	(2)	
(3)	3	(1)	2	3	—	—	—	
99	17	60	(54)	96	3	(97)	23	
1,03 \$	0,18 \$	0,61 \$	(0,55) \$	0,96 \$	0,04 \$	(1,19) \$	0,28 \$	
115	228	355	126	53	191	100	157	
121	246	303	150	163	174	100	164	
1,26 \$	2,54 \$	3,10 \$	1,52 \$	1,64 \$	2,15 \$	1,23 \$	2,01 \$	
110	131	171	184	169	110	121	130	
60	3	69	(5)	10	572	52	120	
(292)	—	—	47	37	94	—	14	
143	30	59	149	91	178	91	107	
15	16	16	16	16	13	13	13	
0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	
3,6 %	2,4 %	1,8 %	4,6 %	1,9 %	1,2 %	1,6 %	1,2 %	
400	479	484	522	581	574	530	502	
1 703	1 777	1 912	2 030	1 886	2 063	1 562	1 700	
3 728	3 724	3 792	4 031	3 769	3 911	3 046	3 144	
1 407	1 395	1 469	1 708	1 574	1 666	1 297	1 226	
136	24	21	22	25	19	—	—	
1 029	1 257	1 304	1 256	1 199	1 157	897	1 059	
10,87 \$	13,01 \$	13,41 \$	12,74 \$	12,09 \$	11,62 \$	11,10 \$	13,02 \$	
94,6	96,6	97,2	98,5	99,1	99,5	80,8	81,4	
33,8	57,7	79,8	39,8	63,2	31,7	23,6	24,6	
419	647	869	339	837	1 317	812	1 090	
4,43 \$	6,70 \$	8,94 \$	3,44 \$	8,44 \$	13,23 \$	10,05 \$	13,40 \$	
7,75 \$	9,80 \$	9,10 \$	8,90 \$	15,80 \$	14,78 \$	13,95 \$	14,80 \$	
3,51 \$	5,71 \$	1,70 \$	3,00 \$	7,46 \$	9,66 \$	7,35 \$	11,21 \$	
2,6 %	0,4 %	1,5 %	(1,3) %	2,4 %	0,1 %	(2,5) %	0,6 %	
1,0x	1,1x	1,0x	1,0x	1,1x	1,2x	1,3x	1,2x	
3,3x	2,9x	3,0x	3,3x	3,2x	3,2x	3,1x	3,0x	
8,7 %	1,3 %	4,7 %	(4,4) %	8,1 %	0,3 %	(9,9) %	2,2 %	
6,5 %	10,6 %	11,9 %	7,8 %	8,9 %	10,6 %	8,4 %	8,5 %	
6,5 %	10,1 %	12,0 %	7,6 %	8,4 %	9,0 %	6,8 %	7 %	
2,4x	3,6x	3,9x	3,0x	3,2x	3,8x	3,2x	3,3x	
10,6 %	12,1 %	12,5 %	13,0 %	14,4 %	13,3 %	13,7 %	13,6 %	
6,1x	3,6x	3,3x	5,9x	4,7x	3,8x	5,0x	4,8x	
59,3 %	53,7 %	54,3 %	59,1 %	57,5 %	59,6 %	59,9 %	54,6 %	
4,3x	37,2x	14,7x	s.o.	8,8x	330,8x	s.o.	47,9x	
0,4x	0,5x	0,7x	0,3x	0,7x	1,1x	0,9x	1,0x	

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration et la direction de Cascades estiment qu'une régie d'entreprise de qualité contribue à l'exploitation efficace de l'entreprise et au maintien de la confiance de ses investisseurs. Pour s'assurer de maintenir le cap, Cascades revisite régulièrement ses pratiques en la matière, et ce, tant pour se conformer à la législation applicable que pour améliorer l'efficacité de la Société.

C'est le conseil d'administration qui veille, entre autres choses, à la bonne gouvernance d'une entreprise. Par conséquent, sa composition doit être déterminée avec soin. Cascades peut compter sur des administrateurs chevronnés et reconnaît l'importance des administrateurs indépendants. En effet, parmi les douze membres actuels de son conseil, sept étaient indépendants en date du 14 mars 2014. Ces derniers se rencontrent au moins une fois par année sans la présence des administrateurs non indépendants ni des membres de la haute direction. De plus, afin que les nouveaux arrivants au conseil se familiarisent avec les activités, enjeux et défis de l'entreprise, Cascades leur offre un programme d'orientation et de formation.



1

**Bernard Lemaire**  
Administrateur de la société  
Kingsey Falls (Québec) Canada  
Administrateur depuis 1964  
Non indépendant

2

**Laurent Lemaire**  
Vice-président exécutif  
du conseil d'administration  
Warwick (Québec) Canada  
Administrateur depuis 1964  
Non indépendant

3

**Alain Lemaire**  
Président exécutif du conseil  
d'administration  
Kingsey Falls (Québec) Canada  
Administrateur depuis 1967  
Non indépendant

4

**Paul R. Bannerman**  
Président du conseil d'adminis-  
tration d'Etcan International inc.  
Montréal (Québec) Canada  
Administrateur depuis 1982  
Non indépendant

5

**Louis Garneau**  
Président de  
Louis Garneau Sports inc.  
Saint-Augustin-de-Desmaures,  
(Québec) Canada  
Administrateur depuis 1996  
Indépendant

6

**Sylvie Lemaire**  
Administratrice de sociétés  
Otterburn Park (Québec)  
Canada  
Administratrice depuis 1999  
Non indépendante

7

**David McAusland**  
Associé McCarthy Tétrault  
Beaconsfield (Québec) Canada  
Administrateur depuis 2003  
Indépendant

8

**James B.C. Doak**  
Président et directeur général de  
Megantic Asset Management Inc.  
Toronto (Ontario) Canada  
Administrateur depuis 2005  
Indépendant

9

**Georges Kobrynsky**  
Administrateur de sociétés  
Outremont (Québec) Canada  
Administrateur depuis 2010  
Indépendant

10

**Élise Pelletier**  
Consultante en gestion  
et en ressources humaines  
Saint-Bruno-de-Montarville  
(Québec) Canada  
Administratrice depuis 2012  
Indépendante

11

**Sylvie Vachon**  
Présidente directrice générale  
de l'Administration portuaire  
de Montréal  
Montréal (Québec) Canada  
Administratrice depuis 2013  
Indépendante

12

**Laurence G. Sellyn**  
Premier vice-président,  
chef des services financiers et  
administratifs des Vêtements  
de sport Gildan inc.  
Montréal (Québec) Canada  
Administrateur depuis 2013  
Indépendant

# IL Y A MATIÈRE À FIERTÉ

En 2013, Cascades a lancé son deuxième **plan de développement durable** triennal, pour la période 2013-2015. Les actions déployées depuis ont permis des avancées à l'égard de plusieurs enjeux.



Nos efforts se poursuivent. Pour plus d'information sur nos initiatives en matière de développement durable : [www.cascades.com/developpement-durable](http://www.cascades.com/developpement-durable)



Imprimé sur du **Rolland Enviro100 Satin**, 120M texte et 160M couverture, des papiers contenant 100% de fibres postconsommation qui sont certifiés Procédé sans chlore. La section financière est imprimée sur du **Rolland Opaque Naturel**, 100M contenant 30% de fibres postconsommation. Ces papiers sont tous certifiés FSC et ÉcoLogo et sont fabriqués à partir d'énergie biogaz.

Production : Service des communications de Cascades – Design : [cgcom.com](http://cgcom.com) – Prépresse et impression : L'Empreinte

Imprimé au Canada

50<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE CASCADES

1964-2014



**Ils étaient trois, unis par leur esprit novateur et leurs valeurs empreintes de respect. Nous sommes désormais douze mille, fiers de marcher dans leurs traces tout en regardant vers demain.**

Nul n'aurait pu prédire, en 1964, que leur pari téméraire se transformerait en une grande aventure qui durerait dans le temps et qui aurait des répercussions partout en Amérique du Nord et en Europe.

C'est pourtant ce qui s'est produit grâce à la vision et à la force rassembleuse des frères Bernard, Laurent et Alain Lemaire. Depuis 50 ans, ces pionniers de la récupération et les Cascadeurs qui portent leur héritage changent la face de l'emballage et des papiers, un petit geste vert à la fois.

Cette année, Cascades rend hommage à son trio bâtisseur et aux milliers d'hommes et de femmes qui ont eu foi en leur volonté de faire des affaires autrement.

Longue vie à Cascades!



NOS VALEURS, NOTRE AVENIR